

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale



**La guerre au Mali,
le droit
des peuples,
révolution et
contre-révolution**

**Etats-Unis :
après le discours
d'Obama
sur l'état
de l'Union**



Manifestation à Tunis, le 8 février 2013,
à l'occasion des obsèques du militant ouvrier Chokri Belaid.

N° 77

Nouvelle série (n° 683) - mars 2013 - Prix : 4 euros - 8 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale

SOMMAIRE

- **La guerre au Mali, le droit des peuples, révolution et contre-révolution** p. 3
(Par Lucien Gauthier)
- **Après le XVIII^e Congrès du Parti communiste chinois** p. 11
(Par Alain Frandor)
- **Etats-Unis : après le discours d'Obama sur l'état de l'Union** p. 25
(Par Alan Benjamin)
- **Guadeloupe : constitution de la section de la IV^e Internationale** p. 35
- **Devant une nouvelle étape du regroupement de l'avant-garde en Europe** p. 47
(Par Marc Lacaze)
- **Brésil : pour la défense du PT et des droits démocratiques** p. 55
(Par João Alfredo Luna)

- **Afrique du Sud : après la grève des mineurs, l'impossible retour à la stabilité** p. 61
(Par François Forgeue)
- **Le NPA, la Syrie et la "complicité des anti-impérialistes"** p. 65
(Par Dominique Ferré)
- **Lire Marx aujourd'hui : présentation d'une bibliographie chronologique commentée** p. 69
(Par Henry Halphen)

La Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

- Six numéros : 28 euros
- Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

La guerre au Mali, le droit des peuples, révolution et contre-révolution

par Lucien Gauthier

A leur manière, en ce mois de février 2013, la jeunesse, les travailleurs et les peuples de Tunisie et d’Egypte célèbrent le deuxième anniversaire de la chute des dictatures pro impérialistes en manifestant massivement, de nouveau aujourd’hui, pour exiger le départ des gouvernements dans ces deux pays.

Dans le même temps, l’impérialisme a, de son côté, commémoré à sa façon la « libération » de la Libye en déclarant la guerre au Mali, où l’armée impérialiste française intervient massivement, dans un déluge de fer et de feu.

Ces évènements actuels sont une expression du moment de la situation mondiale, deux ans après les révolutions en Tunisie et en Egypte. Celles-ci étant une expression de la marche à la révolution prolétarienne à l’échelle mondiale, qui s’est ensuite exprimée sur le continent européen, aggravant brutalement la crise de « l’ordre » mondial que cherche à imposer l’impérialisme américain.

Le Mali : deuxième bataille de la guerre en Libye

La guerre déclenchée en Libye par les troupes anglo-françaises sous l’égide des Etats-Unis quelques semaines après la chute de Moubarak, était une guerre contre-révolutionnaire au sens propre du terme ; en effet, elle était délibérément engagée en Libye, dans un pays situé entre l’Egypte et la Tunisie, et dirigée contre la vague révolutionnaire qui avait chassé Ben Ali et Moubarak. Deux ans plus tard, on peut mesurer les résultats de la « libération » de la Libye, disloquée en fiefs et potentats soumis à la loi de la jungle, avec un peuple paupérisé tandis que prospèrent les milices et autres trafiquants d’armes.

L’Afghanistan et l’Irak sont également là pour témoigner des conséquences des guerres « libératrices » de l’impérialisme.

La destruction de la Libye par la guerre a ouvert la voie à la dislocation de toute la région du Sahel. C’est dans ces conditions que l’impérialisme français est intervenu au Mali, sous prétexte de lutter contre l’offensive des milices, les mêmes que soutenaient les grandes puissances en Libye deux ans plus tôt.

Parachevant la destruction de la Libye, l’intervention au Mali est au bord de faire exploser toute la région. Le Niger, qui depuis deux ans a cherché à instaurer « la paix », notamment avec les Touaregs, est dans l’œil du cyclone. L’envoi d’une large armée tchadienne ne traduit pas seulement la subordination des autorités tchadiennes à l’impérialisme, mais également leur peur d’une explosion du Niger, préfigurant celle du Tchad lui-même.

Mais le cœur de la cible de l’offensive, c’est l’Algérie. Du fait de sa situation géographique dans la région sahélienne, de ses richesses énergétiques, et surtout de sa place politique : celle d’une nation qui a défait l’impérialisme, l’Algérie est directement visée.

L'Algérie dans l'œil du cyclone

Depuis deux ans, utilisant les développements au Maghreb et au Moyen-Orient, les dirigeants des grandes puissances ont soumis l'Algérie à une très forte pression. Dans cette voie, ils ont cherché à instrumentaliser des forces à l'intérieur même de l'Algérie pour provoquer une explosion remettant en cause l'unité de la nation algérienne.

Ils n'y sont pas parvenus jusqu'à présent, non du fait de la répression ou de la peur du régime mais parce que le peuple, après dix ans de guerre civile et de tentatives d'intervention extérieure dans les affaires du pays, n'a pas adhéré à ces opérations qui apparaissent ouvertement comme une ingérence étrangère. En effet, le peuple, les travailleurs et leur organisation, l'UGTA, n'ont pas attendu pour se défendre que l'impérialisme leur en donne l'autorisation.

Depuis une dizaine d'années, c'est-à-dire depuis la fin de l'effroyable guerre civile de la décennie noire qui a provoqué 200 000 morts en Algérie, les travailleurs se sont sentis en droit d'exiger, une fois la paix rétablie, la satisfaction de leurs revendications. D'intenses mobilisations et grèves se sont produites et ont abouti à une amélioration des conditions matérielles, en termes de salaires et d'emploi. Bien évidemment, cela ne règle pas la question, et les travailleurs ne s'estiment pas quittes et poursuivent la mobilisation.

Mais le principal résultat de cette situation a été la reconnaissance par le président Bouteflika de l'échec de la politique de privatisation mise en œuvre, son abandon et l'instauration de la règle 49-51 (51 % pour les avoirs algériens, 49 % pour les avoirs étrangers), la réouverture d'entreprises publiques et le lancement de grands travaux. Bien évidemment, il ne s'agissait pas de la renationalisation de l'économie du pays, mais ces mesures, même partielles, freinaient les appétits dévorants des grandes puissances, et ce sont précisément ces succès partiels de la mobilisation des travailleurs et du peuple algériens que l'impérialisme n'accepte pas. Il ne peut pas pardonner à un Etat, constitué sur la base de la dé faite coloniale, de vouloir contrôler son économie, de ne pouvoir, de ce fait, y faire librement son marché et de devoir se soumettre à un certain nombre de règles et de normes.

La guerre en Libye puis l'intervention française au Mali qui, de manière méthodique et très organisée, pousse vers le Nord, c'est-à-dire vers l'Algérie, les groupes terroristes, ont une conséquence bien précise. L'attentat préparé et organisé contre le site gazier d'In Amenas n'est pas simplement l'œuvre de djihadistes sortis du désert, mais s'inscrit dans une opération qui vise au sud de l'Algérie à ouvrir la marche à la dislocation de ce pays.

L'arrivée à Kidal, dans le nord du Mali, des seules troupes françaises, sans aucun détachement malien mais en collaboration avec le MNLA (mouvement qui se prétend représentatif des Touaregs), s'inscrit également dans une offensive utilisant la question touareg (les Touaregs sont présents dans l'ensemble des pays de la région) pour organiser le chaos.

Rappelons qu'à la fin des années 2000, Kadhafi, redevenu l'ami des grandes puissances impérialistes, avait dans le cadre de la stratégie américaine du Grand Moyen-Orient (GMO) proposé la création d'un nouveau « pays », le Targuistan (le pays des Touaregs). L'explosion de l'Algérie, ce serait l'explosion de toute la région, du Maroc à la Mauritanie, du Mali au Burkina Faso et jusqu'au Sénégal, de l'Algérie au Niger et au Tchad, et au-delà. Tel est le plus grand danger de l'intervention impérialiste au Mali.

Le désordre impérialiste

La guerre au Mali inaugure une nouvelle étape en ce qui concerne la place et le rôle de l'impérialisme français, loin de la « Françafrique ». Ce terme désignait dans les années 1960-1970, après la décolonisation, le cadre visant au maintien d'un « pré carré » en Afrique. L'impérialisme français, même s'il maintient des positions et des troupes en Afrique, n'a plus les capacités de préserver ce « pré carré », largement ouvert à la pénétration des autres impérialismes, notamment américain. Certes, l'impérialisme français a des intérêts dans cette région ; certes, il exploite l'uranium au Niger, et ce n'est pas une question secondaire pour lui, ni une question à ignorer dans la décision d'intervenir au Mali, mais la raison de la rapidité de cette décision tient d'abord et avant tout à la défense de « l'ordre mondial » menacé.

Les développements de la situation dans la région, les mobilisations en Tunisie contre le régime, le refus de l'Algérie de s'impliquer dans une intervention à l'étranger, ont contraint l'impérialisme français – le plus directement concerné – à intervenir en dépit des atermoiements de l'impérialisme américain. Il serait en effet réducteur de ne voir dans l'intervention française que l'acte d'un exécutant subsidiaire des exigences américaines. Car précisément, devant les développements au Sahel, l'impérialisme américain du fait de ses propres contradictions, n'était pas en état de décider. Les hésitations américaines au début de l'intervention française ne relevaient pas d'une ruse, mais de la crise aux Etats-Unis mêmes. Ultérieurement, l'impérialisme américain a soutenu l'intervention, tout en prenant garde à ne pas s'y impliquer directement afin de laisser les tâches subsidiaires à l'impérialisme français. L'attitude des autres grandes puissances, notamment celle de l'Union européenne, reflète leurs divisions et hésitations, laissant à l'impérialisme français l'entière responsabilité de la situation.

Si l'intervention française a tout autant pour but de conserver la place de la France au Conseil de sécurité de l'ONU que de défendre les intérêts français, elle s'inscrit dans l'ensemble de la politique impérialiste mondiale sous l'égide des Etats-Unis ; mais précisément, ceux-ci connaissent une crise majeure.

La crise mondiale américaine

Les atermoiements de l'administration américaine en ce qui concerne le Mali, reflètent la situation dans laquelle se trouve la classe dominante américaine face aux développements de la situation mondiale. A l'occasion de la nomination des nouveaux secrétaires d'Etat pour le second mandat d'Obama, plusieurs responsables de l'administration, lors d'auditions publiques au Sénat, ont reconnu qu'il y avait eu de profondes divergences au sein de l'administration. Le chef de la CIA, le chef de l'état-major et Hillary Clinton étaient pour armer la dite « Armée Syrienne Libre » (ASL). Obama y a mis son veto. Bien évidemment, l'ASL est financée par le Qatar, sous impulsion américaine. Mais toute autre serait la situation si les Etats-Unis avaient annoncé officiellement qu'ils armaient l'ASL, préfigurant une intervention directe en Syrie. Le fait que ces désaccords importants aient été rendus publics, démontre la profondeur de la crise qui déchire la classe dominante américaine. L'ouverture des processus révolutionnaires en Tunisie et en Egypte a accentué cette crise. Ces développements menacent directement l'ordre américain dans la région. Ils constituent une menace pour tous les Etats inféodés à la politique de l'impérialisme américain, dans une région stratégique pour lui.

D'autant plus que, depuis une décennie, les administrations américaines successives, républicaine ou démocrate, sont incapables de faire face à la résistance du peuple palestinien qui, malgré les accords d'Oslo passés entre les dirigeants de l'OLP et l'Etat d'Israël, continue à revendiquer son droit à la terre et à la nation. En cette fin février, dans le cadre d'une grève de la faim de milliers de prisonniers politiques palestiniens, et après la mort d'un détenu sous la torture, les mobilisations de rue se multiplient et s'amplifient, faisant craindre une nouvelle Intifada aux dirigeants de l'Etat d'Israël. Les tentatives répétées de l'impérialisme américain pour trouver des « solutions » nécessairement boiteuses à la création d'un « Etat » palestinien, se sont toutes effondrées comme des châteaux de cartes. L'incapacité du Hamas et de l'Autorité palestinienne, et la crise de décomposition accélérée de celle-ci, rendent impossible de continuer à faire miroiter un « Etat palestinien » ; tandis que de nombreuses voix palestiniennes revendiquent le retour à la Charte de l'OLP, qui formulait l'exigence d'une seule Palestine libre, laïque et démocratique, et le droit au retour de tous les réfugiés. Les dirigeants sionistes de l'Etat d'Israël, utilisant les divisions de la classe dominante américaine, jouent leur propre partition en développant la colonisation contre la volonté américaine, et en cherchant même à liquider l'idée d'un « deuxième Etat ».

Bien évidemment, la politique de l'Etat d'Israël n'est pas distincte, ou opposée à celle des dirigeants américains. Mais, devant la profonde crise politique, économique et sociale de l'Etat d'Israël, les dirigeants sionistes cherchent à préserver leurs positions. Ils comprennent que les processus dans les pays voisins, et notamment en Egypte, les menacent directement. Ils cherchent, dans un bras de fer avec leurs « amis américains », à faire renoncer

l'administration américaine à son projet de « rééquilibrage » dans la région au profit des Etats arabes. Et ils en ont d'autant plus la possibilité que ceux-ci sont en crise.

La politique de fuite en avant des dirigeants israéliens souligne avec plus de force encore, la faiblesse de l'administration américaine. Celle-ci avait lancé, voilà dix ans, l'idée d'un Grand Moyen-Orient (GMO), visant à restructurer la région sous son contrôle. Mais sa propre crise et les processus révolutionnaires ne permettent à l'impérialisme d'aborder cette question que dans la violence et la guerre, et les dirigeants israéliens poussent dans cette voie.

Israël et l'ami américain

C'est ainsi que, tout en s'insérant dans le cadre des avertissements américains en direction de l'Iran, les dirigeants de l'Etat d'Israël poussent à la radicalisation, menaçant d'intervenir directement en Iran pour entraîner l'administration américaine plus avant dans cette voie. Ils le font d'autant plus aisément que, démocrates comme républicains, des secteurs entiers de la bourgeoisie américaine les appuient et dénoncent la faiblesse d'Obama. La fuite en avant des dirigeants sionistes est directement liée à l'angoisse qui prévaut aux sommets de l'Etat d'Israël : la mobilisation des masses arabes, reliée directement à celles du peuple palestinien, les met en danger. L'instabilité généralisée en Egypte et les menaces qui pèsent à chaque instant sur le respect des accords passés entre l'Egypte et l'Etat d'Israël, font planer une menace déterminante sur l'existence même de celui-ci.

C'est ainsi que l'administration américaine a désespérément fait pression sur le régime syrien, au moment des mobilisations tunisienne et égyptienne, pour que celui-ci se réforme afin de prévenir une mobilisation du peuple syrien. La Syrie constituait effectivement l'un des piliers de l'ordre dans la région, mais les bouleversements introduits par les révolutions en Tunisie et en Egypte exigeaient de réaligner le dispositif contre-révolutionnaire. Le régime syrien, qui a joué un rôle dans la « stabilisation » de la région, ne correspondait plus aux besoins de l'heure de l'impérialisme américain. Il représentait le passé, et les accords contre-révolutionnaires scellés avec le Kremlin. Il risquait d'être, malgré lui, un facteur de déstabilisation incapable de maîtriser l'ordre, chez lui comme à l'extérieur. C'est pourquoi, devant les développements en cours en Syrie, l'administration américaine a ensuite annoncé sa volonté d'un changement de régime. Mais sans aller jusqu'au bout, sachant qu'une intervention militaire directe risquait de mettre le feu à toute la région. Les contradictions aux Etats-Unis, et le fait de ne pas intervenir en Syrie, poussent au pourrissement de la situation. La liquidation de la Syrie aurait des conséquences régionales et mondiales et, dans l'immédiat aiguïserait la question kurde. L'autonomie du Kurdistan irakien se verrait renforcée par une région kurde en Syrie, qui précipiterait également la situation en Turquie...

L'hésitation du gouvernement américain se heurte au besoin du capital américain de dominer le monde, et ouvre ainsi la voie à la multiplication des conflits et des guerres. Depuis l'effondrement de la bureaucratie du Kremlin, la classe capitaliste américaine a besoin d'un pouvoir fort pour maîtriser les processus mondiaux. Les besoins de la classe dominante américaine appellent une dictature contre la classe ouvrière américaine et à l'échelle mondiale. C'est le sens de la première guerre du Golfe en 1990, de la guerre en Afghanistan, en Yougoslavie, de la seconde guerre du Golfe, de la « croisade mondiale contre le terrorisme », de la proclamation du Patriot Act, etc. Mais cette classe dominante se retrouve avec un pouvoir incapable de faire face, parce qu'elle-même est déchirée par les contradictions et les divisions, par la crise générale du système, par l'effondrement en Europe, par les processus révolutionnaires.

Le second mandat d'Obama est une expression de cette crise. L'impérialisme américain n'est pas, et ne peut pas être un super impérialisme. Du fait de sa propre crise, il est contraint à la fois d'accentuer les pressions sur ses alliés impérialistes afin qu'ils se soumettent à ses exigences, et de déclencher une véritable guerre contre les peuples à l'échelle mondiale.

Vingt ans après l'effondrement de la bureaucratie du Kremlin, les rapports établis à Yalta en 1945 sont définitivement arrivés à leur terme. Au cours des vingt dernières années, l'impérialisme américain a cherché à faire face, et à se substituer à la coopération contre-

révolutionnaire qui avait prévalu depuis Yalta pour contenir les développements mondiaux. Ce système en crise est épuisé, et dorénavant toutes les tâches de la contre-révolution se concentrent sur les Etats-Unis seuls, dans l'incapacité de les assumer face à la crise mondiale du système et aux processus révolutionnaires. Ces vingt dernières années ou l'impérialisme a dû assurer seul les tâches de la contre-révolution ont précipité sa crise. La crise de la domination américaine est de ce point de vue un facteur majeur de la déstabilisation de la situation mondiale. La théorie de l'administration américaine, de « direction par l'arrière » n'exprime pas une stratégie subtile, mais bien la faiblesse du pouvoir américain : incapable d'assurer seul l'ordre contre-révolutionnaire, il exige de ses alliés qu'ils prennent leur part du travail, débouchant ainsi sur le chaos, la dislocation et les guerres.

Deux ans après

Cette crise majeure de l'administration américaine a été encore approfondie par la nouvelle étape de la marche à la révolution prolétarienne, ouverte depuis deux ans en Tunisie et en Egypte. La révolution dans ces deux pays a été entravée, mais elle n'a pas été écrasée. La situation actuelle de violence et de déstabilisation qui s'y développe, découle directement du fait qu'on a cherché à confisquer le processus révolutionnaire, et la parole du peuple. Il y a deux ans, la jeunesse, les travailleurs, la population laborieuse, se sont dressés contre les régimes inféodés à l'impérialisme sur les mots d'ordre « *du pain, de l'eau* ». Le ressort de la mobilisation révolutionnaire est en effet à chercher dans cette direction : la jeunesse et les travailleurs voulaient vivre, voulaient la satisfaction de leurs revendications ; mais précisément, la fonction des régimes en place était de maintenir les liens de subordination à l'impérialisme, à l'Union européenne et au FMI. Et ces liens de subordination et les accords qui en découlent, sont précisément la source de la paupérisation des masses tunisiennes et égyptiennes. Il est donc significatif que l'axe et le centre de la mobilisation des masses tunisiennes aient été les travailleurs et leur organisation syndicale, l'UGTT (Union générale tunisienne du travail). C'est précisément l'existence de l'UGTT (fondée en 1946) qui explique la profondeur du processus révolutionnaire en Tunisie. En effet, dès sa fondation, l'UGTT organise massivement les travailleurs en opposition aux colons et à l'administration coloniale ; cette organisation, qui se constitue à l'échelle nationale, adopte immédiatement les exigences revendicatives de la libération sociale, combinées à celles de la libération nationale, de l'indépendance. C'est en ce sens que l'organisation ouvrière, quelles que soient ses vicissitudes sous les régimes de Bourguiba ou Ben Ali, reste le cadre d'organisation des travailleurs, mais plus largement du peuple. En Egypte, du fait de l'absence d'une organisation syndicale du même type, les mobilisations ouvrières, les grèves, les tentatives de constitution de syndicats indépendants traduisent cette même réalité, mais ne se sont pas développées sous une forme identique.

En Egypte comme en Tunisie, la classe ouvrière, réalisant l'unité des grandes masses populaires, cherchait à se dresser contre l'impérialisme. Les régimes de Moubarak et de Ben Ali sont tombés devant cette vague révolutionnaire, malgré le soutien que l'impérialisme leur a apporté jusqu'au bout. Avec l'aide des agents impérialistes dans ces deux pays, ont été constitués des gouvernements issus des régimes précédents, gouvernements que l'impérialisme a baptisés « de transition démocratique ». Dans les deux cas, il s'agissait de préserver le régime, c'est-à-dire la subordination à l'impérialisme. Mais, dans les deux pays, la mobilisation révolutionnaire du peuple a balayé ces gouvernements « continuistes ». Pour mettre un coup d'arrêt à la vague révolutionnaire, l'impérialisme a dû déclencher la guerre contre-révolutionnaire en Libye, et en même temps se tourner vers ceux qu'il présentait hier comme ses ennemis, les partis « islamistes » Ennahda en Tunisie et des Frères musulmans en Egypte.

Des gouvernements pro impérialistes

Ces deux partis, féroce­ment réprimés sous les régimes de Ben Ali et Moubarak, apparaissaient aux yeux des masses comme n'ayant aucune responsabilité dans le régime précédent. Mais l'impérialisme a dicté ses conditions, et avant même leur accession au pouvoir, Ennahda s'engageait à maintenir la Tunisie sous le joug de l'accord d'association avec

l'Union européenne, et les Frères musulmans à respecter les traités internationaux signés par l'Égypte (c'est-à-dire principalement les accords avec l'État hébreu qu'ils dénonçaient jusque là). Ces deux partis collaboraient avec l'armée, la base des régimes précédents. Mais il y a une différence : en Tunisie, la vague révolutionnaire a commencé à disloquer largement les institutions de l'ancien régime ; en Égypte, l'armée, qui dirige le pays depuis des décennies, reste en place. En Tunisie, face à la profondeur de la vague révolutionnaire et à l'existence de l'UGTT, le gouvernement a été contraint d'accepter des élections à une assemblée constituante. Sous l'égide des forces impérialistes, la quasi-totalité des partis, islamistes ou laïques, de gauche comme de droite, ont soigneusement écarté de la préparation de ces élections toute question concernant la souveraineté de la nation, et au premier chef l'accord de subordination à l'Union européenne. Ils se sont ligués pour que ce qui était annoncé comme des élections à la Constituante devienne une mascarade d'élection législative, avec 120 partis en lice... Et c'est tout logiquement qu'au soir de ces élections, s'est formé un gouvernement composé d'Ennahda, un parti laïque de droite et un parti laïque de gauche.

En Égypte, les Frères musulmans ont, de fait, constitué leur gouvernement en collaboration avec l'état-major. C'était là la forme du gouvernement « d'union nationale », avec cette armée qui dirige l'Égypte depuis des décennies et dont Moubarak était issu. Cette armée qui, depuis les accords israélo-égyptiens de 1978, reçoit chaque année directement 1,6 milliard de dollars des USA, pour assurer le maintien de l'ordre et préserver l'accord avec l'État hébreu. La collaboration de l'armée et des Frères musulmans contre les masses n'a pas permis la convocation d'une assemblée constituante. C'est une « commission constituante » qui a été mise en place en Égypte afin de « nettoyer » la Constitution égyptienne, avec une mission claire et nette : aucune remise en cause des prérogatives politiques, économiques et juridiques de l'état-major, c'est-à-dire du régime.

Dans les deux cas, il s'agissait de maintenir avec acharnement les liens avec l'impérialisme. Le gouvernement des Frères musulmans n'a cessé de discuter avec le FMI, et d'accepter ses exigences. De la même manière, le gouvernement d'Ennahda a non seulement maintenu l'accord d'association avec l'Union européenne, mais est même allé plus loin en passant un accord de partenariat privilégié avec l'UE. Pour la jeunesse et les masses laborieuses de Tunisie et d'Égypte, rien n'a changé. L'impérialisme est toujours aux manettes et la paupérisation, le chômage, la misère se répandent encore plus largement. Tel est le ressort des mobilisations, depuis des mois, de la jeunesse et des travailleurs. Dans le centre et le sud, les régions les plus pauvres de la Tunisie, se produisent régulièrement des explosions de colère de jeunes chômeurs, souvent de jeunes diplômés chômeurs. En Égypte, c'est également cette jeunesse, désespérée par l'avenir que lui prépare le régime, qui est à l'avant-garde des mobilisations. Dans des grèves, des manifestations, les travailleurs tunisiens et égyptiens cherchent à obtenir satisfaction à leurs revendications. La seule réponse des régimes inféodés à l'impérialisme, c'est la répression.

La classe ouvrière dans le viseur

Il est significatif que, dans les deux cas, la répression se concentre contre le mouvement ouvrier. En Égypte, le gouvernement des Frères musulmans cherche à entraver l'action des syndicats indépendants. Leurs militants sont particulièrement visés par la répression. Et, pour préserver le syndicat officiel héritier du régime de Moubarak, le gouvernement a fait réformer les lois du travail : il ne peut désormais exister qu'un seul syndicat par entreprise.

En Tunisie, les processus sont d'une autre ampleur : depuis des mois se développe une campagne contre l'UGTT. Il s'agit là d'une offensive pour détruire l'organisation historique de la classe ouvrière tunisienne. A plusieurs reprises, les miliciens liés à Ennahda ont attaqué des syndicalistes de l'UGTT. Très récemment, les milices ont attaqué un rassemblement convoqué devant le siège central du syndicat pour célébrer le fondateur de l'UGTT. Un pas supplémentaire a été franchi avec l'assassinat de Chokri Belaïd, dirigeant du parti Front populaire. Lors de son enterrement, des manifestations et des mobilisations de masse se sont déroulées dans tout le pays, non dans un silence religieux, mais aux cris de « *Dégage, dégage le régime !* », renouant ainsi avec le « *Dégage Ben Ali !* » d'il y a deux ans.

Quelques jours auparavant, au Caire et dans toute l'Égypte, des manifestations massives se tenaient sur le mot d'ordre « *A bas le régime !* ».

Les gouvernements Ennahda et des Frères musulmans, qui bénéficiaient, il y a un an encore, d'une image d'opposants aux dictatures renversées, et dont la base sociale était constituée pour partie des masses déshéritées, voient celles-ci se dresser massivement contre eux.

L'exigence « *Dégage !* » en Tunisie, « *A bas le régime !* » en Égypte, indique que les masses relient ces gouvernements aux précédents, c'est-à-dire des gouvernements aux ordres des grandes puissances. La démission du gouvernement en Tunisie est le produit direct de la mobilisation massive du peuple au cours des dernières semaines (notamment après l'assassinat de Chokri Belaïd) et de la crise qu'elle provoque, disloquant Ennahda. C'est l'existence de l'UGTT, comme cadre national d'organisation de la résistance, qui permet aux masses travailleuses et au peuple d'aller de l'avant. Le fait que l'UGTT ait appelé à la grève générale le jour des funérailles de Chokri Belaïd a permis au peuple de manifester massivement son opposition au régime, et a assuré la protection du peuple par la classe ouvrière. C'est une différence considérable avec la situation en Égypte, où n'existe pas d'organisation traditionnelle de la classe ouvrière.

Ces gouvernements sont en crise profonde, pris en étau entre la pression de l'impérialisme et la mobilisation des masses. Les partis Ennahda et des Frères musulmans sont déchirés par des contradictions internes. Mais les forces et les partis « *laïques* » qui collaborent avec eux le sont tout autant. L'utilisation des partis dits « *islamistes* » comme seule force organisée face à l'effondrement des dictatures aboutit aujourd'hui à leur propre effondrement, pouvant déboucher sur un vide politique.

Du 26 au 29 avril 2013 :

le VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale

Les développements récents de la situation mondiale sont l'expression du fait qu'une nouvelle étape est en train d'être franchie. Nul ne peut prévoir ce que sera cette étape, et ce qui va se produire dans les semaines et les mois qui viennent.

Mais à l'évidence, la confrontation entre révolution et contre-révolution va s'approfondir : d'un côté, un système à l'agonie qui a épuisé toutes ses possibilités historiques, et confronté à la crise de la domination américaine, incapable de contenir les processus mondiaux autrement que sous la forme d'une guerre générale contre les travailleurs et les peuples ; de l'autre côté, les classes ouvrières cherchant à s'appuyer sur leurs organisations pour tenter de résister à cette marche à la barbarie, et qui se heurtent aux obstacles dressés par des appareils soumis à « *l'ordre* » impérialiste contre leur mobilisation, obstacles qu'elles cherchent à surmonter par leur lutte de classe.

La IV^e Internationale considère que l'ennemi des peuples, au Maghreb comme au Moyen-Orient et dans tous les pays opprimés, c'est d'abord et avant tout l'impérialisme mondial, dont les régimes en place sont des subsidiaires. Lutter contre ces gouvernements et ces régimes, c'est se confronter à l'impérialisme. Dans ces pays, il est impossible de séparer le combat pour les revendications démocratiques de celui pour les revendications ouvrières. Seule la classe ouvrière organisée comme classe à travers ses organisations peut ouvrir la voie au combat des peuples pour leur émancipation nationale, comme le soulignent la place et le rôle de l'UGTT en Tunisie, dont le dernier congrès s'est tenu sur le mot d'ordre « *ni Qatar, ni Etats-Unis, Tunisie libre et indépendante* ».

C'est pourquoi la IV^e Internationale n'a rien à voir avec les groupes de la « *gauche radicale* », de la « *gauche de la gauche* » ou de « *l'extrême-gauche* » qui, sous une apparence radicale, en appellent en définitive à l'impérialisme.

La IV^e Internationale a pris nettement position contre toute ingérence et intervention impérialiste. Elle rejette catégoriquement toute position qui, sous couvert de « *lutter contre la barbarie* », accompagnerait sur son flanc « *humanitaire* » une telle intervention, comme par exemple ceux qui aujourd'hui appellent leurs propres gouvernements impérialistes à armer l'ASL (par ailleurs déjà très largement pourvue par les soins du Qatar..).

Toutes les interventions impérialistes depuis vingt ans, ont entraîné toujours plus de dislocation, de guerre et de violence.

L'intervention impérialiste pousse à la dislocation des nations. A l'inverse, l'intervention de la classe ouvrière sur ses revendications démocratiques et nationales pousse à l'unité de la nation. Comme l'indique la déclaration de *Sawt al Oumal* (*La voix du travailleur*, tribune libre de la lutte des classes) du 28 février : « *Comment est-il possible de donner satisfaction aux revendications du peuple en poursuivant la politique qui est responsable de l'extension du chômage, de la désertification de régions entières, de l'inflation et de l'accroissement vertigineux de la dette publique ? Comment est-il possible de prétendre défendre la révolution en ouvrant nos entreprises publiques et nos marchés publics aux fonds d'investissement qataris, saoudiens, américains, français et autres ? (...)* »

Aujourd'hui, les uns parlent de gouvernement de compétence, de technocrates, les autres parlent de gouvernement élargi. Mais quelle que soit la forme que prendra le gouvernement il ne conduira qu'à la poursuite de la violence et de l'insécurité, s'il ne répond aux besoins du peuple qui sont en contradiction avec les exigences du FMI et de l'Union européenne.

La souveraineté du peuple exige que son intérêt soit au-dessus de toute autre considération. Les accords signés avec l'Union européenne, avec le FMI piétinent les intérêts du peuple. Voilà pourquoi ils doivent être dénoncés. La dette publique n'est pas la nôtre. Voilà pourquoi elle doit être refusée. « Le peuple tunisien est libre », a dit le congrès de l'UGTT. Voilà pourquoi tous les accords, tous les traités doivent interdire de toucher aux intérêts du peuple, à ses richesses, à ses biens, à ses entreprises. Le peuple souverain exige de préserver ses intérêts en toute circonstance et dans le cadre de tout accord signé en son nom. »

C'est pourquoi la IV^e Internationale se tourne résolument vers tous les courants, les militants, les groupes ouvriers qui cherchent à résister à la politique de l'impérialisme et qui, sans partager toutes les positions de la IV^e Internationale, sont prêts à agir ensemble pour aider la classe ouvrière à dresser sa force unie contre l'impérialisme et ses agents. C'est pourquoi les sections de la IV^e Internationale, à égalité avec d'autres organisations, courants et militants, participent à l'action de l'Entente internationale des travailleurs.

Dans une situation mondiale complètement différente, au début de la Seconde Guerre mondiale, une conférence extraordinaire de la IV^e Internationale réunie à New York en mai 1940, adoptait un Manifeste d'alarme qui indiquait notamment que « *la IV^e Internationale ne se tourne pas vers les gouvernements qui ont précipité les peuples dans le massacre ni vers les politiciens bourgeois qui portent la responsabilité de ces gouvernements, pas davantage vers les bureaucraties ouvrières qui soutiennent la bourgeoisie en guerre. La IV^e Internationale se tourne vers les travailleurs, hommes et femmes, vers les soldats et les marins, les paysans ruinés et les peuples coloniaux asservis. La IV^e Internationale n'est pas liée en quoi que ce soit avec les oppresseurs, les exploités, les impérialistes. Elle est le parti mondial des travailleurs, des opprimés, des exploités, c'est à eux que s'adresse ce manifeste. »*

Soixante-treize ans après, dans une nouvelle situation internationale, la clé du regroupement des forces qui, dans chaque pays comme à l'échelle internationale entendent résister à la barbarie impérialiste, reste la question de l'indépendance de classe du mouvement ouvrier, de l'organisation ouvrière indépendante, du combat résolu contre l'impérialisme. C'est précisément l'enjeu de la discussion du VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale que de débattre de ces questions d'orientation et d'organisation, pour avancer dans la voie de la résolution de ce que le programme de fondation de la IV^e Internationale caractérise ainsi : « *La crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat* ».

Lucien Gauthier

Après le XVIII^e Congrès du Parti communiste chinois...

Par Alain Frandor

La Vérité a récemment publié, en deux parties, un article (1) qui revenait sur la nature sociale de l'Etat chinois, sur les problèmes politiques posés aujourd'hui en Chine par l'activité de la classe ouvrière en les liant aux conséquences, pour le régime chinois, de la crise mondiale du système capitaliste et de la politique menée par l'impérialisme. On tentait, à travers cette analyse, de montrer quelle était la réalité de la crise traversée par la bureaucratie dirigeante et comment cette crise s'exprimait dans les conditions de préparation du XVIII^e Congrès du Parti communiste chinois (PCC).

Le présent article vise à tirer un premier bilan de ce congrès qui s'est tenu en novembre 2012. A cette occasion, il se fixe comme but de préciser la position de la IV^e Internationale concernant les développements d'ensemble de la situation en Chine et leur portée mondiale. Il les présente comme une contribution à la discussion préparatoire au VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale et comme un élément du débat avec les militants chinois engagés dans la défense des droits — en particulier du droit à l'organisation — des travailleurs chinois.

LA SIGNIFICATION DU XVIII^e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

L'importance de ce congrès tient d'abord à la place mondiale de la Chine, à la politique mondiale de l'impérialisme, aux relations entre l'impérialisme et le régime du Parti communiste chinois et

aux liens de l'économie chinoise avec le marché mondial.

Ce congrès se déroulait dans les conditions d'une crise totale et générale du système impérialiste mondial — c'est-à-dire du système fondé sur la propriété privée des moyens de production — qui remettent en cause l'ensemble des relations existant entre l'impérialisme et le régime chinois. La crise mondiale du système capitaliste, qui connaît une nouvelle phase depuis 2007, frappe de plus en plus directement la Chine. La contraction du marché mondial, l'incapacité dans laquelle se trouve le marché d'absorber ce qui est produit en Chine est un puissant facteur de déstabilisation.

Au cours d'un débat avec son rival Romney (le candidat républicain qui lui était opposé), Obama a expliqué : « *Nous considérons que la Chine peut être un partenaire, mais nous envoyons également un message clair : les Etats-Unis sont une puissance du Pacifique et nous allons y maintenir une présence.* » Il avait été plus direct en février 2010 : « *Exercer une pression constante sur la Chine et d'autres pays afin qu'ils ouvrent leur marché de façon équitable.* »

En définitive, « *ouvrir le marché de façon équitable* », ouvrir totalement la Chine en fonction des exigences du marché mondial, ce serait disloquer l'unité nationale de la Chine, piétiner sa souveraineté, mettre en cause directement les bases mêmes sur lesquelles repose actuellement l'Etat.

(1) *La Vérité*, n° 73 (mars 2012) et n° 74 (juin 2012).

Aujourd'hui, l'impérialisme, qui a bénéficié pendant des années de l'appui de la bureaucratie pour disposer d'une main-d'œuvre à bon marché, est amené, en relation avec la crise du système capitaliste, à accentuer sa pression sur la Chine au point de mettre en cause les fondements sociaux du régime existant, menaçant par là même les conditions d'existence de la bureaucratie.

La pression de l'impérialisme se manifeste sous la forme de la réorientation politique du « cap sur l'Asie » d'Obama, la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, déclarant en janvier 2009 à Hawaï :

« Nous sommes de retour en Asie, mais je veux souligner que nous y sommes revenus pour y rester » car « l'avenir de cette région dépend de l'Amérique ».

Cette politique qui combine une intensification des pressions économiques et diplomatiques avec un encerclement militaire est analysée dans l'article paru dans le n° 73 de *La Vérité* (mars 2012).

L'un des objectifs centraux de la politique américaine s'exprime dans le partenariat transpacifique (TPP en anglais), un accord politique visant à promouvoir des accords de libre-échange entre certains pays de la région Pacifique et à mettre hors jeu la Chine parce qu'elle ne répond pas aux critères d'une économie de marché, notamment en raison de la place qu'occupent les entreprises d'Etat dans son économie. C'est dans ce cadre que se comprennent les différentes manières de traiter le « problème chinois » dans les sommets de l'impérialisme américain.

Une fraction des cercles dirigeants se demande si, aujourd'hui, il ne faudrait pas continuer à mieux intégrer la Chine dans la gestion des affaires du monde. Une spécialiste américaine posait cette question au président qui serait élu en novembre aux Etats-Unis (Elizabeth Economy, Council on Foreign Relations, 19 octobre 2012) :

« La Chine siège au Conseil de sécurité de l'ONU (...). Et pourtant, elle est réticente à assumer un rôle majeur dans la prise en charge des défis mondiaux. Comment le futur président des Etats-Unis peut-il s'assurer que la Chine travaille avec les Etats-Unis et assume sa part dans le règlement des problèmes les plus urgents ? »

Hillary Clinton dit elle-même, en novembre 2010 :

« Etant donné que la Chine joue un rôle grandissant au niveau régional et mondial, nous attendons de Pékin qu'il soit un acteur responsable et participe à l'élaboration des règles qui gouvernent le comportement des Etats » (AFP, 8 novembre 2010).

L'importance de ce congrès tenait aussi, bien évidemment — et tous les commentateurs l'ont souligné — à l'échelle du renouvellement des postes de direction qu'il entraînait. Son ordre du jour prévoyait, en effet, le changement de quasiment tous les dirigeants du parti en place depuis le XVI^e Congrès, il y a dix ans (en raison d'une règle fixant une limite d'âge pour occuper les postes de direction), avec ses répercussions sur toutes les institutions de l'Etat : gouvernement central et ses vingt-sept administrations et commissions centrales, Assemblée nationale populaire, directions des provinces et Armée populaire de libération, syndicat officiel, etc. C'est d'ailleurs cette rotation régulière des cadres du régime, ponctuée de promotions et d'éliminations, qui assurait du point de vue des intérêts de la bureaucratie une certaine souplesse dans le fonctionnement des sommets dirigeants du parti donc de l'Etat. Tant il est vrai que la fusion entre l'appareil dirigeant de l'Etat et celui du parti est une caractéristique du régime bureaucratique.

La préparation de ce congrès se déroula donc dans une période où ont convergé de multiples et profonds facteurs de déstabilisation qui firent s'évanouir la fameuse « harmonie » tant recherchée. La crise a atteint un point tel que ce mécanisme destiné à assurer la stabilité de la transition s'est retourné en son contraire, faisant réapparaître au grand jour et au premier plan des dirigeants d'hier (l'ancien secrétaire du PCC Jiang Zemin, par exemple), jouant un rôle d'autant plus déstabilisateur qu'il n'est pas codifié par les institutions du pouvoir.

C'est donc avec une violence ouverte et publique que les sommets de la bureaucratie se sont déchirés : Bo Xilai, un des vingt-cinq membres du bureau politique du Parti communiste chinois souvent présenté comme l'étoile montante, fut arrêté

en mars 2012, puis exclu du parti, il est en attente de procès depuis un an (son limogeage a été expliqué dans le n°74 de *La Vérité*) ; sa femme fut condamnée à mort à la suite de l'assassinat d'un entremetteur d'affaires anglais (par ailleurs lié aux services secrets britanniques) ; son bras droit, Wang Lijun, fut condamné à la prison après avoir trouvé refuge dans un consulat américain.

A partir du mois de mai 2012, des fuites sont organisées au sein du PCC permettant à la presse américaine des révélations sur la fortune de divers dirigeants et de leurs familles, d'abord celle de Xi Jinping, alors présumé futur secrétaire général du PCC, puis celle de Wen Jiabao, le Premier ministre. Enfin, la réunion informelle mais traditionnelle des dirigeants en août à Beidaihe, révéla une absence de consensus, puisque la date du XVIII^e Congrès, qui devait en principe se tenir deux mois plus tard, ne fut pas annoncée... La crise s'aggrava encore avec la disparition de Xi Jinping pendant deux semaines en septembre, à la veille du congrès qui devait le porter au sommet ! Fin septembre, fut enfin annoncée la date du congrès (8 novembre) en même temps que la mise à l'écart d'un ami personnel et bras droit de Hu Jintao, secrétaire du parti depuis dix ans.

De ce XVIII^e Congrès, il ressort qu'à aucun moment les différentes fractions des sommets du PCC n'ont pu trouver un accord politique, il y eut simplement armistice le temps du congrès. Depuis, la guerre a repris de plus belle, la bataille officielle contre la corruption constituant en fait une succession de règlements de comptes politiques à l'intérieur de l'appareil bureaucratique. Il y eut la censure en janvier du *Southern Weekly*, un hebdomadaire du Parti communiste de la province du Guangdong, où différentes factions du PCC s'étaient affrontées. Puis il y eut limogeage du chef du Bureau des compilations et traductions (un poste du rang de vice-ministre) dans la foulée. Chaque jour apporte des annonces de bureaucrates soumis à enquête pour pots-de-vin, corruption, mœurs dissolues, trafics...

Le sommet (comité permanent du bureau politique) a été réduit de neuf à

sept membres pour diminuer l'espace des désaccords, mais cinq de ces sept membres ne feront pas plus de cinq ans, selon la règle coutumière de l'âge (au lieu de dix prévus pour Xi Jinping et Li Keqiang, le présumé futur Premier ministre en mars). C'est donc une équipe de transition pour cinq ans. Rien n'est donc réglé à l'issue de ce congrès.

C'est la plus grave crise de la bureaucratie depuis quarante ans, en dehors de celle de 1989 provoquée par l'irruption révolutionnaire des masses. Ce qui inquiète les représentants du capital financier. Ainsi, l'un d'eux explique dans le *Financial Times* (15 novembre) : « *Toutes les réformes politiques, sociales, économiques sont mort-nées. Je crains que ce ne soit pire avec Xi* », ou encore : « *Je doute que le nouveau gouvernement soit capable de faire grand-chose pour réformer les entreprises d'Etat.* » Mais comment les choses pourraient-elles rester en suspens durant cinq ans ? Un universitaire basé à Hong Kong dit prudemment à propos de Xi Jinping : « *Notre hypothèse est qu'il n'est ni réformateur ni conservateur mais que les circonstances le contraindront probablement à devenir plus l'un que l'autre* » (AFP, 15 novembre).

AUX ORIGINES DE LA CRISE DE LA BUREAUCRATIE

Alors, pourquoi les sommets de la bureaucratie se sont-ils déchirés publiquement à ce point ? S'agit-il vraiment d'un conflit entre « réformateurs » et « conservateurs », comme on le lit souvent, les « conservateurs » étant — au dire des spécialistes — ceux qui voudraient se maintenir au pouvoir sans réformer et les « réformateurs » ceux qui voudraient plus de libertés, d'abord pour le « marché » ?

La bureaucratie chinoise, c'est la couche sociale qui exerce un contrôle sans partage du pouvoir, qui s'identifie avec tous les corps de l'appareil d'Etat (« *la bureaucratie est propriétaire de l'Etat* », comme l'écrivait Trotsky, même si aujourd'hui l'Etat ne possède plus l'économie dans les mêmes rapports que la bureaucratie stalinienne au moment où

Trotsky faisait cette remarque) et qui tire ses privilèges et sa position sociale de cette domination politique exercée par le moyen du parti unique. Les déchirements de la bureaucratie ne sont pas le résultat de divergences idéologiques — même si ces divergences s'expriment avec des formulations différentes —, mais de désaccords sur les moyens de préserver un pouvoir menacé (2).

La bureaucratie peut, par bien des aspects, paraître toute-puissante, mais elle est en réalité une couche intermédiaire prise dans un étau entre la classe ouvrière mondiale — et donc la classe ouvrière chinoise — et l'impérialisme. Elle ne tient sa place qu'en raison de la victoire de la révolution ouvrière et paysanne de 1949 et des conditions dans lesquelles cette révolution s'est déroulée. Le Parti communiste chinois était un parti d'origine ouvrière qui, après la défaite du mouvement révolutionnaire de 1927, provoquée par la politique stalinienne de subordination au Guomindang, se reconstruisit en mobilisant la paysannerie. Politiquement, c'était un parti stalinien qui fut contraint à « *aller plus loin qu'il ne le voulait dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie* », vérification pratique du pronostic formulé dans le *Programme de transition*.

Pour prendre le pouvoir, il dut rompre avec la politique que voulait lui imposer la bureaucratie stalinienne au pouvoir en URSS, bureaucratie qui soutenait Tchang Kaï-Chek et le Guomindang à bout de bras.

Avec la révolution de 1949, la propriété privée des grands moyens de production et des banques a été arrachée des mains du capital, en premier de l'impérialisme étranger, la terre des grands propriétaires a été confisquée et confiée à la collectivité. A la tête des masses ouvrières et paysannes, le Parti communiste chinois a dès le départ installé son propre pouvoir dans des formes et institutions qui interdisaient toute expression de la démocratie ouvrière. Il y eut bien des embryons de comités ouvriers et de comités de paysans, mais jamais de pouvoir « soviétique » ; en ce sens, la classe ouvrière chinoise n'a jamais, politiquement, exercé le pouvoir à travers ses propres institutions démocratiques. Cela ne signifie pas que la couche

sociale qui confisque alors le pouvoir soit identique à la bureaucratie stalinienne : son pouvoir n'est pas né de l'écrasement contre-révolutionnaire des institutions soviétiques et du Parti bolchevique qui avait conduit la révolution à la victoire. Il est né du rôle joué par le PCC dans la révolution chinoise et du fait que la direction de celui-ci a interdit aux ouvriers et paysans toute représentation politique propre après la victoire de 1949.

La bureaucratie chinoise a, d'emblée, situé sa politique dans le cadre du « socialisme dans un seul pays », c'est-à-dire de la recherche d'un accord avec l'impérialisme, préservant son pouvoir et ses privilèges (voir le document adopté par le secrétariat international de la IV^e Internationale en mai 2008, *La Vérité*, n° 62, août 2008).

La bureaucratie n'est donc pas une nouvelle classe sociale, dans la mesure où sa domination n'est pas déterminée par une place particulière dans les rapports de production, même si sa richesse tirée du parasitisme et de la prédation de la propriété d'Etat croît à grande vitesse. Les politiques d'ouverture et de privatisation ont certes abouti à ce que de nombreux bureaucrates de haut rang détiennent d'immenses fortunes. L'existence des milliardaires, produit du pillage de la propriété sociale, est une indication de ce qu'est la politique de la bureaucratie dans son ensemble, mais elle n'est pas équivalente à la constitution d'une bourgeoisie chinoise.

La bureaucratie chinoise est prise en étau entre les classes fondamentales à l'échelle internationale. L'alternative his-

(2) « *La pression de l'impérialisme américain contraint la bureaucratie chinoise à ouvrir le pays de plus en plus à l'impérialisme. C'est cette situation qui voit se développer les contradictions au sein de la caste parasitaire. Les différentes fractions ont en commun la volonté de maintenir leur position sociale privilégiée qui a pour base le monopole du pouvoir politique. Mais la crise mondiale, la dépendance accrue de la Chine au marché mondial dominé par le capital et la résistance des travailleurs poussent chacune des fractions bureaucratiques à chercher les issues pour se préserver (...). Mais toutes s'inscrivent dans le maintien du monopole politique de la bureaucratie expropriatrice du prolétariat* » (résolution du secrétariat international de la IV^e Internationale, 19 novembre 2009).

torique peut être ainsi schématiquement formulée :

— Soit l'impérialisme, avec le concours de la bureaucratie contre-révolutionnaire, ouvrira la voie à une catastrophe sans précédent en restaurant la domination du capital mondial décomposé en Chine. Pour cela, il faudra d'abord infliger une défaite majeure à la classe ouvrière chinoise.

— Soit la classe ouvrière chinoise sera capable d'empêcher l'effondrement et le chaos, en s'appuyant sur ce qui demeure des conquêtes de la révolution de 1949, à commencer par sa propre puissance qui procède des rapports de production institués après la révolution (propriété d'Etat). Cela implique la disparition du monopole du parti de la bureaucratie et la substitution à l'appareil d'Etat bureaucratique du pouvoir démocratique des travailleurs, rétablissant leur contrôle sur l'économie, en la gérant pour le compte de toute la population laborieuse. C'est le contenu même de la révolution politique (3).

“POURQUOI LE MONDE OUVRIER FAIT PEUR AU PUISSANT POUVOIR CHINOIS”

« *Pourquoi le monde ouvrier fait peur au puissant pouvoir chinois* » était le titre d'un article de presse (RFI, 2 novembre 2012). Il y a, bien sûr, les dizaines de milliers de grèves où la classe ouvrière accumule en permanence les expériences d'organisation, mais il y a aussi cette force qui, sans s'exprimer ouvertement sous la forme de la grève ou de la manifestation, rend difficile de mettre en œuvre et de mener à terme les réformes et plans anti-ouvriers. Il y avait eu les grèves et manifestations en 2008 et 2009 dans des entreprises d'Etat de la sidérurgie notamment, vouées aux privatisations finalement repoussées, et de multiples grèves dans les entreprises privées du secteur manufacturier. Mais ce qui a représenté le point le plus élevé de tout le mouvement de la classe ouvrière chinoise et de son expérience à cette étape, ce fut la grève chez Honda, à Foshan en mai-juin

2010, qui avait vu les jeunes ouvriers, y compris des étudiants envoyés en stage obligatoire, revendiquer non seulement des augmentations de salaires, mais aussi de nouvelles élections syndicales pour chasser la clique d'apparatchiks qui soutenaient la direction de Honda contre les revendications et avaient même envoyé des nervis casser la grève, sans succès.

Pour cela, ces jeunes ouvriers avaient préparé leur grève, élu leurs délégués et établi leur cahier de revendications. Et c'est effectivement le collège des délégués ainsi élus qui alla négocier et rendit compte à chaque étape aux grévistes, conformément au mandat que les assemblées leur avaient confié. Finalement, au bout de deux semaines de grève et de négociations, ils avaient pu crier victoire. Le déroulement de cette grève fut connu et commenté dans tout le pays et même à l'échelle internationale.

Les grèves récentes, souvent massives, ont fréquemment ce degré d'organisation : des délégués issus du rang et des assemblées de grévistes vont négocier les augmentations de salaire, les primes, le paiement des heures supplémentaires, les contrats de travail, etc.

Ces mouvements de la classe ouvrière chinoise, même s'ils sont encore limités et qu'ils n'ont pas encore atteint le stade de la généralisation, même si les résultats arrachés par la lutte en terme d'élection de délégués sont parfois remis en cause par l'absorption dans le dispositif bureaucratique de ces délégués, provoquent dans les sommets du pouvoir une crainte qui confine à la panique : d'où le mot d'ordre récurrent de « *maintien de la stabilité* ».

(3) La révolution politique — terme utilisé par Trotsky pour définir l'objectif de la lutte de la classe ouvrière contre la bureaucratie stalinienne — est une révolution qui vise à la destruction de l'appareil d'Etat bureaucratique pour que le prolétariat exerce son pouvoir politique. Comme l'écrit Trotsky, elle ne vise pas « *à changer les bases économiques de la société, à remplacer une forme de propriété par une autre* ». Mais elle a un contenu social, celui de la révolution prolétarienne. La tâche de défendre ce qui demeure des conquêtes de 1949, de les rétablir, compte tenu de ce qu'a été l'œuvre destructrice de la bureaucratie, nécessite une transformation révolutionnaire à tous les niveaux.

L'expérience historique montre que, dans les pays où le capital a été exproprié et où règne un pouvoir bureaucratique usurpateur, le fait que la classe ouvrière commence à dresser sa propre représentation met en cause les fondements mêmes du pouvoir bureaucratique (Berlin 1953, Hongrie et Pologne 1956, Tchécoslovaquie 1968, Pologne 1980).

Et en Chine ? Toute l'histoire de la classe ouvrière, après la révolution de 1949 et dès l'installation du nouveau pouvoir, est marquée par la volonté des travailleurs d'assurer le contrôle politique des conquêtes résultant de la révolution. Cette volonté se heurte d'emblée au monopole du pouvoir politique qu'établit la direction du PCC. Le PCC a du mal à assurer l'ordre dans les villes, à mettre au pas les syndicats qui se sont développés rapidement, de même que les grèves ouvrières. Déjà en 1947, le mouvement syndical fut accusé de gauchisme par le PCC en raison des revendications salariales trop élevées, et, dès 1949, la direction syndicale en place éliminée.

La violence de la répression exercée alors contre les militants trotskystes s'explique d'abord par cette volonté d'interdire à la classe ouvrière toute expression indépendante, toute représentation autre que le PCC lui-même.

Ce fut le cas avec le mouvement des Cent Fleurs en 1957 mobilisant cette jeunesse militante qui affirmait haut et fort que démocratie et socialisme sont indissociables. Dans le cours de ce qui fut appelé « la Révolution culturelle », pour des étudiants comme pour de jeunes ouvriers, l'objectif était la liquidation du pouvoir des apparatchiks, ce qui s'est exprimé en 1967 par la constitution de la Commune de Shanghai, faisant explicitement référence à la Commune de Paris, avant que Mao Zedong ne donne l'ordre à l'armée de démanteler cette Commune, avec cette « justification » : « *Si le pays se couvrait de Communes, que deviendrait le parti ?* » En s'opposant à la généralisation de la Commune, Mao réaffirma le monopole du pouvoir politique du parti, commun à tous les fractions de la bureaucratie, pour écraser ce qui était contenu en germe dans la révolution culturelle : la révolution politique.

Puis, il y a eu l'immense soulèvement de mai-juin 1989 pendant lequel, à un moment, c'était tout Pékin qui était devenu « une cité interdite » aux bureaucrates, alors que le mouvement, s'étendant dans toutes les grandes villes, prenait une dimension nationale. Nous y reviendrons.

Aujourd'hui, en défendant leurs conditions d'existence, y compris dans les entreprises étrangères implantées en Chine où les travailleurs sont donc face à des propriétaires capitalistes, ils se heurtent aussi à la bureaucratie et à son appareil d'Etat, sous la forme de l'appareil bureaucratique du syndicat officiel, l'All-China Federation of Trade Unions (ACFTU). Dans quelles conditions ? Une description en fut donnée par un audit américain (de la très patronale Association pour le travail équitable...) chez l'exploiteur Foxconn, ce géant taïwanais, qui emploie plus d'un million de jeunes ouvriers — ainsi que des étudiants en stage obligatoire — en Chine pour le compte des multinationales Apple, Dell, Toshiba, Sony, etc. :

« Une majorité des membres des comités syndicaux sont issus des rangs de la direction. On compte 188 délégués dans le principal comité syndical, dont 54 sont des techniciens, 29 sont des superviseurs de chaîne de production et 105 des cadres ou ingénieurs. Ce comité syndical est au sommet d'une pyramide de milliers d'organisations intermédiaires qui vont coiffer les 15 810 équipes qui sont à la chaîne de production à Shenzhen (9 447 sont sur les chaînes réservées à Apple). A Chengdu, il existe 3 258 équipes. Bien que le syndicat de Foxconn organise des élections, les candidats sont souvent des superviseurs ou des cadres supérieurs nommés par la direction. »

C'est cet encadrement pour garantir l'exploitation de Foxconn qui avait « sauté » chez Honda et qui vole en éclats lors des grèves, le plus souvent victorieuses, et même chez Foxconn aujourd'hui.

Quand l'appareil syndical et la loi parlent de « consultations collectives » pour canaliser puis étouffer le mouvement gréviste, les ouvriers en grève parlent, eux, de « négociations collectives » et entreprennent effectivement ces négociations avec les directions. La chercheuse Anita Chan écrit :

« En Chine en fait, on ne parle pas de "négociation collective" mais de "consultation collective". On décrit la consultation collective comme un processus où les directions d'entreprise et les travailleurs sont tous deux gagnants. Mais comment peut-on prétendre signer un accord collectif sérieux dans des entreprises où il n'existe pas de syndicat ou bien quand le syndicat est présidé par des cadres appartenant à la direction des entreprises ? Tout accord collectif sérieux ne devrait être signé que par des délégués ouvriers authentiques, qu'ils soient représentants syndicaux ou délégués des ouvriers. »

Une étude portant sur la grève chez le sud-coréen LG, à Nankin, en décembre 2011, confirme :

« Le syndicat de l'entreprise fut placé dans une position inconfortable. En effet, le président à plein temps du syndicat était un cadre de direction, portant le titre de vice-président de l'entreprise. Il discutait avec les travailleurs pendant la grève, mais n'était pas reconnu par eux. Le 26, un représentant du syndicat de la zone de développement essaya avec le groupe de travail municipal de persuader les travailleurs de reprendre le travail, mais il échoua. »

Pour défendre leurs intérêts, les travailleurs choisissent des représentants qu'ils jugent capables et fiables. Ainsi, des grévistes du fabricant de montres japonais Citizen ont signé une lettre donnant tout pouvoir de négocier à un avocat du travail et à un collègue de délégués, refusant que le syndicat officiel fasse partie des négociations. Et ils ont gagné, au bout de onze jours de grève, sur toutes leurs revendications !

Fin mars 2012 à Shenzhen, à Ohm Electronics (appartenant au japonais Panasonic), plus de 700 ouvriers se mettent en grève pour douze revendications, dont une forte augmentation des salaires et la tenue d'élections démocratiques pour choisir leurs délégués syndicaux. Ils gagnent sur tous les points après trois jours de grève.

Un jeune ouvrier explique :

« Les travailleurs de l'entreprise avaient ressenti le besoin de défendre leurs droits à travers leur propre organisation. »

Au mois de mai suivant, ils ont élu leurs 75 délégués (dont 65 étaient des ouvriers du rang) au scrutin secret, parmi plusieurs candidats. Le vice-président du syndicat officiel ACFTU de Shenzhen, célèbre pour sa zone économique spéciale, a alors annoncé que les élections syndicales avec pluralité de candidats et au scrutin secret allaient devenir « une pratique normale ».

La désaffection du syndicat officiel est en effet patente : à Canton (Guangzhou), une enquête du syndicat ACFTU de la ville a révélé fin 2011 que, dans les entreprises privées, seuls 30 % des travailleurs iraient voir le syndicat en cas de problème.

L'agence de presse officielle Xinhua avait dressé le même constat : « Beaucoup de travailleurs migrants considèrent le syndicat ACFTU plutôt comme une coquille vide que comme une institution qui pourrait défendre leurs droits. »

Depuis le 1^{er} janvier 2012 doit s'appliquer en principe une nouvelle « réglementation sur la consultation et la médiation des conflits du travail ». Quand un conflit du travail survient, l'une ou l'autre des parties doit demander à consulter l'autre, mais cela n'a pas empêché les grèves de se développer... Pourtant, « il y a du progrès, car on voit parfois que le syndicat officiel ne s'oppose pas à la grève, il ne l'encourage pas, ne la soutient pas, mais ne mettra pas d'obstacles à son déroulement », expliquait fin 2011 un militant des droits ouvriers.

Que faire pour juguler ces grèves et préserver la stabilité sociale ? L'ACFTU gère difficilement la situation : contournement, prévention par les élections, beaucoup d'efforts pour éviter l'affrontement. La direction de Foxconn en est même venue à annoncer (3 février 2013) qu'elle était prête à organiser des élections du personnel à bulletins secrets pour une représentation fidèle des ouvriers !

Au sein de l'appareil syndical ACFTU, cela crée des tensions, des clivages et des affrontements. Ainsi, quand le vice-président du syndicat de Shenzhen, où se trouve la plus grande usine Foxconn, avait dit en 2010, après le sixième suicide à Foxconn en trois mois, que « Foxconn n'a violé aucune loi et a pris les mesures nécessaires en temps utile », un dirigeant

national du syndicat avait explosé publiquement : « *Faire travailler les gens plus de 100 heures supplémentaires par mois, n'est-ce pas aller contre la loi ?* »

Pour ce qui concerne les entreprises d'Etat, le patron n'est pas un capitaliste coréen, japonais ou taïwanais, mais un dirigeant du Parti communiste ! Le problème se pose donc ouvertement par rapport à la politique du parti-Etat. Or, en décembre dernier, Shaanxi Yanlian Industrial, filiale d'une compagnie pétrolière d'Etat, a vu 600 de ses ouvriers protester contre la rupture de leur contrat de travail et leur inscription forcée auprès d'agences de placement et brandir la revendication : « *A travail égal, salaire égal !* » De quoi s'agissait-il ?

Au nom de la réforme selon des critères de marché, les entreprises d'Etat se sont mises à recruter des salariés qui n'avaient plus la garantie de l'emploi et tous les avantages liés au statut d'entreprise d'Etat (protection sociale, retraite, école, logement, etc.) ; elles ont recruté des employés « auxiliaires », bien moins payés que les ouvriers d'Etat (en l'occurrence, 1 700 yuans par mois au lieu de 5 000, soit environ 200 euros au lieu de 600) et avec une protection sociale au rabais. Néanmoins, ce statut reste meilleur que le contrat qu'on les obligeait à signer avec une agence de placement, procédé qui permet aux entreprises d'Etat de se débarrasser des obligations liées au contrat de travail (60 millions de travailleurs sont dans ce cas !).

Les ouvriers décidèrent d'élire leurs délégués pour aller porter leur revendication. La direction menaça, fit du chantage, assurée de l'appui des syndicats de l'usine et de la ville. Mais la fédération provinciale du syndicat officiel se montra favorable à la négociation et *Le Quotidien des travailleurs*, organe du syndicat officiel, condamna en « une » la rupture unilatérale des contrats de travail par l'entreprise d'Etat, la qualifiant de « *violation flagrante des lois du pays* ». La direction recula. Il est clair que cette grève mettait en cause la politique du gouvernement visant à promouvoir le marché et ses règles barbares au sein de la propriété d'Etat.

« *L'action des ouvriers dans les entreprises d'Etat peut parfois être considérée*

comme autre chose qu'un conflit dans les relations de travail et par conséquent cela représente de nouveaux défis pour résoudre les conflits sociaux », faisait remarquer un universitaire cité par *China Labour Bulletin* (19 décembre). C'est en effet un conflit qui devient très politique puisqu'il s'agit de faire rendre gorge à ceux qui ont restauré les règles du « marché » dans un système fondé sur la destruction de la propriété privée des moyens de production.

“CHINE 2030” : UN RAPPORT COMMUN BANQUE MONDIALE- GOUVERNEMENT CHINOIS

La crise qui s'aggrave aujourd'hui dans les sommets du PCC avait franchi un cap il y a un an. Alors, avait été publié un rapport intitulé « *Chine 2030 : construire une société de hauts revenus, moderne, harmonieuse et créative.* » Que la Banque mondiale ou le FMI fassent un rapport sur la Chine exigeant, au nom des intérêts du capital, l'ouverture du marché chinois, rien de nouveau, pourrait-on dire. Mais la particularité de ce rapport, c'est qu'il avait été préparé en commun par des responsables de la Banque mondiale et des représentants du gouvernement chinois.

Comme le notait *The Economist* (28 février 2012) :

« *A la différence du précédent rapport de ce genre fait par la banque (“Chine 2020”, publié en 1997), ce dernier a été rédigé en commun avec un groupe de réflexion du gouvernement chinois, le Centre de recherche et de développement (CRD), dépendant du Conseil d'Etat. Ce CRD est un organisme influent qui conseille le gouvernement sur sa politique. Le ministre des Finances y participait également. Un porte-parole du Premier ministre, Li Keqiang, qui devrait devenir à son tour Premier ministre à la place de Wen Jiabao l'an prochain, semblerait avoir joué un rôle actif dans la mise en œuvre de cette coopération entre les pouvoirs officiels et la banque. La signature du CRD au bas de ce document fournit une couverture aux réformateurs chinois.* »

Depuis, Li Keqiang a été confirmé au XVIII^e Congrès dans son futur rôle de

Premier ministre qui doit (en principe...) prendre ses fonctions en ce mois de mars, succédant à Wen Jiabao, qui avait commandé ce rapport. Dans ce rapport sont rappelées six conditions nécessaires à une poursuite de la croissance économique en Chine, dont la première est : « *Mettre en œuvre les réformes structurelles permettant de renforcer les fondations d'une économie fondée sur le marché.* »

Le rapport poursuit :

« Le gouvernement doit se retirer de la production, de la distribution et de l'attribution des matières premières et de la main-d'œuvre. (...) Au cours des deux prochaines décennies, la Chine sera confrontée à de nombreux défis. Le principal d'entre eux est la transformation du rôle des autorités : de participant actif à la vie économique vers un cadre institutionnel qui soit au service du marché concurrentiel. »

Le Premier ministre, Wen Jiabao, précise alors devant les députés en mars 2012 :

« Nous allons améliorer et mettre en œuvre des politiques et des mesures pour développer le secteur non public, briser les monopoles (d'Etat — NDR) et lever les restrictions d'accès à nos marchés ; encourager les investissements non publics dans les chemins de fer, les services publics, la finance, l'énergie, les télécommunications, l'enseignement et les soins médicaux ; nous allons créer un environnement équitable pour toutes les formes de propriété économiques qui pourront ainsi être en concurrence et se développer ensemble. »

Le rapport « *Chine 2030* » fixe en fait comme objectif l'adaptation complète de l'économie chinoise au fonctionnement et aux règles du marché mondial, structuré sur la base de la propriété privée des moyens de production. C'est une tâche qui implique la disparition de l'Etat constitué sur la base de la propriété collective (propriété d'Etat). Une telle contre-révolution ne peut s'accomplir qu'en désagrégeant la Chine elle-même, en détruisant son unité et sa souveraineté.

Cela implique la disparition de la bureaucratie elle-même comme couche dirigeante. Que les membres de celle-ci pensent pouvoir sauver leur peau et le système en acceptant les exigences de l'impérialisme souligne leur nature

contre-révolutionnaire mais ne sauvera pas la bureaucratie comme couche sociale. Devant le gouffre qui s'ouvre, la bureaucratie ne peut que se diviser dans la recherche des moyens aptes à préserver son pouvoir.

LE CARACTÈRE ANTI-OUVRIER DES "RÉFORMES"...

Les « réformes » des entreprises d'Etat qui ont été menées ont conduit dans un premier temps (1995-2005) à leur restructuration, leur privatisation ou leur liquidation. Liquidées ou restructurées, elles ont alors jeté sur le trottoir environ 50 millions d'ouvriers. La politique du gouvernement a dans le même temps favorisé le développement d'un secteur privé dominé par le capital étranger.

Dans un deuxième temps, les « réformes » ont consisté à faire adopter les règles de gestion du « marché » par les entreprises d'Etat, donc à les débarrasser des « fardeaux », comme les appelaient les institutions internationales du capital, c'est-à-dire tout ce qui leur interdisait d'être « compétitives » : école, retraite, logement, hôpital, etc., qui dépendaient et étaient à la charge de l'entreprise d'Etat.

Si cette réforme n'est toujours pas achevée, il n'en reste pas moins que la gestion de la bureaucratie parasitaire à la tête de ces entreprises d'Etat tend à se plier en permanence aux lois du marché mondial. Ainsi, par exemple, du recours aux agences de placement : initialement prévues pour satisfaire aux besoins des entreprises étrangères, elles permettent aujourd'hui aux entreprises d'Etat et aux administrations publiques de se libérer des obligations du contrat de travail et de sous-payer 60 millions d'ouvriers et employés !

LA SPÉCULATION FINANCIÈRE MENACE-T-ELLE AUSSI LA CHINE ?

La place de la spéculation dans l'économie mondiale est un signe de l'impasse du système capitaliste. Par l'impossibilité de trouver à s'investir dans

la production, les capitaux spéculatifs déferlent et gangrènent l'économie. En Chine, les marchés financiers sont encore dominés par les puissantes banques d'Etat (Les banques étrangères ou privées ne détiennent qu'une infime fraction du marché des entreprises ou des ménages) et la Banque centrale détermine chaque jour le cours de la monnaie nationale (Ce ne sont pas les « marchés » qui le décident, à l'inverse du dollar et de l'euro, par exemple). Pourtant, la politique de l'appareil bureaucratique, la profondeur de la corruption qui tend à fausser tous les rouages de l'économie font que la Chine n'est pas épargnée. Toutes les réformes engagées multiplient les possibilités d'irruption de masses de capitaux spéculatifs.

On a vu fleurir ces derniers mois des projets lancés par Wen Jiabao en personne sous la forme d'institutions financières privées à la campagne avec, cependant, une participation des banques d'Etat et des institutions de crédit privées, par exemple, à Wenzhou.

Citant Wen Jiabao, l'agence Xinhua écrit le 21 janvier 2013 :

« Afin de rendre graduellement le yuan convertible dans les comptes de capitaux, le gouvernement doit également travailler à étendre l'utilisation du yuan dans le commerce et l'investissement transfrontaliers. Les flux de capitaux transfrontaliers sont contrôlés en Chine, le yuan n'étant que partiellement convertible dans les comptes de capitaux, ce qui a empêché le yuan de devenir une monnaie de réserve mondiale. Le gouvernement a pris des mesures pour assouplir les contrôles de capitaux (...). Le Premier ministre chinois a également appelé à des efforts du gouvernement pour encourager les innovations financières orientées vers le marché, renforcer le rôle des institutions financières de toutes sortes et accélérer le développement des institutions financières privées. »

On peut même commencer à spéculer sur le yuan avec la bénédiction du gouverneur de la banque centrale :

« Les clients de Hong Kong non résidents ont déposé plus de 800 millions de yuans (128 millions de dollars) sur des comptes ouverts dans la cité fin septembre, a déclaré hier l'autorité moné-

taire de Hong Kong. La cité a autorisé des non-résidents à acheter des yuans à des taux offshore en août dernier. »

« Zhou Xiaochuan, gouverneur de la Banque populaire de Chine, a déclaré que la convertibilité directe du yuan avec le dollar australien était une "suite naturelle", étant donné l'échelle atteinte par les relations économiques entre les deux pays », rapportait l'Australian Financial Review.

A suivre le raisonnement de Zhou, on devrait autoriser l'achat et la vente de yuan contre du dollar et de l'euro... Zhou n'a pas été reconduit au comité central en novembre. Mais sa politique n'est-elle pas poursuivie ?

La mondialisation du renminbi (RMB), ou yuan, est une tendance *"que rien ne peut bloquer"* et qui progressera à grande allure dans les toutes prochaines années, mais cela entraînera des risques spéculatifs, a déclaré Li Ruogu, président de la Banque d'export import de Chine (Xinhua, 13 mars 2012). La Banque mondiale a d'ailleurs émis ses premières obligations en yuans au début de l'année 2011...

Les capitaux spéculatifs ont déjà commencé à envahir la Chine, de façon régulière, par exemple quand il fut question d'une réévaluation du yuan. Ce mouvement s'accélère et prend des dimensions considérables. Les contrats à terme sur indices boursiers, parfaits outils de spéculation, ont commencé à être traités par China Financial Futures Exchange en avril 2010. Le chiffre d'affaires, ou la valeur des contrats conclus, a grimpé à 46 830 milliards de dollars (2 janvier 2011) !

Les frontières seraient-elles à ce point perméables ? Voici les conclusions d'une enquête récente (Global Financial Integrity, octobre 2012) : *« La Chine a encore souffert d'une fuite illégale de capitaux de 3 750 milliards de dollars (3 000 milliards d'euros !) entre 2000 et 2011 »* (fausses déclarations, fraude fiscale, sociétés écrans, etc.). La couche bureaucratique et les capitalistes s'enrichissent par exemple en sortant les capitaux vers Hong Kong et les îles Vierges, principalement pour les blanchir puis les valoriser en les rapatriant en Chine. En 2010, les îles Vierges auraient

ainsi investi 213 milliards de dollars en Chine ! L'étude note qu'il existe davantage de capitaux illicites (52,4 %) provenant de Chine que de capitaux licites (47,6 %) — si l'on peut dire... — à se déverser dans les paradis fiscaux. Des 2 830 milliards de dollars qui sont sortis illégalement de Chine entre 2005 et 2011, 596 milliards se sont transformés en dépôts d'espèces ou en produits spéculatifs (actions, dérivés, etc.)

Des sommes pareilles ne limitent pas la corruption aux seuls dirigeants et leurs familles, c'est toute une couche sociale, comptant des millions de cadres, constituant l'essentiel de l'appareil d'Etat, qui est touchée. C'est un facteur qui menace d'effondrement l'économie du pays (bulle spéculative des finances locales, bulle immobilière, mettant en danger les banques d'Etat). Rappelons au passage ces chiffres : 10 % des plus riches détiennent 45 % des richesses des résidents urbains et 62 % des revenus illégaux, soit 1 000 milliards d'euros (étude du Crédit Suisse, 2010). A plus de 90 %, ce sont des cadres du PCC... Dernier exemple : les 70 députés les plus riches détenaient 90 milliards de dollars d'actifs !

LE PAYS MENACÉ DE DISLOCATION

Les sommets de l'appareil sont conscients des dangers. *Qiushi*, organe du comité central (juillet 2012) expliquait :

« Bien sûr, sans un environnement politique et social stable, il y aura peu de chances de réforme et de développement. Par conséquent, avant l'introduction de chaque politique de réforme majeure, il faut tenir dûment compte de la date, de l'intensité et du rythme de la réforme, ainsi que de la capacité de la population à faire face (...). En raison de l'importance que nous avons accordée au maintien de la stabilité politique, économique et sociale dans le cadre des réformes, nous avons été en mesure d'éviter le genre de bouleversements radicaux que certains pays ont connus lorsqu'ils ont subi un changement structurel. »

Pourtant, dans l'un de ses premiers discours comme chef de l'Etat et du parti, Xi

Jinping s'alarme précisément de la possibilité d'un tel bouleversement. Il fait référence à la chute de l'ex-URSS :

« Pourquoi devons-nous maintenir un contrôle ferme de la direction du parti sur les militaires ? Parce que c'est la leçon à tirer de l'effondrement de l'Union soviétique. En Union soviétique, les militaires étaient dépolitisés, en dehors du parti et dépendants d'un ministère. Le parti était désarmé. Quelques personnes ont tenté de sauver l'Union soviétique ; elles se sont emparées de Gorbatchev. Mais en quelques jours, le vent a tourné à nouveau, parce qu'elles n'avaient pas les moyens d'exercer le pouvoir. Eltsine a fait un discours perché sur un tank, mais les militaires n'ont pas réagi, et sont restés prétendument "neutres". Pour finir, Gorbatchev a annoncé que le PC soviétique était dissous dans une simple déclaration. Un grand parti a disparu comme ça, du jour au lendemain. »

C'est un aveu : la bureaucratie sait que son pouvoir vacille et que, privée de base sociale et à la merci du choc entre les classes fondamentales, ce pouvoir peut se désintégrer brutalement. Il appelle à resserrer les rangs, il appelle à la répression : en 1968, c'est autour de l'armée que les différentes fractions de la bureaucratie se sont retrouvées pour imposer le retour à l'ordre et éliminer tous ce qui entravait leur pouvoir.

Chacun a bien conscience — tant l'impérialisme que la bureaucratie — qu'un événement fortuit peut faire basculer la situation en Chine tant l'instabilité y est grande. Dislocation de l'appareil bureaucratique en mafias rivales, conflits armés, éclatement du pays, la catastrophe que prépare le cours suivi par la bureaucratie chinoise peut prendre diverses formes qu'on ne peut prédire à l'avance.

Le renforcement de l'action menée par la classe ouvrière pour défendre ses intérêts — dont les expressions multiples sont au cœur de cet article — ouvre la possibilité de voir s'engouffrer dans une brèche ouverte dans la domination bureaucratique les millions et les millions d'ouvriers, de paysans et de jeunes, seuls à même de sauver le pays du chaos et de la dislocation. C'est la perspective pour laquelle combat la IV^e Internationale en soutenant chacun des combats de la classe ouvrière

chinoise. L'entrée en scène de la classe ouvrière à l'échelle de tout le pays serait une menace non seulement pour le pouvoir de la bureaucratie en Chine mais pour tout l'ordre mondial (4). De perspective déjà concrètement intégrée dans les luttes, la révolution politique deviendrait une réalité immédiate.

C'est d'ailleurs l'une des hypothèses mises en avant dans une étude (Foreign Policy, Brookings, janvier 2013) qui se présente sous la forme d'une série de recommandations adressées au président Obama selon les situations favorables ou négatives qu'il peut rencontrer. Dans ces dernières se trouve la possibilité d'une crise révolutionnaire en Chine que le chercheur Cheng Li formule de la manière suivante : « *Une révolution en Chine : contre le PCC et contre l'Amérique. Un scénario d'irruption de la révolution par en bas en Chine a entraîné beaucoup de discussions dans ce pays. (...) La crainte et l'anxiété éprouvées par les dirigeants du PCC semblent tout à fait fondées.* »

LA SEULE ISSUE : QUE LES TRAVAILLEURS PRENNENT EN MAIN LE DESTIN DU PAYS

La propagande officielle de certains cercles officiels ou dits "libéraux" en faveur d'un respect des lois, de la Constitution, les bavardages sur un Etat de droit ne sont que poudre aux yeux parce que le problème essentiel, le monopole du pouvoir politique, n'est pas et ne peut être posé par la bureaucratie.

Pourtant, certains expliquent qu'il faut faire confiance aux fractions les plus éclairées du pouvoir car la classe ouvrière chinoise d'aujourd'hui n'a pas d'expérience, que les ouvriers d'hier ont été remplacés par des « migrants ». Il demeure que de jeunes délégués « migrants », élus chez Honda, connaissaient bien l'histoire des grèves du 4 mai 1919 dans des filatures appartenant à des capitalistes japonais... Toute l'histoire du mouvement ouvrier chinois montre avec quelle puissance et quelle rapidité la classe ouvrière a occupé le devant de la scène en 1925-

1927, puis à partir de 1947 et après la révolution.

D'autres expliquent que les ouvriers ne doivent pas aspirer à devenir une classe dirigeante mais se contenter de défendre leurs droits. Pour laisser la place à quelles forces ? Celles qui entraîneraient le pays dans le chaos ? Quand les ouvriers choisissent leurs propres délégués pour la grève et la négociation des revendications, ils le font parce qu'ils savent que les délégués officiels sont aux côtés du patron. Quand ils revendiquent des élections syndicales « libres et démocratiques », ils le font pour les mêmes raisons. Ils ont bien conscience de combattre cet appareil bureaucratique du syndicat officiel, appuyé par les énormes moyens de l'appareil du PCC et donc des administrations de l'Etat, et d'être une force capable de remporter des victoires politiques. Il existe en Chine une longue histoire d'organisation de la classe ouvrière, d'organisation indépendante avec ses comités et ses piquets de grève.

La démocratie a un contenu social : elle exprime la volonté de la majorité de la population, c'est-à-dire de la population travailleuse, de prendre en mains les affaires du pays. En Chine, l'affirmation de Lénine — « *Le socialisme est impossible sans la démocratie* » — a une dimension immédiate. La réalisation de la démocratie, c'est que les travailleurs prennent en main le pouvoir politique et la gestion de l'économie pour satisfaire les besoins des masses exploitées et opprimées, de la majorité de la population.

DÉMOCRATIE ET SOCIALISME

Pour se défendre, pour combattre pour ses revendications, la classe ouvrière a besoin de démocratie, de la liberté de discuter, de se réunir et de s'organiser comme elle l'entend. Mais la classe ouvrière n'a pas d'intérêt séparé de

(4) C'est ce qui donne toute sa portée à l'affirmation faite à la conférence de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, à Madrid en 2005, par un délégué chinois : « *La classe ouvrière mondiale ne peut se désintéresser de l'action de 300 millions de prolétaires chinois.* »

l'ensemble du peuple exploité et opprimé. Elle est la seule classe sociale qui, en défendant son existence, peut forger la démocratie et qui, historiquement, peut barrer la voie au chaos.

C'est à l'opposé, par exemple, du programme politique de la Charte 08 (5) qui se prononce pour la privatisation de toute l'économie, la fin des monopoles d'Etat, une totale liberté pour le capital, mais ne dit pas un seul mot sur les libertés ouvrières, notamment l'existence de syndicats, ce qui reviendrait à généraliser la sur-exploitation que l'on trouve chez le tristement célèbre Foxconn et à interdire à la classe ouvrière, notamment à la jeunesse ouvrière, de s'organiser librement.

Elle a besoin que les organisations qu'elle choisit soient libres de toute attache de l'appareil d'Etat. Elle a besoin dans son mouvement d'émancipation révolutionnaire de constituer ses propres organes qui ne peuvent coexister avec l'appareil bureaucratique qu'elle devra détruire.

Au moment où la répression s'abattait sur les étudiants et les travailleurs chinois en juin 1989, un rapport du secrétariat international de la IV^e Internationale soumis à la discussion des sections indiquait :

« Une nouvelle fois, la capacité des masses de se diriger vers la révolution s'est affirmée. Mais la leçon la plus importante reste l'absolue nécessité de construire avant le déclenchement des luttes révolutionnaires inéluctables l'organisation des révolutionnaires sur le programme de la révolution socialiste, qui pour nous est le programme de la IV^e Internationale. »

La nouvelle vague de la révolution chinoise qui a ébranlé le monde subit les coups les plus durs de la répression organisée par la caste des bureaucrates assassins. (...) Jusqu'ou reculera la révolution chinoise, qui ne saurait être anéantie ? Personne ne peut le déterminer. Mais ce qu'il y a d'évident, c'est qu'elle sera suivie, tôt ou tard, de nouvelles vagues. (...) La révolution chinoise reprendra son cours. C'est là une certitude. "Si sombre que soit la nuit, a déclaré le 10 juin une jeune étudiante, l'un des principaux dirigeants du mouvement étudiant de Pékin, l'aurore reviendra et une véritable république populaire et démocratique devrait bientôt naître."

Et encore une fois, comme avant et constamment, la question centrale est et sera l'organisation indépendante. Durant deux mois, les étudiants et les ouvriers chinois se sont dressés place Tian' Anmen face au pouvoir ébranlé de la bureaucratie. Mais ils n'ont pas soulevé la question centrale, au cœur de leur mouvement, celle de liquider le pouvoir de la bureaucratie : ils voulaient tout à la fois négocier avec le gouvernement et le chasser. Au cours du mouvement, les étudiants et les ouvriers ont constitué des associations indépendantes, syndicats étudiants et ouvriers indépendants. Ils expriment par là le besoin de s'organiser dans des organisations indépendantes pour se diriger vers le pouvoir ouvrier et démocratique.

Avec la générosité des masses en lutte, les étudiants et les ouvriers ont inscrit la non-violence comme mot d'ordre. Mais le problème restait celui de la disparition de la bureaucratie qui, bien qu'ébranlée, restait en place. Les étudiants et les ouvriers ont commencé, dans le cours même de la lutte, à construire leurs organisations indépendantes. C'est la seule solution pour réaliser, avec le minimum de violence, la liquidation du pouvoir de la bureaucratie, concentré de la violence contre les masses, pouvoir qui n'est pas réformable. La bureaucratie, comprenant le danger, bien que touchée, a repris l'offensive avant que les masses ne consolident leurs organisations indépendantes. L'héroïque Commune de Pékin s'est trouvée devant des questions similaires à celles que l'héroïque Commune de Paris, il y a 128 ans, n'avait pu résoudre. »

Les grands mouvements des peuples reprennent souvent leur marche en avant en partant du point où le précédent s'était arrêté.

Bien entendu, il n'y a rien de mécanique, et les formes exactes sous lesquelles la classe ouvrière chinoise sera amenée à poser la question de son propre pouvoir ne sont pas écrites à l'avance.

Cependant, une chose est certaine, la question posée avec force — et qui n'a pu

(5) La Charte 08 est un appel de plusieurs milliers de personnes, certaines se présentant comme « dissidents », d'autres comme membres du PCC. Le texte, qui se prononce pour la démocratie en des termes assez vagues, affirme promouvoir « un système économique de marché libre et honnête ».

trouver de solution positive en mai-juin 1989 — se retrouvera de nouveau au centre de la situation.

Le mouvement de la classe ouvrière, de la jeunesse, de la paysannerie se dressant pour défendre leurs droits, pour défendre leurs conquêtes, pour s'opposer à la dislocation de la nation, amènera à la confrontation avec les bureaucrates au pouvoir à Pékin, qui font tout pour défendre leurs privilèges. La Commune rejaillira en Chine. Elle s'appuiera, quelque conscience qu'en aient de manière immédiate les travailleurs et les jeunes, sur toutes les traditions de la longue lutte du peuple chinois, depuis la Commune de Canton, en 1927, contre l'impérialisme étranger, jusqu'à celle de Shanghai en 1967, contre le pouvoir bureaucratique.

Y aura-t-il une force qui exprimera cela consciemment ? Qui dira la vérité aux ouvriers, à savoir que l'issue positive de leur combat passe par la remise en cause du monopole du pouvoir du PCC ? Qui cherchera à formuler des propositions pratiques pour aider à ouvrir cette voie, en toute indépendance politique à l'égard de toutes les positions de la bureaucratie ?

La IV^e Internationale l'a maintes fois affirmé, elle est prête à agir en commun, avec tous ceux qui se prononcent pour le droit à l'organisation indépendante de la classe ouvrière.

La IV^e Internationale est disponible pour toute initiative commune pour la défense de la propriété sociale, pour la défense de l'unité et de la souveraineté de la nation chinoise.

Les initiatives prises et auxquelles elle participe avec d'autres, depuis de longues années maintenant, ont créé les conditions d'un dialogue entre militants et courants qui cherchent à empêcher que la Chine ne soit entraînée dans une spirale de destruction, et s'efforcent de contribuer à l'organisation de la classe ouvrière.

Au cours de cet échange, nous n'avons pas caché que nous entendons arriver à la reconstitution de la section chinoise de la IV^e Internationale, qui plonge ses racines dans la longue lutte du peuple chinois, dans le combat de Chen Duxiu, de l'Opposition de gauche en Chine. La sec-

tion chinoise a été physiquement écrasée après 1949. Sa reconstitution passera par le dialogue et l'échange patient, en revenant sur les différentes étapes de la révolution chinoise, par la discussion sur les tâches visant à aider à la reconstitution du mouvement ouvrier chinois, sur le combat contre l'offensive de dislocation de la Chine et de ses conquêtes engagée par l'impérialisme avec l'aide de la bureaucratie parasitaire.

Puisse cette contribution, et les deux articles qui l'ont précédée, être utiles à cette discussion.

Alain Frandor

10 février 2013

Après le discours d'Obama sur l'état de l'Union Aucune coupe dans les programmes sociaux ! Non aux "sacrifices partagés" !

Par Alan Benjamin

« Ce soir, le président Obama a envoyé un message clair au monde : il défendra de toutes ses forces les valeurs et les priorités de l'Amérique laborieuse. Et en s'appuyant sur les principes qu'il a posés, les familles ouvrières combattront à ses côtés pour construire une économie qui fonctionne dans l'intérêt de tous. »

C'est ainsi que commençait la déclaration du président de l'AFL-CIO, Richard Trumka, prononcée dans les minutes qui ont suivi le discours de Barack Obama sur l'état de l'Union le 12 février dernier.

Ces propos ont été repris par la présidente du syndicat SEIU, Mary Kay Henry, lorsqu'elle se félicita de « la conception mise en avant par le président : une Amérique qui travaille pour le bien de tous, c'est une conception que nous soutenons totalement ».

OBAMA ET LES COUPES "AUTOMATIQUES" DU 1^{er} MARS

Pour commencer son discours à la nation, Obama a défini l'objectif « d'une croissance économique globale exigeant une approche équilibrée dans la réduction du déficit, accompagnée de réductions des dépenses et de rentrées fiscales, le tout selon une équitable répartition entre tous. »

Richard Trumka et Mary Kay Henry ont tous deux insisté sur le soutien qu'ils

apportaient d'une manière générale à l'objectif de réduction du déficit fixé par Obama. Ils ont mis en garde contre les effets dévastateurs de coupes automatiques et indifférenciées dans les budgets des services sociaux, dont l'application est prévue pour le 1^{er} mars, date à laquelle le processus de « séquestre » (1) doit entrer en vigueur, mais leur courroux était dirigé contre les républicains.

Mary Kay Henry s'est réjouie de la promesse d'Obama « de procéder de manière équilibrée au remplacement des coupes budgétaires automatiques », tandis que Richard Trumka s'est ouvertement rallié à « l'approche équilibrée dans la réduction du déficit » proposée par Obama.

Cette idée d'« équilibre », qui, jointe à l'appel à « partager les sacrifices », était omniprésente dans le discours d'Obama, est une sinistre plaisanterie. Il ne peut y avoir aucun « équilibre ».

Considérons ce qui s'est produit en 2009 quand Richard Trumka a appelé Obama à « sauver Wall Street et Main Street » (2). Huit mille milliards de dollars ont servi au

(1) Le « séquestre » désigne les coupes qui sont automatiquement appliquées si le Congrès ne parvient pas à un accord sur la réduction du déficit budgétaire.

(2) Main Street : la rue principale, c'est-à-dire la population, par opposition aux financiers de Wall Street.

renflouement des *banksters* (3) de Wall Street, pendant que Main Street se faisait tout simplement arnaquer : 27 millions de salariés au chômage total ou partiel, innombrables saisies de logements, répression antisyndicale, suppression d'acquis sociaux, deux millions de sans-papiers expulsés, et la liste pourrait s'allonger...

Les flambeurs de Wall Street, les poches pleines des dollars qui les ont remis à flot, ont de fait repris leurs vieilles pratiques spéculatives, ce qui a amené les éditorialistes du *Wall Street Journal* à lancer un cri d'alerte : le pays pourrait se retrouver face à une crise plus dangereuse que celle des années 2007-2008, quand la bulle spéculative a éclaté.

Pendant ce temps, les coupes automatiques dans les services publics essentiels, qui seraient appliquées si le « séquestre » n'est pas bloqué ou retardé (et au moment où ces lignes sont écrites, il semble que les démocrates et les républicains n'aient pas pu parvenir à un accord empêchant le « séquestre »), causeraient beaucoup de souffrances à des millions de salariés et de personnes aux faibles revenus.

Dans une déclaration publiée le 18 février 2013, le Réseau ouvrier d'urgence (ELN) dresse la liste des coupes probables au cas où le « séquestre » entrerait en vigueur :

- réduction de 2 % des fonds attribués à Medicare (4) ;
- réduction de 285 millions de dollars de l'aide au chauffage aux foyers démunis ;
- coupes claires dans l'aide alimentaire et les bourses d'études accordées aux étudiants aux faibles revenus ;
- réduction de 183 millions de dollars des subventions aux parcs nationaux ;
- coupes dans les dépenses de fonctionnement de l'Institut national de la recherche médicale ;
- coupes dévastatrices dans l'enseignement : 70 000 enfants perdraient l'aide accordée par le programme Head Start aux familles défavorisées ;
- réduction du nombre d'inspecteurs de la sécurité alimentaire, entraînant de fréquentes périodes de chômage technique dans l'industrie de la viande et de la volaille ;

— des milliers de contrôleurs de la circulation aérienne réduits à l'inactivité ;

— baisse des subventions attribuées à la défense de l'environnement.

La déclaration de l'ELN ajoute :

« Si rien ne change, la tragédie humaine qui nous guette au cas où les coupes automatiques deviendraient réalité est vraiment catastrophique. Le bilan des pertes d'emplois sera terrible : 600 000 licenciements, dont 10 000 dans l'enseignement. De plus, la capacité du gouvernement fédéral à venir en aide aux Etats et aux municipalités sera sérieusement compromise. »

Quant à savoir qui devrait être tenu responsable de ce désastre, l'ELN est catégorique :

« La réponse est : tous les législateurs qui ont voté pour la loi et le président, qui l'a non seulement signée, mais qui a été le premier à défendre le principe du séquestre. »

Une idée fausse est répandue selon laquelle seuls les républicains porteraient la responsabilité du séquestre. Il ne fait aucun doute qu'ils en sont en grande partie responsables, mais, assurément, ce ne sont pas les seuls. Le Sénat, contrôlé par les démocrates, a approuvé la loi du Budget Control Act, qui prévoit le séquestre, à la majorité écrasante de 74 voix contre 26, la Chambre des représentants par 269 contre 161. Si les 95 démocrates qui ont voté en faveur de la loi avaient voté contre, aujourd'hui, on ne parlerait plus de "séquestre". »

OBAMA ANNONCE DES COUPES MASSIVES DANS MEDICARE

Dans son discours sur l'état de l'Union, Obama a brandi la hache avec encore plus de vigueur en déclarant :

« La cause déterminante de notre dette à long terme est le coût sans cesse croissant des dépenses de santé pour une population vieillissante. Et ceux parmi nous qui sont profondément attachés aux

(3) *Bankster* : néologisme fabriqué à partir de *banker* (banquier) et *gangster*.

(4) Medicare : système d'assurance maladie pour les personnes âgées.

programmes comme Medicare se doivent de souscrire à la nécessité d'adopter des réformes limitées. »

Dire que Medicare est la cause principale du déficit est manifestement faux. Comme l'a signalé l'économiste du mouvement ouvrier Jack Rasmus dans son commentaire du discours d'Obama, les causes essentielles de l'augmentation de 10 000 milliards de dollars du déficit et de la dette depuis 2001 ont été les réductions d'impôts octroyées par Bush (3 400 milliards), les crédits de guerre supplémentaires, générateurs d'inflation (2 100 milliards), les dégrèvements d'impôts pour les riches et les entreprises, plus divers autres avantages fiscaux accordés depuis 2008 (3 000 milliards) et la perte de rentrées fiscales pendant cinq années à la suite de laquelle plus de 20 millions de personnes se retrouvent encore au chômage.

Dans son discours du 12 février, Obama a annoncé son soutien aux réformes « spécifiques » de réduction du budget de Medicare proposées par la Commission Simpson-Bowles sur le déficit.

Elles prévoient les mesures suivantes :

— une nouvelle franchise de 550 dollars sur les parties A (hospitalisation) et B (visites chez un médecin) de la couverture Medicare ;

— le paiement d'une quote-part de 20 % sur les frais de la partie A s'ajoutant à l'actuelle de 20 % sur la partie B pour tous les retraités (actuellement, ceux qui en ont les moyens souscrivent une assurance complémentaire privée pour le remboursement des 20 % de la partie B. En général, cela leur coûte entre 150 et 300 dollars par mois.

Cela signifie que, pour conserver leur couverture des frais encourus sur la partie A concernant l'hospitalisation, les retraités devraient à nouveau payer de leur poche entre 150 et 300 dollars par mois, qui s'ajouteraient à la nouvelle franchise de 550 dollars sur les parties A et B.

« Considérant que la pension de retraite moyenne est aujourd'hui de 1 100 dollars par mois, ces mesures constituent une amputation considérable du revenu », note Jack Rasmus. C'est un désastre financier pour des dizaines de millions de personnes qui vivent de leur

pension et sont couvertes par Medicare. »

C'est, pour des millions de retraités, tout sauf « une équitable répartition » ou une « réforme limitée ». Pour eux, c'est une question de vie ou de mort.

LA LOI D'OBAMA SUR LES SOINS À COÛT ABORDABLE

Tout en soulignant la nécessité de « réformer » Medicare, Obama a cité en exemple sa législation sur la réforme du système de santé et sa capacité à opérer des changements d'une façon équitable. « *Déjà, la loi sur les soins à coût abordable (ACA) contribue à ralentir la croissance des dépenses de santé* », a-t-il déclaré.

La croissance des dépenses de santé ralentie ? C'est tout à fait l'inverse.

Le 20 février, le *San Francisco Chronicle* a publié à la une un article annonçant que les habitants de Californie pourraient subir une augmentation de leur cotisation assurance maladie de 20 % en 2013, car les législateurs et les compagnies d'assurance se préparent à satisfaire aux exigences de la loi ACA qui stipule que la plupart des Américains doivent avoir une assurance privée d'ici au 1^{er} janvier 2014.

Ceux qui n'ont pas d'assurance maladie seront obligés par la loi d'en souscrire une, soit individuellement, soit en s'adressant à l'une des nombreuses agences organisant et présentant l'offre des compagnies labellisées (le « marché virtuel », comme on l'appelle maintenant). Une situation chaotique s'est développée : les compagnies d'assurance se dépêchent d'augmenter leurs tarifs au plus vite, anticipant une hausse des dépenses au début de l'année prochaine.

Les systèmes d'assurance que les syndicats avaient obtenus — souvent appelés « plans Cadillac » parce qu'ils garantissent une couverture des frais optiques et dentaires que n'offrent pas la plupart des autres systèmes — vont aussi être touchés, puisque les employeurs cherchent à

se débarrasser des systèmes d'assurance de leurs salariés pour en trouver de moins chers sur le « marché virtuel ». Ainsi, non seulement les tarifs vont augmenter, mais la qualité des soins va baisser.

Ces questions étaient au centre des débats animés qui ont eu lieu à Chicago du 8 au 10 janvier, lors de la conférence nationale stratégique de la campagne ouvrière pour un système de santé unique « single payer » (fondé sur le salaire différé), coalition de centaines d'unions locales, de fédérations syndicales d'Etats et de syndicats nationaux combattant pour un système de santé unique.

Les délégués à la conférence, venus de tout le pays (ils étaient plus de 200), ont parlé avec beaucoup d'inquiétude et de colère des attaques contre leurs systèmes de santé préparées par « Obamacare » (la réforme du système de santé promue par Obama). Beaucoup d'entre eux ont fait valoir que le problème de la réforme d'Obama n'est pas qu'elle s'oriente trop lentement dans un sens dans l'ensemble positif, mais qu'elle va dans une mauvaise direction.

Kay Tillow, dont l'intervention fut déterminante, a expliqué la raison pour laquelle le plan d'Obama va dans le mauvais sens. Il est pour l'essentiel, a-t-elle affirmé, un plan patronal concocté au départ par les républicains du Hoover Institute de Chicago dans le but de remplir les poches des assureurs privés. Les compagnies d'assurance privées, a-t-elle ajouté, sont les plus gros voleurs qui n'aient jamais existé : il faudrait les faire complètement disparaître du paysage, et c'est pourquoi nous devons construire un mouvement indépendant pour conquérir un système de santé unique (*single payer*) fondé sur le salaire différé.

Ces attaques ne pourraient pas avoir lieu sans le soutien des directions syndicales.

Le plus gros problème auquel sont confrontés les travailleurs n'est pas tant qu'Obama et les démocrates imposent leurs coupes drastiques ; après tout, c'est la nature du Parti démocrate. Les démocrates sont dirigés, financés et contrôlés par Wall Street : c'est le parti jumeau du parti républicain.

Non, le plus gros problème, c'est que les grands dirigeants du mouvement syndical américain accompagnent ces attaques sans précédent contre la classe ouvrière, parce qu'ils sont subordonnés au Parti démocrate. Sans le soutien de la direction du mouvement syndical aux coupes d'Obama et à son appel à « partager les sacrifices », la classe dirigeante qui nous gouverne ne pourrait pas imposer son programme destructeur.

Oui, Richard Trumka a, le 12 février, demandé que « *les coupes dans les prestations sociales épargnent Social Security, Medicare et Medicaid* » (5). Oui, il a regretté que, après la mise en œuvre des coupes automatiques du 1^{er} mars, « *des millions de gens qui dépendent de ces services se voient d'un seul coup laissés à l'abandon* ».

Mais ces protestations verbales ne sont que de pure forme, elles ont très peu de portée. Les chefs de la finance l'ont bien compris, bien mieux que la plupart des gens qui gravitent au sommet du mouvement syndical. Dans les articles et éditoriaux du *Wall Street Journal*, ils ont mis l'accent sur la visite de Richard Trumka et Mary Kay Henry à la Maison-Blanche en novembre dernier.

En effet, le 13 novembre 2012, à peine cinq jours après sa réélection, Obama a invité Richard Trumka, Mary Kay Henry et d'autres dirigeants syndicaux de haut niveau à la Maison-Blanche pour y discuter de ses propositions de réduction de la dette.

A la suite de cette rencontre, Trumka a déclaré : « *Ce fut une rencontre très, très positive.* » Il a ajouté que les syndicats exigeraient sur toute cette question « *une répartition équitable* » et a affirmé que le « *président était sur la même position* ».

Trumka s'est donc félicité qu'Obama défende « la même position » que les dirigeants du mouvement syndical des Etats-Unis, même si Obama, selon un article du *Wall Street Journal* (14 novembre), leur avait indiqué qu'il avait l'intention de passer en force et d'opérer des coupes

(5) Social Security est le système de retraite garanti par l'Etat ; Medicaid est l'aide pour les dépenses de santé aux personnes qui ont les plus faibles revenus.

majeures dans Medicare et les autres programmes sociaux.

Manifestement, un accord a été passé entre les dirigeants syndicaux au plus haut niveau et Obama : les syndicats pourraient se défouler, mais ils ne feraient pas obstacle à l'application des prétendues « réformes » d'Obama.

En effet, bien que l'AFL-CIO ait organisé une action le 30 janvier dernier pour faire pression sur les parlementaires et demander l'arrêt des coupes dans la protection sociale et les services sociaux, rien n'a été fait pour mobiliser massivement dans la rue les adhérents et la majorité de la classe ouvrière pour revendiquer la fin de ces attaques, en particulier des coupes automatiques liées au séquestre entrant en application le 1^{er} mars. Une journée d'action avait été annoncée par l'AFL-CIO pour le 20 février, mais le projet a été pratiquement abandonné après qu'Obama eut appelé le mouvement syndical à appuyer son plan de « réforme de l'immigration ».

IL EST TEMPS DE DIRE CLAIREMENT CE QUE LA CLASSE OUVRIÈRE NE SAURAIT ACCEPTER

Pour que les travailleurs mettent un coup d'arrêt à cette attaque contre Medicare et les centaines de services dans lesquels le séquestre va tailler à la hache, il est vital que les syndicats rompent leurs liens de subordination au Parti démocrate et agissent en tant que mouvement syndical indépendant. C'est l'obstacle politique central auquel la classe ouvrière est confrontée.

Ce dont nous avons besoin de toute urgence, ce sont des manifestations de masse dans les rues, impliquant l'ensemble du mouvement syndical, les organisations de la population opprimée, les plus de cent millions de personnes qui dépendent de Social Security, Medicare et Medicaid, pour exiger que le Congrès arrête immédiatement toutes les coupes, sans exception.

Il n'y a pas d'autre moyen : cette subordination de la direction du mouvement syndical — mouvement syndical qui est la

seule expression organisée de la classe ouvrière américaine comme classe pour soi en l'absence d'un Labor Party — au Parti démocrate constitue l'obstacle majeur qui se dresse devant les travailleurs et les opprimés de ce pays.

Il est temps que le mouvement syndical dise clairement ce que la classe ouvrière ne saurait accepter et mobilise par des actions de masse pour exiger :

- aucune coupe, aucune concession !
- ne touchez pas à notre protection sociale et à nos services sociaux, auxquels nous tenons tant !
- protégez et développez Medicare, Social Security et Medicaid !

LES SYNDICATS DU WISCONSIN ET DE CAROLINE DU SUD APPELLENT À UNE CONFÉRENCE NATIONALE DE RÉSISTANCE SYNDICALE

Au début du mois de février, les dirigeants de l'AFL-CIO de l'Etat de Caroline du Sud et le président de la fédération des syndicats du centre et du sud du Wisconsin ont lancé un appel à une conférence nationale de résistance syndicale à l'université de Rutgers, New Brunswick, dans le New Jersey, du 10 au 12 mai 2013 (*lire le texte de l'appel en annexe 1*).

Cet appel avait été préparé par les responsables des deux fédérations syndicales lors d'une réunion d'élaboration de la stratégie syndicale, à laquelle participaient quarante dirigeants syndicaux, qui s'est tenue à Charleston, en Caroline du Sud. Etaient présents à cette rencontre des représentants officiels des syndicats des infirmières (CNA), des ouvriers de la sidérurgie (USW), des travailleurs de la communication (CWA), du comité d'organisation des ouvriers agricoles (FLOC) et du syndicat des fonctionnaires fédéraux (AFGE). Participaient également à la réunion des représentants de sections syndicales, d'unions locales et d'organisations ouvrières de tout le pays, y compris du Wisconsin et du Michigan : les Travailleurs noirs pour la justice (BWFJ) de l'Assemblée des travailleurs du Sud, la campagne ouvrière pour un système de santé unique (*single payer*) fondé sur le

salaire différé, la Coalition du mouvement ouvrier contre la guerre (USLAW), le comité ouvrier d'Occupy (1) de Philadelphie.

Le mouvement ouvrier a, certes, encaissé des coups au cours des dernières années. Mais ce qui a manqué, ce n'est pas la volonté de se battre venant d'en bas. En témoigne le soulèvement du Wisconsin, il y a exactement deux ans. Un imposant mouvement de résistance s'est développé en opposition aux attaques contre la négociation collective et les syndicats du secteur public.

Mais l'appel à une marche nationale des syndicats sur Madison, la capitale de l'Etat, lancé par cent dirigeants syndicaux réunis à Cleveland lors d'une réunion syndicale d'urgence, n'a pas été pris en considération par la direction de l'AFL-CIO. Le même sort fut réservé à l'appel lancé par la fédération des syndicats du centre et du sud du Wisconsin demandant que le mouvement syndical pose la question d'une grève générale à l'échelle du pays afin de soutenir l'occupation du Capitole de Madison.

Trumka et la direction de l'AFL-CIO n'ont même pas interpellé Obama pour qu'il « mette ses chaussures les plus confortables » et manifeste son soutien aux travailleurs en lutte, ce qu'il avait promis aux syndicalistes lors de sa campagne de 2008 au cas où il serait élu — promesse tombée à l'eau, comme celle de promulguer la loi sur la « liberté syndicale des salariés » (EFCA).

Et la raison pour laquelle les grands dirigeants du mouvement syndical n'ont pas mobilisé pour soutenir l'action du Wisconsin réside, d'après ce que disent les responsables du syndicat de l'enseignement supérieur (Teaching Assistants Association) de l'université de Wisconsin-Madison, c'est leur constante dépendance vis-à-vis de l'administration Obama et des démocrates.

PERSPECTIVES DE LA CONFÉRENCE DE RUTGERS

Les deux principaux axes stratégiques proposés par les organisateurs de la conférence de Rutgers en vue de construire un mouvement national de résistance sont, à notre avis, premièrement, la campagne pour refuser toute coupe dans les programmes de

protection sociale et les services sociaux, et, deuxièmement, la campagne pour que cessent les attaques contre la négociation collective et pour l'abrogation de la loi anti-syndicale Taft-Hartley.

Pour impulser la campagne contre les coupes budgétaires dès aujourd'hui, les organisateurs de la conférence font circuler un modèle de résolution destinée à être adoptée par les sections syndicales et les unions locales dans tout le pays (*lire le texte de la résolution en annexe 2*). Cette résolution définit une orientation stratégique indépendante pour ce combat, y compris l'appel à des actions massives dans la rue, et appelle les syndicats à se prononcer en faveur de cette perspective de résistance à l'occasion de la prochaine convention nationale de l'AFL-CIO, qui aura lieu du 8 au 12 septembre 2013.

L'appel à la conférence de Rutgers se propose également de faire un pas de plus dans cette direction, en impulsant au niveau local la formation de coalitions indépendantes d'unité syndicats-organisations populaires, afin de promouvoir ces campagnes de résistance. Cela donne ensuite la possibilité dans certaines villes, de présenter des candidats indépendants, représentant les syndicats et le mouvement populaire, pour faire progresser les objectifs de ces actions de résistance.

UNE OCCASION D'OUVRIRE UN NÉCESSAIRE DÉBAT POLITIQUE AU SEIN DU MOUVEMENT SYNDICAL

La rédaction du journal *The Organizer* soutient pleinement l'objectif central de la conférence de Rutgers : organiser la résistance. Mais nous pensons qu'il serait important que les participants entament une discussion politique plus large sur la nécessité d'une action politique ouvrière indépendante et la formation d'un Labor Party fondé sur les syndicats et les organisations des populations opprimées.

Ce qui entrave la construction d'un mouvement ouvrier indépendant, c'est l'idée que le Parti démocrate peut être mis au service des

(1) Dans ce comité indépendant, les principaux syndicats de la ville sont représentés.

intérêts des travailleurs et que les démocrates sont les « amis du mouvement ouvrier »

Certaines questions essentielles doivent faire l'objet d'un vaste débat à tous les niveaux du mouvement ouvrier :

— Les travailleurs peuvent-ils conserver leurs acquis, sans même parler d'en conquérir de nouveaux, si on continue à les appeler à soutenir des responsables politiques du Parti démocrate dont les attaques contre les travailleurs et les populations opprimées ne font que s'intensifier jour après jour ?

— N'est-il pas nécessaire de faire, au niveau local, ce que les militants ouvriers ont fait à Kansas City, à savoir relancer les Labor Party Advocates (partisans d'un parti ouvrier), et n'est-il pas nécessaire de relancer un comité d'organisation du Labor Party, au niveau national ?

— N'est-il pas nécessaire de lier ce combat pour l'action politique indépendante aux luttes de l'ensemble de la classe ouvrière, en particulier de ses secteurs les plus opprimés dans la population noire et latino ?

— Et dans le même ordre d'idées, n'est-il pas nécessaire d'ouvrir une véritable discussion sur les raisons politiques qui ont conduit à la disparition du Labor Party, fondé en 1996 par le dirigeant du syndicat OCAW, Tony Mazzocchi, avec des milliers de syndicalistes et qui avait suscité tant d'espoir à l'époque ?

Si, ne serait-ce qu'un petit pas était effectué vers l'ouverture de cette discussion à la conférence de Rutgers, ce serait là une importante contribution au combat de la classe ouvrière.

L'INDÉPENDANCE DU MOUVEMENT SYNDICAL : UNE BRÛLANTE NÉCESSITÉ

Cette question de l'indépendance du mouvement syndical et de son unité pour défendre et faire progresser les acquis est d'une brûlante actualité.

Il est assurément exact que les syndicats traversent actuellement une crise majeure, due à la subordination de leurs directions aux démocrates. Mais cela peut changer, parce que le moyen le plus puissant et le plus efficace de résister reste l'orga-

nisation de masse sur la base explicite de la défense de la classe ouvrière contre le patronat. Ce serait une grave erreur si l'état actuel du mouvement ouvrier organisé nous faisait perdre de vue son énorme potentiel révolutionnaire.

L'histoire nous montre que le mouvement ouvrier des Etats-Unis peut très rapidement se redresser, comme en 1934, quand les grèves se sont soudainement étendues. Aujourd'hui, la profonde colère et la frustration des travailleurs cherchent une expression, et c'est la tâche de tous les militants lutte de classe de montrer la voie.

La tenue d'une conférence nationale de résistance ne pourrait pas être plus à propos.

Comme le dit l'appel à la conférence :

« Malgré la défaite subie lors du scrutin de révocation (du Gouverneur Scott Walker), nous nous appuyons sur la mobilisation de plus de 100 000 travailleurs du Wisconsin et l'occupation du Capitole de l'Etat, sur l'éclatante victoire syndicale dans le référendum de l'Ohio, sur l'issue de la grève des enseignants à Chicago, sur les combats victorieux menés par les dockers de la côte Ouest et les signes positifs donnés par les luttes des employés à très bas salaires travaillant chez Walmart ou dans la restauration rapide, qui se battent pour obtenir des salaires qui leur permettent de vivre et pour les droits humains essentiels, y compris le droit d'avoir des représentants syndicaux.

Le but de la conférence de Rutgers est d'examiner les moyens par lesquels nous, syndicalistes, pouvons mettre en place, de façon efficace et indépendante, un mouvement de résistance sur des revendications de front unique, comme l'exigence d'un emploi pour tous en Amérique, de conserver et élargir les programmes de protection sociale sur la base des mots d'ordre : "Pas de coupes dans les budgets, pas de concessions, pas de partage des sacrifices, assurance maladie Medicare pour tous, une retraite garantie et la réaffectation des crédits de guerre pour satisfaire les besoins humains". »

L'heure est venue de rassembler les forces nécessaires pour impulser un puissant mouvement indépendant de résistance ouvrière !

Alan Benjamin

ANNEXE 1

Pour quelles raisons Obama a-t-il prononcé son discours “progressiste” ?

Ce discours était-il vraiment “progressiste” ?

Le 12 février, Barack Obama a prononcé un discours sur l'état de l'Union qui fut salué comme « *l'un des discours les plus progressistes depuis plusieurs dizaines d'années, aussi bien dans le fond que dans le ton* » par le *Washington Post*. Le *New York Times* vit un président « *plein de détermination lorsqu'il développe les thèmes populistes de son discours d'investiture* ».

Pour étayer ces affirmations, les deux quotidiens « libéraux » (1) ont insisté sur l'intention exprimée par Obama de relever le salaire minimum à 9 dollars l'heure pour la fin 2015, sur sa « *vision progressiste* » et sa proposition, entre autres, de créer un « *partenariat pour reconstruire l'Amérique* ».

Pourquoi tant de commentateurs ont-ils décrit le discours d'Obama — ainsi que le début de son second mandat — comme « *progressiste* » ? Qu'y avait-il de « *progressiste* » dans ce discours ?

UNE CLASSE OUVRIÈRE QUI REFUSE DE COURBER L'ÉCHINE

Aux Etats-Unis — et cela exprime un processus mondial — la classe ouvrière combat sans relâche pour résister aux attaques qui pèsent sur les travailleurs et les opprimés. Il y a un lien entre les énormes mobilisations qui ont parcouru la Tunisie, la Grèce, l'Espagne, l'Égypte et d'autres pays. Les peuples de ces pays l'ont dit clairement : ils rejettent la misère abjecte que leurs gouvernements — quelle que soit leur couleur politique — tentent de leur imposer au nom du « *paiement de la dette* » ou de la « *réduction des déficits* ». Leurs droits et libertés les plus élémentaires ont souvent été piétinés.

Ce n'est pas un hasard si tant de travailleurs et d'étudiants sont venus avec des pancartes proclamant : « *Nous sommes tous Tunisiens* », « *Nous sommes tous Égyptiens* », à Madison (Wisconsin) le 11 février 2011, quand des dizaines de milliers ont occupé le Capitole et que des centaines de milliers ont bravé le froid glacial pour manifester contre les attaques lancées contre les travailleurs des services publics et les droits syndicaux par le gouverneur nouvellement élu. C'est le même mouvement de fond qui a débouché en 2011 sur la victoire, lors du référendum de l'Ohio, qui a fait capoter

la législation antisyndicale du gouverneur. Il en va de même de la grève massive des enseignants de Chicago à l'automne 2012.

La défaite de Mitt Romney à l'élection présidentielle de 2012 et la crise qui s'ensuivit au sein du Parti républicain sont d'autres expressions du mécontentement, de la profonde colère de la classe ouvrière.

Appréciant l'état exact du rapport de force entre les classes sociales en présence, la classe dirigeante s'est finalement rangée derrière Obama, son meilleur choix lors de l'élection de novembre 2012.

Afin de faire face à la crise de son propre système, le système de la propriété privée des moyens de production, crise qui se poursuit et s'approfondit, la classe dirigeante doit imposer des coupes budgétaires draconiennes visant à réduire les acquis et le niveau de vie de la classe ouvrière. Mais dans une situation où les travailleurs sont prêts au combat et ont montré leur détermination à répondre aux attaques, l'aile dominante de la classe dirigeante a compris qu'une confrontation directe avec la classe ouvrière n'est pas aujourd'hui la meilleure carte à jouer. Elle a compris que pour mener à bien ses plans réactionnaires, il lui faut s'assurer du soutien total de la direction du mouvement ouvrier. Ce soutien constitue, de fait, une condition préalable essentielle pour la classe dirigeante, qui a estimé qu'Obama était le candidat le plus approprié pour s'assurer de ce soutien.

Et c'est précisément la raison pour laquelle il fallait à Obama prononcer un discours aux résonances « *progressistes* ».

Les déclarations du président de l'AFL-CIO, Richard Trumka, et le fait que la présidente du syndicat SEIU ait applaudi avec enthousiasme le discours d'Obama à la nation démontrent que la classe dirigeante a joué la bonne carte.

QUELLE EST LA RÉALITÉ DU DISCOURS “PROGRESSISTE” D'OBAMA ?

Examinons trois questions essentielles abordées par Obama :

(1) Aux « Etats-Unis, « libérale » désigne l'aile gauche du Parti démocrate.

Obama et le salaire minimum

La proposition d'Obama d'augmenter le salaire minimum était avant tout destinée à amadouer le mouvement syndical afin de s'assurer de son soutien à l'ensemble des « réformes économiques » de l'administration, elles-mêmes absolument nécessaires à la classe dominante des États-Unis aujourd'hui.

Obama a déclaré que l'augmentation du salaire minimum était nécessaire « afin qu'aucune personne travaillant à plein temps ne soit obligée d'élever sa famille dans des conditions de pauvreté ». Mais le Centre de recherches en économie et politique (CEPR) de Washington a fait remarquer que l'augmentation proposée par Obama « reste terriblement insuffisante », observant qu'une famille de quatre personnes vivrait encore bien en dessous du seuil de pauvreté en gagnant 18 018 dollars par an.

En adoptant la définition du seuil de pauvreté fixée par le gouvernement lui-même, les revenus d'une famille de quatre personnes n'atteindraient que 90 % de la somme retenue pour définir le seuil de pauvreté. Mais si ce dernier, qui a été fixé il y a des années, était indexé sur l'inflation, une famille de quatre personnes aurait besoin, selon les calculs du CEPR, de gagner 34 000 dollars ou plus par an pour échapper à la pauvreté : quasiment le double du tarif horaire proposé par Obama.

Obama et les « créations d'emplois »

Un autre aspect du discours d'Obama très apprécié dans les milieux syndicaux et « libéraux » fut son engagement de créer plus d'emplois.

Mais les propositions d'Obama étaient pour l'essentiel une resucée de sa « loi pour l'emploi » de septembre 2011, qui, dans le meilleur des cas, créerait deux millions d'emplois. Rien à voir de près ou de loin avec ce qui serait nécessaire pour remettre au travail les 27 millions de travailleurs au chômage total ou partiel. Le plan d'Obama prévoit, d'autre part, d'accorder encore plus de subventions et d'allègements fiscaux aux multinationales et aux grandes entreprises.

Au centre du programme d'Obama de création d'emplois, on retrouve l'exigence de la classe capitaliste des États-Unis de rendre l'économie américaine plus « compétitive » sur le marché mondial, de réduire les barrières empêchant la libre circulation des capitaux et des biens à l'étranger et d'augmenter les exportations américaines.

Dans son discours, Obama a mentionné, comme un élément essentiel de cette campagne, les efforts de son administration en vue de conclure les négociations sur le programme de partenariat transpacifique (TPP), nom

donné à un accord de « libre-échange » avec les nations d'Asie, à l'exception de la Chine, d'une ampleur inégalée. Il entraînera des suppressions d'emplois à côté desquelles celles intervenues depuis 1994 avec l'accord de libre-échange d'Amérique du Nord (ALENA) apparaîtront insignifiantes. Et ce n'est pas tout. Obama lancera une réplique de l'accord TPP, cette fois avec l'Union européenne : un programme de partenariat transatlantique (TAP).

Obama a insisté : « *Le commerce libre et fondé sur l'équité entre les deux rives de l'Atlantique soutient des millions d'emplois bien rémunérés pour les Américains.* » Pas tout à fait, a remarqué l'économiste du mouvement ouvrier Jack Rasmus, qui a beaucoup écrit au sujet de l'impact de l'ALENA sur les emplois aux États-Unis. Il estime qu'à eux deux, ces traités supprimeraient, en quelques années seulement, au moins cinq millions d'emplois bien rémunérés et les prestations sociales qui vont avec.

Obama et son « partenariat pour reconstruire l'Amérique »

Au lieu de lancer d'urgence un programme national de grands travaux publics qui, comme le WPA (2) dans les années trente, remettrait des millions de chômeurs au travail, Obama a annoncé un plan accélérant la privatisation d'équipements qui étaient précédemment propriété de l'État.

Voici ce qu'en dit Obama :

« Je proposerai également un partenariat pour reconstruire l'Amérique qui attire les capitaux privés afin de rénover ce dont nos entreprises ont le plus besoin : des ports modernes pour transporter nos marchandises, des pipelines modernes qui résistent aux tempêtes, des écoles modernes dignes de nos enfants... Nous récompenserons les écoles qui développent de nouveaux partenariats avec les universités et les employeurs. »

La proposition d'Obama consiste à « reconstruire l'Amérique » dans l'intérêt du capital privé (des *banksters* de Wall Street) et des employeurs (le grand patronat).

La privatisation de l'enseignement public et de l'infrastructure publique comme les ports et les pipelines a depuis toujours été un rêve de la droite. Et là où elle est mise en œuvre, cette privatisation a signifié répression contre les syndicats et suppressions d'emplois.

(2) WPA : programme de travaux publics du New Deal installé à la suite des grèves ouvrières des années 1930.

ANNEXE 2

Obama et la politique étrangère : la guerre contre les travailleurs aux Etats-Unis et dans les autres pays

En ce qui concerne la politique étrangère, Obama a proclamé que la guerre en Afghanistan serait terminée pour 2014.

C'est une autre inexactitude.

Selon le département de la Défense, dans un an, 34 000 soldats américains combattront encore en Afghanistan, et les chefs militaires américains sur place ont fait valoir qu'eux seuls détermineront le rythme de réduction des troupes. Décembre 2014 demeure rien de plus qu'un « *objectif* », disent-ils. D'autre part, étant donnée « l'instabilité » qui règne dans le pays et la crise avérée dans la police et l'armée d'Afghanistan, le Pentagone a annoncé que des milliers de soldats américains resteront probablement en Afghanistan comme « *conseillers et formateurs* » après la « *fin officielle de la guerre* ».

Mais ce n'est qu'un aspect de la question.

Dans son adresse à la nation, Obama a donné une nouvelle version de la « guerre au terrorisme », fait l'éloge de l'intervention militaire en Libye, au Yémen et en Somalie, s'est félicité du soutien à l'invasion française du Mali, a menacé la Corée du Nord et l'Iran, tout en rappelant la politique visant au « *changement de régime* » en Syrie.

De fait, la guerre contre les travailleurs et les peuples opprimés à travers le monde ne fait que s'étendre et se déplacer vers d'autres continents, en particulier l'Afrique — et chaque fois que c'est possible par l'intermédiaire de forces armées étrangères, les Etats-Unis restent aux commandes.

Après avoir joué un rôle militaire et logistique majeur dans l'invasion de l'OTAN en Libye — guerre qui a semé le chaos, la mort et la dévastation dans toute l'Afrique du Nord —, le gouvernement américain a joué un rôle militaire et logistique majeur dans l'invasion française du Mali en janvier 2013. Les Etats-Unis ne se sont pas contentés de ravitailler en vol les avions de guerre français, ils ont aussi transporté les troupes françaises et offert les services de leurs petits avions de surveillance rudimentaires et de leurs drones, opérant à partir d'une petite base aérienne installée sur le côté militaire de l'aéroport de Ouagadougou, au Burkina Faso.

Et maintenant, d'après le secrétaire à la Défense, Leon Panetta, le gouvernement américain projette d'établir une base de drones dans le nord-ouest de l'Afrique, à la frontière entre le Mali et le Niger, prétendument pour mieux surveiller les groupes islamistes de la région.

En 2007, l'administration Bush avait établi toute une série de bases militaires informelles en Afrique, intégrées au Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique (Africom). Maintenant, Obama veut transformer la plus grande partie de ces avant-postes militaires en véritables bases militaires, au motif que « *le terrain de la guerre contre le terrorisme s'est maintenant déplacé sur le sol africain* », selon Panetta.

Alan Benjamin est directeur de publication du journal *The Organizer*

Guadeloupe: constitution de la section de la IV^e Internationale

Les militants guadeloupéens de la IV^e Internationale, organisés jusqu'à présent en groupe trotskyste, ont estimé nécessaire, dans le cadre défini par le document préparatoire au VIII^e Congrès mondial, qui se tiendra à Paris du 26 au 29 avril 2013, de franchir un pas important, en se constituant en section guadeloupéenne de la IV^e Internationale, matérialisant ainsi tout à la fois les progrès qu'ils ont réalisés ces dernières années en termes d'implantation et de construction, et les ambitions que se sont fixées toutes les sections dans la préparation et la tenue de ce congrès mondial.

Nous avons demandé au camarade Robert Stéphan, l'un des dirigeants de la nouvelle section, de nous résumer la situation dans laquelle s'est tenu le congrès qui a donné naissance à cette section, et les principaux débats qui s'y sont menés durant trois jours.

Qu'est-ce qui a motivé votre décision de fonder une section de la IV^e Internationale ?

Robert Stéphan : La décision prise par les militants trotskystes guadeloupéens de se constituer en section IV^e Internationale n'a rien d'une « posture » autoproclamaire. Elle s'inscrit dans une continuité que rappelle d'emblée, dans son préambule, la déclaration que nous avons adoptée. Elle est, pour nous, étroitement reliée au combat que nous menons depuis des années, aux côtés de militants ouvriers de tendances diverses, dans le cadre de Travayè é Pèyizan, pour la création en Guadeloupe d'un parti des travailleurs, des paysans et des jeunes, d'un parti ouvrier indépendant, qui leur soit propre.

Trois ans après le grand mouvement de grève générale contre la « pwofitasyon » (*l'exploitation*) en 2009, la question d'un tel parti est plus que jamais posée en Guadeloupe.

Les débats, ouverts à ce propos dans des cercles de plus en plus larges de militants ouvriers, syndicalistes, associatifs... font apparaître des opinions, certes différentes quant aux conditions, aux initiatives à prendre et au chemin pour y parvenir. Il ne pouvait ni ne peut, bien entendu, en être autrement. Cette question a très naturellement traversé aussi notre congrès, nous conduisant à réfléchir sur la place de *Travayè é Pèyizan* comme tribune libre pour un parti des travailleurs en Guadeloupe et sur l'attention que nous devons porter, sans sectarisme, à toutes et chacune des initiatives allant dans ce sens.

Quels autres débats, en liaison avec cette question, ont marqué votre congrès ?

Robert Stéphan : Il nous a fallu situer correctement les développements politiques en Guadeloupe dans le cadre de la situation

continentale et mondiale que le document préparatoire au VIII^e Congrès mondial caractérise en disant que “la révolution frappe à nos portes”. C’est comme prémices de cette situation qu’il faut d’ailleurs comprendre le soulèvement de 2009. Une place très importante a été accordée dans ce cadre au combat pour la défense des organisations ouvrières indépendantes, et notamment l’Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) dont les militants et les cadres font l’objet d’une incessante persécution de la part de la justice coloniale.

Nous avons eu également à préciser notre appréciation sur ce qu’a représenté LKP

pour la grande masse des travailleurs, paysans et jeunes guadeloupéens lors du soulèvement de 2009, et ce qu’est le LKP aujourd’hui.

Une discussion importante également a porté sur le rapport étroit qu’il nous faut établir entre le mot d’ordre de Constituante souveraine et celui d’union libre des travailleurs et des peuples de la Caraïbe.

Je ne vais pas énoncer ici tous les autres points qui ont été discutés, je vous invite à vous faire vous-mêmes votre propre opinion en lisant la déclaration que nous avons adoptée ainsi que la résolution sur les tâches à court et à moyen termes de la nouvelle section.

Déclaration du congrès de fondation de la section guadeloupéenne de la IV^e Internationale

(Pointe-à-Pitre, 21 et 22 décembre 2012)

1. EN DÉCIDANT DE NOUS CONSTITUER EN SECTION GUADELOUPÉENNE DE LA IV^e INTERNATIONALE

Nous nous inscrivons dans le cadre du rapport préparatoire au VIII^e Congrès mondial, adopté au conseil général de la IV^e Internationale en juillet 2012, qui affirme : « *La signification du VIII^e Congrès mondial, c’est la nécessité, pour la IV^e Internationale, de répondre, par la construction de sections, à une situation marquée par les développements de la révolution et de la contre-révolution. Situation mondiale qui vérifie pleinement la caractérisation faite*

par Lénine de l’impérialisme comme époque des guerres et de révolutions. »

Nous revendiquons la continuité du travail accompli depuis la création, à la fin des années 1980, du comité de liaison des trotskystes de la Caraïbe (CLTC) : « *L’histoire s’accélère. Un ordre s’effondre : celui établi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par les représentants du capital impérialiste et de la bureaucratie parasitaire (stalinienne et social-démocrate — NDR). Au centre des bouleversements : les masses ouvrières, les travailleurs, les peuples dont on disait qu’ils n’existaient plus, qu’ils n’étaient plus capables en tout cas d’intervenir sur le cours de l’histoire et sur l’avenir de l’humanité. Aucune région du*

monde n'échappe ou n'échappera à l'action de millions et millions d'hommes et de femmes pour en finir avec un ordre injuste qui ne peut survivre qu'en détruisant ou en organisant un gigantesque bond en arrière dans lequel tous les acquis commencent à d'être broyés, détruits (...).

L'ouvrier, le paysan, l'artisan, le jeune, sont directement confrontés à l'impérialisme mondial. L'ouvrier, le paysan, l'artisan, le jeune, dans leur résistance à l'impérialisme mondial, ressentent l'absence d'une réplique ouvrière, paysanne, populaire et jeune. (...) L'Internationale apparaît dans le cours de l'expérience des cadres ouvriers, paysans et jeunes, comme un besoin organisationnel immédiat pour la lutte (...). L'Internationale apparaît comme la réponse pratique aux limitations et à l'impasse du nationalisme qui n'a pu constituer un cadre de résistance aux mesures de guerre économique de l'impérialisme contre les peuples » (brochure « Colonialisme et néocolonialisme dans la Caraïbe », éditée en 1990 par le CLTC-IV^e Internationale-Centre international de reconstruction).

Nous nous inscrivons dans une période où, dans le sillage des développements révolutionnaires en Tunisie, en Égypte, et des processus de crises révolutionnaires en Europe, en Afrique du Sud..., la révolution frappe aux portes.

Une situation est marquée sur notre continent, à un pôle, par le vaste mouvement de la grève générale « contre la *pwofitasyon* », qui a surgi en 2009 en Guadeloupe, en Martinique... ; et, à l'autre pôle, par l'occupation militaire d'Haïti depuis huit ans sous couvert de l'ONU (Minustah).

2. LA GUADELOUPE DANS LE CONTINENT NORD ET SUD-AMÉRICAIN...

Le marxisme, c'est-à-dire le trotskysme, procède de l'unité mondiale de la lutte des classes.

Le combat en Guadeloupe, avec ses particularités nationales, est partie intégrante du combat que nous menons au plan international pour la révolution mondiale, pour le

socialisme. Le mouvement de 2009, avec son retentissement au plan international, en est l'illustration.

La situation dans l'ensemble du continent s'inscrit dans un contexte où la crise politique de l'impérialisme américain concentre et nourrit toutes les contradictions du système privé des moyens de production. Une situation face à laquelle, pour tenter d'échapper à sa crise mortelle, l'impérialisme américain doit — sans en avoir totalement les moyens — porter les coups les plus durs (par la guerre économique, la guerre prétendue « contre la drogue », les guerres tout court...) contre ses concurrents, contre les travailleurs et les peuples sur le continent latino-américain comme sur tous les continents.

Dans des conditions nationales différentes et avec beaucoup d'éléments qui les distinguent les uns des autres, tous les pays du continent sont ainsi le théâtre de puissantes luttes des masses contre les politiques dévastatrices que l'impérialisme prétend leur imposer. Situation qui a conduit parfois à la mise en place de gouvernements (Venezuela, Brésil, Bolivie, Equateur...) qui, sous des formes différentes, ont en commun d'avoir été élus et réélus en relation avec l'activité des masses, elles-mêmes chargées d'illusions, combinant un noyau progressiste (les aspirations anti-impérialistes et sociales) et une gangue réactionnaire, à savoir les illusions dans les appareils qui constituent le principal obstacle à leur victoire.

3. ... ET DANS LA CARAÏBE

La IV^e Internationale se prononce et combat pour l'union libre des nations souveraines d'Amérique latine et de la Caraïbe, en alliance avec les travailleurs et les opprimés des États-Unis et du Canada.

Le combat pour le droit à l'indépendance nationale de la Guadeloupe est intimement lié à la lutte pour la souveraineté des peuples de la Caraïbe.

C'est le sens de notre combat pour l'unité des travailleurs et des peuples de la Caraïbe et de leurs organisations, pour une Caraïbe des nations et des peuples, libres et frater-

nels, libérés du racisme, du colonialisme et de l'exploitation capitaliste. C'est le sens du combat pour la souveraineté du peuple haïtien.

Pour une Haïti libérée de l'occupation par la Minustah

Nous ne saurions combattre pour une Guadeloupe au service des Guadeloupéens, une Guadeloupe souveraine, si nous laissons l'impérialisme imposer aux travailleurs et au peuple d'Haïti cette situation de misère et d'occupation militaire dans laquelle il est plongé depuis huit ans.

L'évolution de la situation en Haïti illustre ce qu'est le « changement », de Bush à Obama, ce dernier utilisant la tragédie du séisme de janvier 2010 comme prétexte pour réaliser une intervention militaire directe avec deux fois plus de soldats que n'en compte la Minustah (sous commandement brésilien).

Notons que, dans ce contexte, l'« aide humanitaire » de Cuba et du Venezuela à un pays soumis depuis huit ans à un régime fantoche ne manifeste rien d'autre que la recherche d'un accord avec l'impérialisme dans la région.

La résolution du secrétariat international de la IV^e Internationale (janvier 2012) indique à juste titre que « *la campagne pour le retrait des troupes de la Minustah est un instrument de lutte contre la soumission des gouvernements du continent à la politique des Etats-Unis, dont les conséquences pour les larges masses s'accroissent dans le processus de la crise mondiale capitaliste, en particulier les gouvernements prétendument nationalistes soutenus par les organisations ouvrières et populaires qui participent à la Minustah ou collaborent à l'occupation.* »

A l'échelle du continent, l'amplification de la campagne pour le retrait des troupes de la Minustah est rendue possible par le succès de la journée continentale du 1^{er} juin 2012.

L'appel de la délégation caribéenne et continentale à l'ONU (12 octobre 2012) à une conférence continentale et une manifestation le 1^{er} juin 2013 en Haïti, renforce encore cette possibilité.

Les militants et sections de la IV^e Internationale y prennent une part active.

Concernant Cuba

Nous défendons les acquis de la révolution cubaine de 1959 qui demeure une référence pour les travailleurs et les peuples de la région.

L'intervention militaire de l'impérialisme américain (débarquement de la baie des Cochons en 1961) et la réponse immédiate et massive des travailleurs, des paysans et de la jeunesse cubaine se constituant en milices (200 000), a amené la direction de Fidel Castro à exproprier d'abord les terres des grands propriétaires terriens, puis les usines de traitement du sucre et, plus généralement, les entreprises impérialistes.

La possibilité théorique peu probable indiquée par le programme de la IV^e Internationale selon laquelle, placée dans certaines conditions exceptionnelles, une direction petite-bourgeoise peut aller plus loin qu'elle ne le veut dans la voie de la rupture avec l'impérialisme, s'est ainsi vérifiée.

Les masses ont arraché en même temps que la souveraineté de Cuba, toute une série d'acquis qui ont marqué un pas en avant essentiel dans leurs conditions de vie, d'éducation, de santé, de salaires, qui restent encore aujourd'hui supérieures à celles en vigueur dans les autres pays de la Caraïbe et latino-américains, qui subissent la domination impérialiste par le biais de gouvernements inféodés à celui-ci.

Cependant, toutes ces mesures ont été prises de manière bureaucratique, sans qu'à aucun moment la classe ouvrière, les paysans, la jeunesse ne soient appelés à constituer leurs organes autonomes de pouvoir. Y compris lors de la formation des milices en 1961, l'appareil castriste s'est immédiatement employé à les soumettre à son contrôle, avec l'aide du PC cubain avec lequel il a fusionné cette même année.

C'est ainsi que les mesures économiques et sociales prises — qui ont, incontestablement, constitué des acquis précieux pour les masses —, renforçaient en même temps la domination de l'appareil bureaucratique, appareil réactionnaire dont la politique restaurationniste menace aujourd'hui directement les acquis mêmes de la révolution.

C'est en effet au nom de la « réforme économique » annoncée par Raul Castro et

la direction castriste en novembre 2010, qu'a commencé d'être entrepris le démantèlement de la propriété sociale à Cuba, et qu'ont été notamment décrétées la suppression de trois millions de postes de fonctionnaires, l'élimination des cartes de rationnement (qui permettaient à tous les Cubains d'avoir accès à tous les produits de première nécessité à un coût très bas) et la fermeture d'une bonne partie des cantines sur les lieux de travail, etc.

Notre position

— Défense inconditionnelle des conquêtes de la révolution contre l'impérialisme et la prétendue « opposition démocratique » qui lui est inféodée et contre la politique réactionnaire d'« ouverture contrôlée au marché » imposée par la bureaucratie castriste.

— Soutien total au combat des travailleurs, du peuple et de la jeunesse de Cuba contre l'oppression bureaucratique.

— Nous nous prononçons inconditionnellement pour la levée de l'embargo criminel imposé par l'impérialisme américain depuis plus de cinquante ans.

4. 2009 : LE MOUVEMENT QUI EBRANLA LES INSTITUTIONS COLONIALES DE LA FRANCE

Il y a trois ans, en juin 2009, dans une contribution intitulée : « *Guadeloupe, où allons-nous ?* », nous écrivions : « *A l'appel de la quasi-totalité des organisations du mouvement ouvrier et de celles qui s'en réclament, des organisations populaires et culturelles, par un développement sans précédent de la lutte des classes, les travailleurs, les jeunes, le peuple de Guadeloupe sont en train d'écrire une page importante de leur histoire.* »

C'est un mouvement qui émergea des profondeurs de la lutte des classes, après vingt-cinq ans de combat pour la préservation du syndicat national de classe, l'UGTG.

Les militants de la IV^e Internationale, par leur intervention quotidienne dans la lutte des classes, prirent une part non négligeable

à ce combat pour construire et défendre l'UGTG comme syndicat national de classe contre les dérives en tous genres occasionnées par la décadence du nationalisme bourgeois et petit-bourgeois et leur capitulation devant les institutions coloniales.

Il s'agissait de préserver le syndicat de la ligne de ces dirigeants petits-bourgeois qui, au nom de « *privilégier la lutte de libération nationale à la lutte de classe* », voulaient la faire dévier de ses tâches de défense des revendications des travailleurs et les sacrifier sur l'autel de l'exploitation capitaliste, donc de la *pwofitasyon*. Capitulation qui entraîna la liquidation du « mouvement patriotique » qui, pendant un temps, avait permis l'essor du sentiment national au sein du peuple guadeloupéen.

L'UGTG se retrouva ainsi comme le dernier rempart des travailleurs et du peuple de Guadeloupe dans le combat contre l'exploitation capitaliste pour la souveraineté nationale, dans le combat pour en finir avec la *pwofitasyon*. Ce n'est donc pas un hasard si c'est l'UGTG qui a été à l'initiative du grand mouvement de fin 2008-début 2009.

Et, c'est durant cette période que les militants de la IV^e Internationale participèrent à la création, le 20 janvier 1998, du Mouvement pour un parti des travailleurs et des paysans de Guadeloupe (MPTPG) qui est devenu par la suite Travayè é Pèyizan (TéP).

5. QUARANTE-QUATRE JOURS DE GRÈVE GÉNÉRALE QUI ONT MIS EN ÉVIDENCE TOUTE L'ACTUALITÉ DE LA RÉVOLUTION PERMANENTE

La grève générale en Guadeloupe a rassemblé dans une seule et même plate-forme les revendications sociales ouvrières et les revendications démocratiques et nationales du peuple guadeloupéen.

La jeunesse, les masses laborieuses, le peuple guadeloupéen, ont précipité par leur propre mouvement l'ouverture d'une crise révolutionnaire. Comme l'expliquera par la suite un tract de LKP (14 avril 2009) : dans cette lutte de classe qui se poursuit « *l'esprit*

LKP que nous n'avons fait qu'entrevoir pendant ces 44 jours de grève se construit, se propage, se revendique ».

Ce mouvement, cette grève générale, a ébranlé les institutions coloniales, mais elle ne les a cependant pas mises à bas, même si elle a mis à l'ordre du jour la question du pouvoir. Question qui ne pouvait être posée qu'au travers du mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine (*Sanblé nasyonal a pèp Gwadeloup*), relié dans notre propagande à celui d'union libre des travailleurs et de peuples libres et des nations souveraines de la Caraïbe.

Reste que ce mouvement a permis la fusion de la lutte sociale et de la lutte pour la souveraineté matérialisée à travers un outil qui scella l'unité de toutes les forces en qui le peuple mettait sa confiance, c'est-à-dire LKP. Le préambule de l'accord Bino, imposé par la grève à l'Etat français, est en quelque sorte le manifeste politique de ce soulèvement de toute une population secouant le joug colonial et posant de fait, à partir de ses revendications sociales élémentaires, sa revendication fondamentale à la souveraineté.

6. RAPPELONS LE PRÉAMBULE DE L'ACCORD INTERPROFESSIONNEL DIT « ACCORD BINO » (du nom du militant assassiné durant la grève)

« Considérant que la situation économique et sociale existant en Guadeloupe résulte de la pérennisation du modèle de l'économie de plantation ;

Considérant que cette économie s'appuie sur les rentes de situation de monopole, des abus de positions dominantes qui génèrent des injustices ;

Considérant que ces injustices touchent aussi bien les travailleurs que les acteurs économiques endogènes ;

Considérant que ce sont autant d'obstacles au développement économique endogène et à l'épanouissement social ;

Considérant la nécessité de faire tomber tous ces obstacles (...);

Considérant que les parties conviennent à ce titre de la nécessité d'une revalorisation substantielle du pouvoir d'achat par un relèvement des bas salaires selon les modalités suivantes (...). »

Ce n'est pas un hasard si ce grand mouvement de 2009, « la révolution que nous n'avons fait qu'entrevoir », malgré le retentissement qu'il a connu au plan international, n'a eu qu'une suite « limitée » au niveau de la Caraïbe, le pouvoir colonial français et les appareils bureaucratiques ayant bandé toutes leurs forces pour lui faire obstacle.

Dès lors la question de la souveraineté nationale de notre pays, partie intégrante du combat contre la *pwofitasyon*, devient d'une brûlante actualité, de même que son corollaire, celui des réparations dont le gouvernement français doit s'acquitter vis-à-vis de notre peuple.

Dans ce combat pour le droit du peuple guadeloupéen à disposer de lui-même, la section française occupe une place particulière, qui s'est notamment matérialisée dans son combat contre la répression frappant les organisations syndicales de Guadeloupe, notamment l'UGTG et ses militants.

7. LE LKP

Forgé dans le feu même de la grève générale de 2009, le LKP s'est constitué à la fois comme comité central de grève et comme organe de front unique anti-impérialiste. C'est, d'une certaine manière, cette dernière fonction qu'il continue de remplir encore aujourd'hui

La réalité montre chaque jour que le LKP est encore aujourd'hui le seul lieu de rencontre capable de mobiliser tous les travailleurs, les paysans, les jeunes avec leurs organisations de masse dans le combat « *pou déchouké pwofitasyon* » (pour en finir avec l'exploitation) en Guadeloupe.

Il en découle, pour nous trotskystes, que le combat politique que nous avons à mener pour sceller l'unité des forces vives de la nation se situe encore aujourd'hui au sein du LKP.

8. LA GUADELOUPE, L'UNE DES "DERNIÈRES COLONIES" DE LA FRANCE

La Guadeloupe est, depuis plus de trois siècles, une colonie de la France. Mais la France est aujourd'hui un impérialisme en crise, dans le cadre d'ensemble de la décomposition impérialiste. C'est dans ce cadre que les relations coloniales entre la Guadeloupe et la France doivent être analysées.

Les abolitions de l'esclavage arrachées à deux reprises par nos ancêtres, les valeureux combattants de la liberté, n'ont rien changé de fondamental à cette domination coloniale et à ses conséquences atroces pour les travailleurs, le peuple et la jeunesse guadeloupéenne (il y aurait autant à dire concernant la Martinique, la Guyane...).

C'est un taux de chômage avoisinant les 30 % de la population active, touchant essentiellement les jeunes, celui de la France étant de 10 %.

C'est un taux de mortalité maternelle et infantile quatre fois supérieur à celui de la France.

C'est un taux de couverture des importations par les exportations de moins de 10 %.

C'est la répression judiciaire qui frappe les dirigeants syndicalistes dans l'exercice de leurs activités et prérogatives, en particulier ceux de l'UGTG. Par exemple, au mépris du respect du droit syndical et du droit de grève, ce ne sont pas moins de 77 militants et dirigeants syndicaux de cette organisation qui, de janvier 2012 à juin 2012, ont été traduits en justice alors qu'ils ne faisaient qu'exercer leurs mandats syndicaux.

Ce sont des assassinats chaque fois que le peuple se soulève contre la situation qui lui est imposée. Exemple : les 100 morts lors des événements de 1967.

C'est l'empoisonnement des Guadeloupéens et de leur sol, des dérogations étant accordées par les différents gouvernements français aux lobbies agro-industriels pour l'utilisation de produits toxiques et de techniques interdits en France et en Europe à cause de leur nocivité.

C'est l'accaparement de nos ressources par les multinationales françaises (problème de l'eau). Ce sont les nombreux petits entrepreneurs exclus des marchés ou réduits à la sous-traitance en troisième ou en quatrième rang, les grandes entreprises françaises et européennes raflant tous les marchés.

C'est, enfin, le non-respect des engagements pris, à commencer par les accords Bino et celui du 4 mars 2009.

Il découle de cette énumération que toute lutte sérieuse des travailleurs, des paysans et des jeunes pour les revendications économiques et sociales est étroitement reliée à la lutte pour la souveraineté et pose nécessairement dans son développement la question d'en finir avec le système de la propriété privée des moyens de production.

La section guadeloupéenne, qui combat pour en finir avec le système de la propriété privée des moyens de production, se prononce sans condition et combat pour le droit du peuple guadeloupéen à la liberté, à la souveraineté et à l'indépendance, pour la rupture avec les institutions coloniales.

9. PEUT-IL Y AVOIR SOUVERAINETÉ NATIONALE DANS LE CADRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET DE L'UNION EUROPÉENNE, MÊME AVEC "UNE LARGE AUTONOMIE" ?

Le CIPPA (*Comité d'initiative pour un projet politique alternatif — NDLR*) et certaines organisations nationalistes ont répondu à l'appel du PCG (*Parti communiste guadeloupéen — NDLR*) pour l'organisation d'« assises des forces anticolonialistes et anticapitalistes ». Ils préconisent « une large autonomie dans le cadre de la République française ».

Ces organisations, pour la plupart, prônent la collaboration de classes à travers leur participation aux forums sociaux (adeptes de l'altermondialisme à la recherche d'une troisième voie entre le socialisme et le capitalisme).

Peut-il y avoir souveraineté nationale dans le cadre de la République française,

même avec une « large autonomie » ? Notre réponse, appuyée sur l'expérience, est : non ! La réalisation pleine et entière des conditions de la souveraineté du peuple guadeloupéen suppose la rupture avec tous les organes et les liens de subordination à la métropole coloniale. Elle pose en même temps la question de la libre coopération des peuples de la région, de l'union libre des travailleurs et des peuples libres et de nations souveraines de la Caraïbe. Et, c'est au peuple guadeloupéen et à lui seul, qu'il appartient d'en définir les conditions et les termes.

10. LA PLACE DE LA CLASSE OUVRIÈRE DANS CE COMBAT

L'alliance des ouvriers et des paysans est nécessaire, y compris avec d'autres couches petites bourgeoises représentant la majorité de la population. Mais ce sont des couches fragiles, qui penchent tantôt du côté de la classe ouvrière, tantôt du côté de la bourgeoisie.

La faiblesse de la petite bourgeoisie, son manque d'indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie nationale et du pouvoir colonial, font qu'elle ne peut mener la lutte jusqu'au bout.

Quelques exemples : échec et capitulation du mouvement patriotique ; attitude de l'Union des chefs d'entreprises de Guadeloupe (UCEG) et autres au cours des 44 jours de grève générale et leur attitude après ; attitude de l'Union des producteurs de Guadeloupe (UPG), qui a lancé les attaques les plus virulentes contre l'UGTG, parce que les sections UGTG et CGTG de l'usine Gardel se sont mises en grève, ce qui a entraîné l'arrêt de la campagne sucrière pendant trois semaines. Associée à cela, une campagne de discrédit relayée par la presse officielle, Guadeloupe première et *France-Antilles*.

Rappelons que l'UPG n'a jamais signé l'accord Bino et ne l'applique donc pas dans les entreprises de ses affiliés.

Cette situation pose toute la question de l'alliance entre les ouvriers et les paysans et celle de la place de la classe ouvrière dans le combat pour en finir avec la *pwofitasyon*, avec les institutions coloniales et le système

capitaliste, en particulier la question du droit de grève et de la capacité de la classe ouvrière à l'utiliser quand elle le juge nécessaire. Ainsi avons-nous vu toutes sortes de manœuvres pour éviter de poser la question franchement : faudrait-il « subordonner la lutte des classes à la lutte de libération nationale » ? Faudrait-il « subordonner la lutte des classes à l'illusoire constitution d'un capitalisme guadeloupéen » ? En aucun cas.

L'exemple de l'Afrique du Sud et de la tuerie perpétrée le 16 août 2012 par le gouvernement noir de Jacob Zuma contre les mineurs grévistes en dit long à ce sujet.

La lutte contre la *pwofitasyon* est une lutte globale contre le système capitaliste. *Pou nou, sé travayè ki dwèt bat kadans a lit a tout pèp la* (pour nous, c'est la classe ouvrière qui doit conduire la lutte du peuple en Guadeloupe). *Men pou travayè pé bat kadans la, fô owganizasyon ay' lib* (pour cela, elle doit garder son indépendance à travers ses organisations de classe).

11. LE MOT D'ORDRE DE CONSTITUANTE SOUVERAINE

C'est quoi une telle assemblée ? (*kasayé sanblé lasa* ?). C'est, sur le terrain de la démocratie politique, l'expression de la souveraineté du peuple.

Une telle Assemblée constituante ne peut naître que d'une situation de mobilisation générale, de grève générale, de type révolutionnaire, dans laquelle les travailleurs, le peuple guadeloupéen, avec ses organisations (comités de quartiers, comités dans les entreprises...), institueront de fait une situation de double pouvoir en face des assemblées politiques représentant l'Etat colonial (conseil régional, conseil général, etc.). A travers ses organisations, il appartiendra au peuple de donner un contenu définitif à la plate-forme et au programme visant à établir la souveraineté politique, sociale, économique et culturelle, c'est-à-dire les conditions pour se séparer de l'Etat français.

Nous devons construire notre propre représentation en dehors des institutions du pouvoir colonial.

Nous nous battons pour la convocation d'une telle assemblée. Et, c'est pour nous de la plus haute importance, il revient et reviendra aux travailleurs eux-mêmes de définir le mandat à confier à leurs représentants dans l'Assemblée nationale (Assemblée constituante). Sur la base de ce mandat, ces représentants seront élus à la proportionnelle intégrale des courants politiques en présence.

Leurs décisions doivent être souveraines par rapport à tout autre cadre (institutions coloniales de la France, de l'Europe...).

La situation aujourd'hui montre que la question de l'autorité politique, la question de l'Assemblée constituante (*Sanblé nasyonal a pèp Gwadeloup*), ne peut être posée concrètement que dans une situation de mobilisation générale comme celle de 2009.

La question de savoir qui, dans ces conditions, convoquera l'Assemblée nationale constituante et quelles seront les formes concrètes qu'elle prendra ne peut procéder d'un schéma « a priori », mais du cadre de la lutte elle-même.

Il convient pour nous, militants de la IV^e internationale, d'aider par l'organisation à faire mûrir la situation dans ce sens.

12. QUEL CONTENU DONNER À UNE TELLE CONSTITUANTE ?

Parmi les mesures urgentes que serait sans doute appelé à prendre un gouvernement émanant d'une Assemblée constituante véritablement souveraine :

1- Dans le cadre de l'indépendance du mouvement ouvrier, donc de ses organisations, respect des prérogatives des syndicats et, par conséquent, annulation de toutes les décisions judiciaires prises à l'encontre des militants syndicaux.

2- Droit au travail pour tous et interdiction des licenciements.

3- Plan d'insertion, de formation et de travail pour la jeunesse.

4- *On lékol pou pèp la é zanfan a péyi la, chouké adan mémwa, istwa è kilti an nou an tout fondal ay'* (une école pour ce

peuple-là et pour les enfants de ce pays-là. Et, pour graver dans la mémoire, l'histoire et la culture dans leurs fondements mêmes).

5- Droit à la santé pour tous, donc abolition des dispositions contraires prises par les autorités françaises.

6- Défense des terres agricoles, réforme agraire.

7- Arrêt de l'empoisonnement de la population (suppression de l'épandage aérien...) et dédommagement des victimes.

8- Gestion publique de l'eau.

9- Respect du protocole d'accord du 4 mars 2009 et poursuite de la négociation.

10- Respect et mise en place de l'accord Bino intégral.

11- Appel solennel aux peuples de la région Caraïbe en premier lieu, pour établir, dans le respect mutuel de la souveraineté de chaque pays, une collaboration économique loyale et des liens fraternels.

Combattant pour en finir avec le système d'exploitation et d'oppression de la propriété privée des moyens de production, pour le socialisme, il nous revient à nous, militants de la IV^e Internationale, en renforçant la section, en œuvrant à la création d'un authentique parti ouvrier indépendant en Guadeloupe, de préparer les combats futurs dont le formidable soulèvement populaire de 2009 aura été le signe avant-coureur.

**Abymes,
le 22 décembre 2012**

Résolution sur les tâches à court et moyen termes de la section de la IV^e Internationale

A) POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

En Guadeloupe, les masses populaires, s'appuyant sur les acquis du grand mouvement de 2009, poursuivent leurs mobilisations. Mais tout est fait pour semer la confusion à l'intérieur de leurs rangs, l'objectif étant de continuer à diviser les travailleurs et le peuple, à freiner leur mobilisation et donc entraver la marche vers le *déchoukaj* de la *pwofitasyon* (l'abolition de l'exploitation).

Œuvrant à la défense de la classe ouvrière et de ses organisations, les militants de la IV^e Internationale combattent pour l'aider à lutter contre ces entraves.

Pour cela et pour construire *on dot Gwadeloup* (une autre Guadeloupe), il est indispensable de disposer d'un outil, d'une organisation représentant les intérêts de la classe ouvrière et des larges masses : un parti des travailleurs.

Sachant la place du syndicat national dans la lutte de classe et dans la lutte des classes en Guadeloupe, il est indéniable que dans cette organisation, l'UGTG, se trouvent les meilleurs éléments pour la construction d'un tel parti.

Précisons : Si *Travayè é Péyizan*, fondé il y a quinze ans, le 20 janvier 1998, avec des militants de diverses tendances du mouvement ouvrier et populaire, est pour nous l'outil politique pour poser et débattre publiquement de l'exigence d'une représentation politique indépendante, d'un parti des travailleurs en Guadeloupe, *Travayè é Péyizan* ne saurait cependant en être la « préfiguration », ni le « canal obligé » de sa réalisation.

Militants de la IV^e Internationale, nous nous déclarons disposés à soutenir et parti-

ciper à tout pas en avant réel et concret dans le sens de la création d'un tel parti. En même temps que nous prenons nous-mêmes les initiatives visant à un appel de militants ouvriers de toutes tendances proposant la fondation d'un tel parti.

C'est le sens de l'appel : « *Annou bay balan pou konstwi, On owganizasyon a travayè Gwadeloup !* » (« Allons-y ! Pour construire une organisation des travailleurs de Guadeloupe ! »).

B) LA PUBLICATION RÉGULIÈRE DE TRAVAYÈ É PÉYZAN

Tribune libre de la lutte des classes, *Travayè é Péyizan* est le bulletin autour duquel s'organisent en « cercles de lecteurs-diffuseurs » les militants qui estiment aujourd'hui nécessaire et urgent de jeter les bases d'un parti des travailleurs en Guadeloupe, ou tout au moins d'en débattre publiquement.

Publié sous la responsabilité d'un « comité de rédaction de *Travayè é Péyizan* », ce bulletin, qui paraît depuis juillet-août 1999, deviendra bimestriel à compter de février 2013, dans la perspective de devenir mensuel le plus rapidement possible.

Il est entièrement autofinancé par sa vente, l'objectif assurant cet équilibre étant au départ de 150 à 200 exemplaires vendus à chaque édition.

C) DÉFENSE DE LA CLASSE OUVRIÈRE, DÉFENSE DE SES ORGANISATIONS SYNDICALES

Quelle est la situation aujourd'hui ?

Les organisations syndicales, et tout particulièrement l'UGTG, font l'objet d'une

double et constante offensive visant à les museler voire à les détruire.

D'un côté, par la répression les procès incessants, les condamnations des militants injustement inculpés, par la criminalisation de l'activité syndicale (tests génétiques), le pouvoir colonial tente par tous les moyens de terroriser les travailleurs, les syndiqués et détruire le syndicat.

De l'autre, des organisations comme le CIPPA, mouvement gauchiste opportuniste constitué par des ex-pablistes (1), et certaines organisations nationalistes à la recherche d'une troisième voie, ont tout essayé pour faire entrer l'UGTG dans l'altermondialisme.

Le combat pour la préservation de l'indépendance de l'UGTG se poursuit encore aujourd'hui face à la répression dont sont victimes les responsables de l'UGTG (voir différentes campagnes de solidarité).

Le combat contre les adeptes du régionalisme et des « syndicats des nations sans Etat » se place aussi dans ce cadre.

Les militants de la IV^e Internationale combattent pour la défense sans condition de l'UGTG et des autres syndicats ouvriers, pour l'arrêt de tous les procès visant des militants syndicaux dans l'exercice de leurs mandats, pour la levée de toutes les inculpations et de toutes les condamnations... Ils savent pouvoir compter dans ce combat sur la contribution fraternelle et militante de la section française de la IV^e Internationale et du Parti ouvrier indépendant dont elle est un courant, en direction de l'immigration antillaise en France. La tournée du secrétaire général de l'UGTG, invité par des cadres syndicaux de diverses confédérations et des personnalités du mouvement ouvrier français à l'initiative du Comité international contre la répression (Cicr), se situe dans ce cadre.

Il nous appartient sur cette base de participer à toute initiative des organisations syndicales, dans le respect de leurs prérogatives, et de les faire connaître au niveau international, notamment dans la Caraïbe.

La prochaine étape en France de cette campagne sera la deuxième délégation, à l'initiative du Cicr, auprès du ministre de la Justice, M^{me} Taubira.

D) POUR CE QUI CONCERNE L'ACTIVITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES DE LA CARAÏBE (ATPC)

Convaincus de l'indispensable unité des peuples de la Caraïbe pour la victoire de la lutte d'émancipation sociale et nationale des travailleurs et des peuples de cette région, les militants de la IV^e Internationale de Guadeloupe se battent depuis des années pour sa concrétisation. C'est dans ce combat, en liaison avec des camarades et contacts de la Caraïbe, qu'a été créée, le 13 décembre 2002 en Guadeloupe, l'ATPC.

Une place centrale doit être accordée au combat, en liaison avec l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, pour la réalisation de la journée du 1^{er} juin 2013 « pour le départ immédiat de la Minustah d'Haïti, pour le rétablissement de la pleine souveraineté du peuple haïtien ».

Il nous appartient, dans ce cadre, de nous battre pour la mise en place, avec les organisations haïtiennes, d'un comité d'organisation de cette journée. Nous nous fixons l'objectif de doubler le nombre de délégations de la Caraïbe et du continent américain à cette conférence, considérant que chacune d'elles définira les initiatives qu'elle est en mesure de prendre en fonction de la situation propre à chaque pays (rassemblements, manifestations, interpellation de gouvernements, réunions publiques, etc.).

E) RESPONSABILITÉ PARTICULIÈRE DE LA SECTION GUADELOUPÉENNE DANS LA CARAÏBE

La section guadeloupéenne a une responsabilité particulière dans la construction de la section de la IV^e Internationale en Haïti,

(1) Militants qui étaient organisés auparavant dans le « Secrétariat unifié de la IV^e Internationale », courant international se réclamant frauduleusement du trotskysme.

dans la défense des organisations ouvrières indépendantes de ce pays et dans l'aide à la réalisation de la journée du 1^{er} juin 2013.

F) CONSOLIDATION DE LA SECTION

Organisation de séminaires mensuels de renforcement jusqu'au VIII^e Congrès mondial. Il appartiendra au comité de direction de les préparer et de les réaliser.

Diffusion de *La Vérité*, organe de la IV^e Internationale (objectif : passer de 15 à 20 exemplaires vendus à chaque édition d'ici au VIII^e Congrès mondial).

Participation à la rédaction d'une brochure sur « *Le combat pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans les dernières colonies de la France : la position de la IV^e Internationale.* »

Devant une nouvelle étape du regroupement de l'avant-garde ouvrière en Europe

Par Marc Lacaze

Le « compromis » signé entre les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Bruxelles les 7 et 8 février derniers confirme, une nouvelle fois, l'impasse absolue dans laquelle ne cesse de s'enfoncer l'Union européenne.

Il met en lumière l'extrême fragilité de ses institutions, menacées à tout moment de se disloquer sous la pression contradictoire des forces qui s'exercent sur elles. Des forces dislocatrices que les partisans de l'accélération de la mise en place d'une « gouvernance supranationale » s'acharnent à dénoncer comme étant le produit de la défense égoïste par les Etats de leurs « intérêts nationaux ».

Comme si les chefs de gouvernement présents à Bruxelles — qui, en fidèles exécuteurs des diktats de la troïka (FMI, Union européenne, Banque centrale européenne), privatisent les services publics de leurs pays, détruisent leurs universités comme leurs systèmes publics de santé, encouragent (quoi qu'ils en disent) la délocalisation des industries qui formaient la base productive de leurs nations respectives et viennent de décider, en réduisant les dépenses du budget, une austérité généralisée — pouvaient prétendre se présenter comme les défenseurs des « intérêts nationaux » de leurs Etats.

Bref, à les entendre, le Britannique Cameron l'aurait emporté... La « perfide Albion » aurait réussi à imposer à ses parte-

naires le triomphe de ses intérêts nationaux, aidée trahitusement par Merkel et les Etats « vertueux » de l'Europe du Nord. Elle aurait réussi à les fédérer contre les partisans d'une politique européenne de « croissance » conduits par Hollande jouant en différé la partition de la « renégociation » du traité TSCG. A qui veut-on faire croire ce conte de fées, et dans quel but ?

**L'AVEU : “CE QUI NOUS MENACE
N'EST PAS LA DÉFIANCE
DES MARCHÉS FINANCIERS,
MAIS CELLE DES PEUPLES !”
(FRANÇOIS HOLLANDE)**

Cameron, Merkel, Hollande, Monti, Rajoy, le chef du gouvernement espagnol..., tous se savent menacés par ce même rejet qu'ils voient gagner, les uns après les autres, les couches sociales qui formaient jusqu'alors les bases politiques de leur pouvoir. Ils ne sont allés à Bruxelles qu'avec une seule et unique préoccupation. Une préoccupation qui a été parfaitement résumée, avec regret, par un modeste journal régional français (*La Presse de la Manche*) partisan de l'Union européenne. Il écrit :

« Certes, M. Cameron peut regagner Londres en clamant haut et fort que, pour la première fois, le budget de l'Union

européenne est en baisse... ce qui fera le bonheur des eurosceptiques. Certes, François Hollande a su préserver, pour l'essentiel, la politique européenne commune (PAC), notamment l'élevage... Certes, les engagements du président de la République sont maintenus quant à l'affichage... Au fond, péniblement on a bâti un budget sans se préoccuper des besoins de l'Europe pour progresser, en ne songeant, ici ou là, qu'aux considérations de politique intérieure, voire purement électorales. »

On comprend la déception des partisans intéressés de la « grande et belle idée européenne », qui doivent à tout prix se cacher à eux-mêmes et à ceux qui les écoutent la seule et véritable origine de l'impasse : l'impuissance totale de la coalition des Etats bourgeois européens à vaincre la récession indissolublement liée à la crise du système impérialiste qu'ils représentent.

Dans le discours qu'il a prononcé à Strasbourg, quelques jours seulement avant ce sommet, Hollande a dit, tout haut et sans détour, ce qui hante jour et nuit tous les chefs d'Etat du continent : « **Ce qui nous menace**, a-t-il mis en garde, *n'est pas la défiance des marchés financiers, mais celle des peuples !* »

Il a parlé pour Monti, qui craint de ne pouvoir continuer à gouverner à l'issue des élections de ce 24 février ; il a parlé pour Merkel, qui doit affronter le 22 septembre prochain le verdict des urnes ; il a parlé pour Cameron, qui sent le rejet profond qui mûrit au sein du peuple britannique et lui fait craindre un effondrement du Parti conservateur en 2014 ; il a parlé pour Rajoy, qui ne sait pas quand il sera balayé (dans une semaine ou dans un mois) par le scandale qui le frappe comme toute son équipe.

François Hollande a aussi parlé pour lui-même, il sait qu'il a pratiquement épuisé — neuf mois après son accession au pouvoir — les dernières réserves du crédit qui était le sien et qui devaient lui permettre d'entreprendre les « réformes structurelles » qu'exige de lui le capital financier.

Il leur fallait, lors de ce sommet impuissant à agir sur la crise qui disloque les bases productives de tout le continent, chercher à donner l'illusion de jouer un rôle sur l'échiquier de la grande politique

européenne et de ses « plans de long terme » (comme on dit maintenant) — un rôle dont la légitimité leur est de plus en plus dangereusement contestée dans leurs propres pays.

LEUR SEUL PROGRAMME : SAUVER LEUR PEAU...

Dans une telle situation, comment ne pas penser à la réponse faite par Léon Trotsky (certes, dans une tout autre époque) au journaliste du *Post-Dispatch* qui lui demandait, le 14 février 1940 : « *Quelle est, à votre avis, la solution pour en sortir ? Quand, comment et par qui une paix réelle peut-elle être instaurée ?* »

Trotsky répond :

*« Les plans programmés aujourd'hui seront bientôt oubliés et il en ira de même pour leurs auteurs. **Le seul programme que les classes dirigeantes maintiendront est : sauver leur propre peau.** »*

Et il ajoute :

« Le système capitaliste est engagé dans une voie sans issue. Sans une entière reconstruction du système économique à l'échelle européenne et mondiale, notre civilisation est condamnée. La lutte entre les forces aveugles et les intérêts débridés doit être remplacée par la loi de la raison, de la planification, de l'organisation consciente.

L'unification économique est pour l'Europe une question de vie ou de mort. L'accomplissement de cette tâche appartient, toutefois, non aux gouvernements actuels, mais aux masses populaires conduites par le prolétariat.

L'Europe doit devenir les Etats-Unis socialistes si elle ne veut pas devenir le tombeau de la vieille civilisation. Une Europe socialiste proclamera l'indépendance totale des colonies, établira des relations économiques amicales avec elles et, pas à pas, sans la moindre violence, par le moyen et l'exemple de la collaboration, les introduira dans une fédération socialiste mondiale (...). L'économie de l'Europe fonctionnera comme un tout. La question des frontières nationales provoquera aussi peu de difficultés qu'aujourd'hui la question des

divisions administratives à l'intérieur d'un pays. Les frontières à l'intérieur de la nouvelle Europe seront déterminées en fonction de la langue et de la culture nationale par libres décisions des populations concernées. »

“L'EUROPE DOIT DEVENIR LES ÉTATS UNIS SOCIALISTES”

Certes, quand Trotsky fait cette réponse, nous sommes à la veille de la guerre. La classe ouvrière allemande avait été écrasée par Hitler depuis sept ans, la classe ouvrière espagnole venait d'être vaincue par Franco à l'issue d'une terrible guerre civile et la classe ouvrière française, impuissante — comme l'avaient été, avant elle, les classes ouvrières allemande et espagnole — par la politique des directions staliniennes et sociales-démocrates, subissait le régime du sénile maréchal Pétain. Trotsky savait que rien ne pouvait plus empêcher la guerre et les souffrances qu'elle entraînerait pour les peuples. Il n'en traçait pas moins les grands axes autour desquels la classe ouvrière devrait inévitablement se réorganiser, car il savait que le système impérialiste fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme ne pouvait que faire renaître à une échelle inégalée les antagonismes de classes, et donc la lutte de classe. Trotsky parlait pour les générations futures.

Nous sommes indiscutablement dans une période différente de celle qui a précédé la guerre mondiale. Mais si la classe ouvrière a pris des coups (et elle en a pris), si elle a été contrainte — dans de nombreux pays en Europe — de refluer, elle n'a nulle part été écrasée. Elle a préservé partout ses capacités — en relation avec l'existence des organisations de classe qu'elle a reconstruites après la guerre et qui n'ont pas pu être intégrantées — de résister, et donc de préparer la contre-offensive.

Il s'agit d'un élément majeur pour apprécier une situation, au moment où les moyens parasitaires les plus sophistiqués mis en œuvre, tout particulièrement depuis 1971, par un impérialisme en pleine crise de décomposition pour « survivre » — si tant est que le chaos sanglant dans lequel s'enfoncé le monde peut être qualifié de

« survie » — sont en train de s'épuiser et porter à leur paroxysme toutes les contradictions explosives qui mûrissent sur tous les continents.

Cela dans un monde très différent de celui des années 1940, dans un monde où l'hégémonie incontestée de l'impérialisme américain enserré l'expression des vieilles contradictions interimpérialistes héritées de l'histoire (qui n'ont pas été totalement effacées) dans le strict cadre des exigences du maintien de « l'ordre mondial » dont il est le gardien vigilant. Un monde où les contradictions les plus fondamentales du système d'exploitation de l'homme par l'homme ne peuvent plus être contenues et resurgissent dans leur simplicité la plus fondamentale à l'échelle de continents entiers.

Peut-on, dès lors, se considérer comme fondés à reprendre à notre compte la réponse faite par Léon Trotsky au journaliste du *Post-Dispatch*, soixante-dix ans après ? Nous répondons oui.

UN CHOC IMMENSE EST EN PRÉPARATION

Un choc immense est en préparation sur le Vieux Continent, qui se prépare à répondre aux puissantes mobilisations contre l'ordre impérialiste qui se développe à nouveau en Tunisie et en Egypte.

Les premières explosions qui ont eu lieu en Europe ne sont qu'un prologue. Du côté de la classe ouvrière et des masses populaires, une énorme force est en train de chercher à se rassembler dans chacun des pays soumis à la politique de destruction de toutes les conquêtes sociales arrachées à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, politique dictée par l'Union européenne. Une énorme force est en train de chercher les moyens de dépasser les limites qui ont été imposées par leurs propres directions aux travailleurs de Grèce et d'Espagne, alors que, rassemblés à des millions à l'appel de leurs confédérations unies, ils disposaient des moyens de faire céder leurs gouvernements.

Le choc est à la dimension des exigences barbares formulées par les représentants du capital financier. Au milieu des centaines

de pages des publications patronales hystériques appelant chaque jour à oser parler le langage de Churchill, « *du sang et des larmes* », une petite chronique du journal *Les Echos* (7 février) les résume toutes. Elle est consacrée au nécessaire « redressement » de l'industrie automobile, elle donne des chiffres ahurissants. On y lit :

« General Motors repart d'un bon pied. L'entreprise descendait aux enfers depuis vingt ans avec des parts de marché aux Etats-Unis baissant de 40 % à 20 %. Le "reengineering" a fonctionné, ses chiffres doivent être connus et médités. La crise commencée à l'été 2007 entraîne des pertes de 14 et 20 milliards de dollars en 2008 et 2009. S'ensuit une remise à plat suivie de résultats : 5 milliards de dollars en 2010, 6 en 2011, 7 en 2012... Sur le terrain, les équipes et les syndicats ont fait un travail à peine croyable : le nombre de marques passé de 8 à 4, le nombre de modèles de 52 à 34, le nombre d'usines de 25 à 15, les concessionnaires de 6 000 à 3 500, les cols bleus de 48 000 à 35 000, les cols blancs de 28 000 à 25 000. Les syndicats, dans cette affaire, ont joué un rôle historique en acceptant par réalisme de renoncer à l'emploi à vie ; les salaires horaires de Detroit sont passés de 72 dollars à 49 dollars (...). Le message que nous passe l'Amérique est simple : les industriels savent faire. Mais pour que les choses arrivent, il faut en plus le réalisme syndical et le support moral des politiques. »

Il s'agit de la véritable feuille de route des patrons (qui travaillent sous le contrôle des fonds d'investissement) dans les négociations qu'ils engagent en France, que ce soit chez Renault, chez PSA, ou bien en Allemagne, chez Opel.

Une réduction immédiate de 25 % des effectifs et de 30 % des salaires... rien que cela ! C'est la situation dans laquelle se débattent déjà les travailleurs grecs, espagnols et portugais. Voilà le programme que se sont fixé d'étendre les capitalistes à toute l'Europe pour compenser la baisse des ventes provoquées, notamment sur le continent européen, par la contraction du marché, elle-même provoquée par la politique d'austérité prônée par la troïka pour rembourser les dettes publiques et privées aux fonds spéculatifs.

La restructuration, engagée par le capital financier, sous la pression des exigences de

« compétitivité » des entreprises à l'échelle mondiale, bat son plein.

Mittal restructure la sidérurgie en France, en Belgique, au Luxembourg..., se jouant des frontières des pays où sont implantées ses usines. Il impose son plan au gouvernement français, il refuse de discuter avec le Premier ministre belge, Elio Di Rupo, au Forum de Davos, et ne répond pas le 12 février à la convocation du commissaire européen à l'Industrie, au nom du refus de toute ingérence politique dans la conduite d'une entreprise privée pour « *ne pas mettre en danger les 98 000 employés du groupe* ».

A sa manière, Renault fait de même, Carlos Ghosn restructure les relations de travail dans ses usines espagnoles pour faire céder les syndicats des usines françaises et leur faire signer le « pacte de compétitivité ».

Volkswagen cherche à prendre pied au Mexique pour se rapprocher des Etats-Unis et échapper aux limites du marché européen saturé, indiquant aux travailleurs allemands qu'ils sont appelés à devenir les bases arrières d'un appareil de production visant le marché mondial et ses fluctuations.

Les jérémiades des gouvernements allemand, français, belge, espagnol, etc., ne peuvent masquer la réalité. Les multiples liens qui les relient, notamment via les commissions de l'Union européenne, aux hommes de confiance de Goldman Sachs et Cie, sont les serviteurs zélés des grands groupes capitalistes et des fonds financiers qui les dirigent. Ils sont les complices des gigantesques plans de restructuration-destruction menés au nom des exigences de la « compétitivité ».

« Le capitalisme avancé a non seulement dépassé depuis longtemps les anciennes formes de propriété, mais aussi l'Etat national », écrivait Trotsky pour inscrire la perspective des Etats unis socialistes d'Europe dans celle d'une fédération des Etats unis socialistes à l'échelle mondiale.

Et il insistait :

« L'accomplissement de cette tâche (la reconstruction du système économique, l'unification économique de l'Europe) appartient, toutefois, non aux gouvernements actuels, mais aux masses populaires, conduites par le prolétariat. »

QUAND LES CAPITALISTES EN APPELLENT AU “RÉALISME SYNDICAL”

Les militants de la IV^e Internationale ne sous-estiment pas l'obstacle que constitue, pour n'importe quel travailleur ou militant ouvrier, le sentiment d'écrasante disproportion des forces en présence devant des tâches de l'ampleur de « *l'unification économique de l'Europe (...) sous la conduite du prolétariat* ». C'est la raison pour laquelle ils s'attachent, autant qu'ils le peuvent, à faire apparaître en pleine lumière toutes les failles qui s'ouvrent dans le dispositif du camp ennemi, et surtout à rétablir le rapport des forces réel entre les classes dans la dynamique de son développement.

Le « tueur à la calculette » qui a écrit la chronique des *Echos* consacrée à General Motors (citée plus haut) nous dit plus de choses qu'il ne voulait en dire. Il affiche une grande confiance de façade, mais il se sent néanmoins obligé de conclure son réquisitoire par un appel au « réalisme syndical ».

Toute la situation est résumée dans cette expression, qui concentre les véritables rapports politiques entre les classes, en France comme dans toute l'Europe.

L'impérialisme et ses représentants savent qu'ils ne disposent nulle part en Europe aujourd'hui (avec des gouvernements de « gauche » comme de droite) des moyens d'imposer de façon durable une telle régression sans bénéficier de l'engagement à leurs côtés des principales directions syndicales.

Ils savent que les terribles conditions imposées au peuple grec comme aux peuples espagnol et portugais ne peuvent leur être imposées durablement qu'à la condition de les étendre aux autres peuples d'Europe (aux Allemands, aux Français, aux Italiens et aux Britanniques...). Ils ne se font pas d'illusions sur le caractère provisoire de la situation qu'ils ont imposée aux peuples de l'Europe du Sud. Ils sont convaincus de la totale instabilité qui y règne. Ils savent que s'ils ne réussissent pas à étendre ces conditions assez rapidement à toute l'Europe, comme une fatalité, un

retournement de situation peut s'opérer à n'importe quel moment. Ils savent que l'explosion peut venir de n'importe où.

Il leur faut faire franchir aux directions des principales organisations du mouvement ouvrier européen un pas supplémentaire dans la collaboration avec l'Union européenne. C'est l'enjeu véritable du combat qui s'engage aujourd'hui, et c'est là qu'ils vont faire exploser le dispositif.

Prenons l'exemple de l'Allemagne, le pôle de stabilité auquel veut s'accrocher toute l'Europe. Chacun connaît la puissance de la Confédération allemande des syndicats (DGB), le rôle qu'elle a joué aux côtés de Merkel pour aider le patronat allemand à traverser la crise de 2008 et l'influence qu'exerce sa direction au sein de l'appareil de la Confédération européenne des syndicats (CES). Ses dirigeants sont à la pointe du combat pour l'établissement d'un nouveau « contrat social pour l'Europe », qui aurait pour fonction de remplacer l'architecture des conquêtes sociales arrachées dans chaque pays et d'anticiper par un accompagnement social les « nécessaires restructurations » industrielles.

Ajoutons à cela le rôle joué, il n'y a pas si longtemps, par les conseillers de l'IG Metall dans les « négociations » engagées par la direction de General Motors avec celle du syndicat des travailleurs de l'automobile américains (UAW). Ils ont été invités à fournir leur « expertise » d'habitues des « relations sociales apaisées » dans le cadre de la *Mitbestimmung* (cogestion) pratiquée traditionnellement en Allemagne. Ils ont fait leur sale travail d'experts. On a vu l'usage qu'ont fait de cet « expertise » les dirigeants de l'UAW. Mais tout cela est déjà du passé. Qui pourrait, en effet, imaginer aujourd'hui que les responsables de l'IG Metall puissent faire passer en Allemagne un accord de ce type ?

L'IG Metall est une puissante organisation, la discipline qui y règne est solide. Mais lorsque, à Bochum, on a appris, en ce début février, que la direction de l'IG Metall de Hesse (le Land voisin de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie) avait déclaré qu'elle acceptait de « négocier » avec General Motors sans faire une condition du maintien de la fabrication d'automobiles dans l'usine Opel de Bochum, la direction

de l'IG Metall de l'usine a rompu la discipline pour dire publiquement qu'elle refusait ce cadre. Des délégués du conseil d'entreprise (Betriebsrat) viennent de s'adresser publiquement au président de l'IG Metall, Berthold Huber, pour lui demander de condamner ce qu'ils considèrent comme une « désolidarisation » de la part d'une instance du syndicat.

C'est sans précédent. Et cela vient d'avoir lieu dans un pays qui est cité en exemple dans toute l'Europe pour les relations qui y ont été établies entre « partenaires sociaux », notamment grâce au social-démocrate Schröder.

LA PLACE DE LA CONFÉRENCE DE TARRAGONE

Des craquements de cette nature se présentent au sein de toutes les vieilles organisations de classe dans tous les pays d'Europe où des discussions passionnées surgissent sur toutes les questions touchant à leur indépendance. L'ampleur sans précédent des renoncements que le capital exige de la classe ouvrière et qu'il veut contraindre les directions des organisations à accompagner ne peut qu'ouvrir des brèches béantes en leur sein.

Les travailleurs européens ne sont ni sourds ni aveugles, ils s'imprègnent des combats engagés ces deux dernières années en Grèce, en Espagne, au Portugal. Ils savent qu'ils y lisent leur propre avenir. Ils ont observé la puissance de la classe ouvrière entraînant, en Grèce comme en Espagne, à plusieurs reprises la majorité du peuple dans de puissantes grèves générales. Ils se sont identifiés à eux et ils ne cessent de s'interroger sur la stratégie qui leur a été imposée par des directions — inféodées à l'Union européenne — qui ont tout fait pour éviter d'aller jusqu'au bout et pour éviter de contraindre des gouvernements qui étaient à leur merci d'annuler les plans d'austérité dictés par la troïka.

Sous la pression des événements, cet échange cherche à s'installer, par-delà les frontières, au sein d'une large avant-garde de militants ouvriers confrontés aux problèmes brûlants de l'organisation d'actions

de classe qui soient à la hauteur des enjeux. En un sens, on peut dire que cette forme d'« unification » des débats et des échanges précède et prépare les grands combats qui ouvriront la voie à « l'unification économique de l'Europe » et qui culmineront dans l'instauration des États unis socialistes d'Europe sur les ruines de l'Union européenne et l'abrogation de ses traités, et leur est indissolublement reliée.

L'initiative prise par des militants ouvriers espagnols de convoquer à Tarragone, les 15, 16 et 17 mars prochains, une conférence ouvrière européenne répond à ce besoin impérieux. L'objectif assigné par ses initiateurs à cette conférence : faire en sorte que « *des délégations représentatives de différents courants du mouvement ouvrier débattent librement dans un objectif unique : contribuer de façon coordonnée, dans chacun de nos pays, à lever les obstacles qui se dressent contre la réalisation de l'unité. Pour abroger les plans assassins de l'Union européenne et ses traités ! Contre la dictature de la troïka !* »

Cette conférence s'inscrit dans une chaîne d'initiatives qui se sont succédé à un rythme accéléré cette dernière année. Du meeting européen convoqué à Paris le 3 juin 2012 par le POI à la conférence nationale de militants ouvriers allemands qui s'est tenue à Berlin le 26 janvier 2013, en passant par la conférence européenne de Cologne du 30 juin 2012, par la rencontre de Madrid du 30 novembre, la réunion d'Averiro au Portugal du 2 février, ainsi que par la conférence pour la défense de l'indépendance du mouvement ouvrier convoquée à Paris le 1^{er} décembre 2012..., des dizaines et des dizaines de militants d'origines politiques et syndicales diverses ont appris à se connaître et commencé à tisser des liens d'organisation et de confiance autour de l'objectif qui leur est commun : la réalisation de l'unité des travailleurs et des organisations pour imposer par la lutte des classes la rupture avec l'Union européenne organisatrice de tous les plans d'austérité et de destruction de pans entiers de l'économie de chacun de nos pays.

Le message adressé de Berlin le 26 janvier aux organisateurs de la conférence de Tarragone met l'accent sur la modification profonde de la situation politique en train de s'opérer en ce début 2013. Que ce soient

des militants allemands qui s'adressent à des militants espagnols pour attirer leur attention sur ce qui vient de se passer en France et dire l'espoir que ce premier pas fait naître dans toute l'Europe, est un élément politiquement majeur :

« Par la voie des médias, Berthold Huber, secrétaire général du syndicat IG Metall, a reproché aux travailleurs espagnols leur long combat sur des années pour des salaires plus élevés par lequel ils ont perdu l'avantage dans la concurrence que leur donnaient les bas coûts de production. La grève générale est du "volontarisme stupide" et ils (les travailleurs) devraient accepter "la flexibilité du marché du travail" et "plus de souplesse dans la protection contre les licenciements" de manière à améliorer la compétitivité. Tout cela selon le modèle allemand.

Chers collègues : les travailleurs espagnols doivent savoir que ces dirigeants syndicaux ne peuvent pas prétendre parler au nom des travailleurs allemands. Ces derniers ont fait avec ce "modèle allemand" les pires expériences (...). Et les travailleurs allemands ont payé cette politique par de profondes coupes dans leurs conquêtes historiques, leurs droits collectifs et leurs garanties.

Dans le pays qui est notre voisin commun, la France, le président "socialiste" Hollande voudrait imposer à son pays, sous la pression de la troïka, la politique de l'Agenda de Schröder.

Il veut lier les syndicats par un "compromis historique" dans une alliance avec le gouvernement et le patronat pour flexibiliser le marché du travail, faciliter les licenciements et le travail temporaire.

Mais les deux grandes centrales syndicales, FO et CGT, ont refusé de donner leur signature à cette alliance.

Les travailleurs et les syndicats qui combattent leur donneront raison. Et nous comme eux, nous pourrions nous appuyer sur ce refus dans nos combats pour la défense de l'indépendance de nos syndicats.

Notre conférence témoigne de l'absence d'un mouvement des travailleurs, de leurs tentatives de se saisir de leurs syndicats comme instrument d'organisation du combat contre le diktat, qui va s'aiguissant d'année en année, d'austérité, de modération salariale, de précarité et de licenciements au nom de la concurrence.

Soulignons que le combat contre la politique de l'Agenda ne peut être mené qu'en parallèle avec le combat pour la suppression des traités européens et contre la troïka qui dicte aujourd'hui une aggravation de cette politique.

Au centre de ce combat, il y a la défense de l'indépendance de nos organisations, de nos syndicats. »

Les militants de la IV^e Internationale, qui combattent dans chacun de leurs pays pour la construction de partis révolutionnaires — sous des formes qui diffèrent en relation avec les conditions politiques propres à chacun d'entre eux —, feront tout pour assurer le plein succès de cette conférence.

Convaincus de l'importance décisive qu'il y a aujourd'hui à organiser la libre et fraternelle confrontation entre militants ouvriers, ils le feront dans le respect des formes souples qu'ont choisi de donner les initiateurs au large regroupement de militants ouvriers d'appartenances politiques et syndicales diverses qu'ils organisent à Tarragone.

Pour eux, engager toutes les forces dont ils peuvent disposer dans le combat immédiat pour nourrir et renforcer tout pas en avant dans la voie de la rupture avec la politique de « pacte social » ou, en France, de « compromis historique » qui ligote les organisations de classe, c'est tirer le premier maillon de toute la chaîne qui doit leur permettre d'aider la classe ouvrière à imposer l'unité pour se rassembler sur le terrain de la lutte des classes, abroger les traités européens et ouvrir la voie à l'expropriation du capital, condition de la « reconstruction du système économique (selon) la loi de la raison, de la planification, de l'organisation consciente » : les Etats unis socialistes d'Europe.

**Marc Lacaze,
11 février 2013**

Brésil : pour la défense du PT et des droits démocratiques

Par João Alfredo Luna

Le lecteur trouvera ci-dessous l'exposé que j'ai présenté lors du débat organisé par le courant communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale) du Parti ouvrier indépendant (POI), voilà un peu plus d'un mois, sur la campagne pour la défense du Parti des travailleurs (PT) engagée par le courant O Trabalho du PT en novembre, lorsque le STF (la Cour suprême) a condamné, par l'action pénale 470, deux ex-présidents reconnus du parti, José Dirceu et José Genoino, et ordonné l'invalidation de plusieurs sièges de députés du parti.

Le fait nouveau est la décision du procureur général, lié aux juges qui contrôlent le STF, de porter plainte contre l'ancien président Lula lui-même, en le renvoyant à un juge de première instance. Jusqu'ici, cité par quelques accusateurs, Lula était encore épargné par les juges, par la direction de l'opposition réactionnaire et la plupart des médias, centrés sur les dirigeants du PT.

La décision du procureur de déposer cette plainte, non pas directement au STF mais en première instance, logique dans la législation, accorde des délais pour le procès et pour une éventuelle « négociation ». Mais c'est, à l'évidence, un pas de plus dans l'escalade en cours contre les organisations des travailleurs, qui vise leurs droits et conquêtes.

L'heure est à l'unité pour la défense des organisations, ce qui inclut leurs dirigeants, par une campagne qui pose le problème des institutions d'Etat, toutes subordonnées à l'impérialisme, institutions qui incluent le « gouvernement de coalition » du PT, qui sont des instruments contre le PT.

Dans une situation en conséquence complexe, la campagne entre dans une brèche

créée en dernier ressort par la politique américaine de reprise des positions perdues sur le continent (il serait impossible d'articuler les éléments pour l'action pénale 470 sans la main de secteurs impérialistes).

L'ambition de l'impérialisme américain, pour les besoins qui découlent de sa propre crise, est d'annexer les pays de son « jardin privé » sous la forme de l'accord du Pacifique (récemment signé par les gouvernements du Chili, du Pérou, de Colombie et du Mexique), c'est-à-dire, les pays dont les classes dominantes ont « réussi » ces dernières années à intégrer les traités de libre commerce avec les États-Unis.

Mais cette politique suppose des attaques ouvertes contre les organisations pour détruire les droits et conquêtes, ce qui, dans le cas du Brésil, exigerait de reconfigurer la politique de l'appareil du PT au gouvernement. Il ne changerait pas de nature, il est déjà un obstacle au mouvement révolutionnaire des masses, mais il devrait les affronter, y compris renverser les rares conquêtes sociales et nationales obtenues sous son gouvernement.

En ce sens, la crise ouverte aujourd'hui au Brésil rejoint la situation d'autres pays du continent où l'impérialisme avait aussi montré les dents. En réalité, il ne peut accepter la souveraineté populaire, en particulier lorsqu'il ne dispose pas de solution de rechange politico-parlementaire, ses candidats favoris perdant les élections successives.

C'est ce que nous avons vu récemment sur la question de la prise de fonction de Chavez (malade) au Venezuela.

Il y a une différence, c'est vrai, mais de degré, avec les coups d'Etat plus ou moins

« institutionnels » menés à bien au Honduras et au Paraguay, sans parler d'autres tentatives (Bolivie, Equateur...).

Au Brésil, la pression sur le PT et les partis politiques va à l'encontre de la « démocratie politique » dénoncée comme corrompue, en faveur du judiciaire qui, lui, devrait avoir le dernier mot (comme si la justice bourgeoise n'était pas corrompue).

La progression de cette « judiciarisation », qui est le fond de la prétendue « criminalisation des mouvements sociaux », nous renvoie à la défense de la souveraineté de la volonté populaire comme source du pouvoir en démocratie — parlement et présidence, élus —, ce que l'impérialisme veut écarter, en faveur de la méritocratie-aristocratie du judiciaire, bien plus servile.

Ce qui fait ressortir les institutions « démocratisées » par la Constitution de 1988, avec l'héritage de la dictature militaire (1964-1985) en son sein. Le lecteur doit savoir que, si au Brésil aucun militaire jusqu'à aujourd'hui n'a été puni pour les assassinats et les tortures, c'est aussi parce que le STF les considère protégés par la loi d'amnistie imposée par les militaires.

En réalité, la punition de ces militaires amènerait à poser la responsabilité du STF qui a fonctionné « normalement » sous la dictature, même si le gouvernement légal a été abattu, le congrès national ayant même été fermé, etc. Au Brésil, le STF n'a jamais « manqué » à l'impérialisme. Et le PT, pendant ces dix ans de gouvernement, s'est adapté à cette — et à d'autres — institution « démocratisée ».

La plate-forme que nous avons présentée au gouvernement Dilma Rousseff (et à la direction du PT), « *Une autre politique de protection de la crise pour la nation et les travailleurs* », à côté des revendications (réforme agraire, renationalisation), inclut maintenant le combat pour la démocratie sous une forme plus populaire, par la demande d'annulation de l'action pénale 470, de la régulation des médias et de la réforme de l'Etat, enfin, pour une Constituante souveraine pour ouvrir la voie aux aspirations sociales et nationales du peuple travailleur.

Et l'on peut déjà voir que l'attaque du STF, de fait, a précipité les éléments d'une crise majeure du PT qui s'accumulaient.

Elle a tendu la structure du parti de haut en bas, au point de différencier un secteur (avec des liens avec la Centrale unique des travailleurs, [CUT]) pour l'action commune dans des meetings « *pour la défense du PT et des droits démocratiques* ».

Sur le terrain du PT, ce n'est pas un hasard, une place nouvelle peut être occupée par le regroupement indépendant appelé « Dialogue pétiste » (*voir plus loin*).

Nous avons un agenda commun. C'est une action de front unique sur un ou deux points qui concernent y compris d'autres secteurs sociaux.

D'autre part, un secteur de gauchistes et d'ONG a lancé une campagne « *d'annulation de la réforme de la prévoyance* », réforme réactionnaire du premier gouvernement Lula, sous prétexte « d'achat de votes », condamné par le STF. Mais, si c'était pour rendre justice, le STF pourrait l'avoir déjà annulée. Mais comme le STF n'a prouvé aucun achat, au point qu'il s'est dispensé de preuves pour les condamnations, il ne va rien annuler non plus ! Là intervient la pétition des ONG pour, en réalité, « souscrire » à l'achat de votes que le STF n'a pas prouvé, une misérable tromperie en soutien à l'action pénale 470 !

Ces dernières semaines, il y a deux développements : d'un côté, sous l'impulsion de la CUT de Rio de Janeiro, s'est tenu un premier meeting de masses directement pour « *l'annulation de l'action pénale 470* », qui a réuni 600 travailleurs ; d'un autre côté, Lula, attaqué, la présidence du PT convoque maintenant des meetings de commémoration des « *dix ans de gouvernement démocratico-populaire* » avec la présence de Lula lui-même.

Nous n'hésitons pas à intégrer la défense de Lula contre la plainte du procureur, sur une orientation indépendante, sans la confondre avec la défense « en général » des gouvernements Lula-Dilma. Nous expliquerons que les rares conquêtes ne sont pas des cadeaux, mais le produit de la lutte de classes, ce qui inclut le PT et la CUT.

En réalité, en continuant d'avancer « *pour la défense du PT et des droits démocratiques* », nous aidons à préparer les masses et à nous préparer pour les chocs qui s'annoncent.

Exposé

“Il est évident que la question des institutions est posée au pays”

Le Brésil vit depuis le mois d'octobre une nouvelle situation. Le résultat des élections municipales a abouti au fait que le PT, pour la première fois dans des élections municipales, est le parti qui a obtenu le plus de voix. Mais il a connu une très faible progression, de 4 % environ. C'est moins que l'augmentation du corps électoral, mais dans une situation où les autres partis bourgeois traditionnels sont en train de s'effondrer.

La situation est telle que, juste après les élections, nous sommes obligés de lancer une campagne pour la défense du PT et des droits démocratiques.

C'est apparemment paradoxal. Cela fait déjà dix ans que le PT est au pouvoir. Dix ans d'accommodement institutionnel : c'est ce que l'on peut constater. Tous les espoirs révolutionnaires, espoirs fondamentaux, qui existaient, qui ont amené le PT au pouvoir, dix ans après, n'ont pas été satisfaits. Et le paradoxe, c'est que ce parti, même s'il a essayé de bien se comporter vis-à-vis des institutions, est l'objet d'une offensive brutale.

Durant cinq mois, y compris les trois mois de campagne électorale, le pays a été soumis à une offensive organisée par la Cour suprême qui a décidé de faire le procès de quelques-uns des principaux dirigeants du parti, sur la base d'accusations qui datent de sept ans. Ils ont décidé de le faire durant la campagne électorale. Des émissions en direct de la Cour suprême ont été diffusées sur toutes les chaînes de télévision, à des heures de grande écoute, pendant les « actualités ».

De plus, il y a une émission permanente organisée par une chaîne propre de la Cour suprême, et en plus, finalement, l'horaire politique électoral gratuit auquel les partis ont droit pendant la campagne électorale. Dans la législation brésilienne, tous les partis reconnus ont droit, au premier et au second tour, à un temps d'émission gratuite. Durant cette période, les partis de la droite traditionnelle ont donc fait campagne contre le PT. D'autres, prétendant alliés,

qui ont même des postes au gouvernement, ont repris cette campagne contre le PT. Les partis d'extrême gauche, le Parti socialisme et liberté (PSOL, qui regroupaient les pablistes) et le Parti socialiste des travailleurs unifié (PSTU, morénistes), qui ont aussi droit à l'antenne, ont repris, sur un ton plus fort encore : « *En prison, tout de suite !* » D'un point de vue électoral, cela n'avait pas beaucoup d'importance, mais du point de vue de l'état d'esprit des militants, cela pèse.

Les médias, qui, au Brésil comme dans d'autres pays du continent, sont privés et très concentrés, ont fait un vrai tapage, une véritable campagne d'intoxication. On comprendra plus loin pourquoi on en est arrivé là.

D'abord, c'est connu, il y a eu une diminution de la pauvreté, en général, sur le continent. Au Brésil en particulier, la pauvreté a diminué de moitié. Il y a plusieurs manières de calculer la pauvreté. Selon la méthode statistique utilisée, la pauvreté a diminué de moitié par rapport à ce qu'elle était il y a dix ans. L'augmentation des revenus est due à 58 % à l'augmentation des salaires, à 19 % aux diverses aides de la Sécurité sociale et seulement à 13 % aux divers programmes de bourses. Je fais cette remarque parce que l'idée est très répandue qu'on aurait trouvé au Brésil une formule magique, qui fait qu'en dehors de la lutte de classe, en dehors des relations capital-travail, on pourrait améliorer la vie des gens. Or c'est faux. Il y a eu une amélioration des revenus, mais c'est la lutte des classes qui l'a obtenue. Et la CUT y est pour quelque chose. Ce ne sont pas des cadeaux du gouvernement, ce sont des conquêtes sociales arrachées concernant le contrat de travail, les lois qui garantissent l'augmentation du salaire minimum, etc.

D'un autre côté, il faut dire aussi que le gouvernement n'a toujours pas fait la réforme agraire et le rythme des mesures est toujours plus ralenti. Il faut dire également que depuis huit ans, les généraux brésiliens, par décision du président Lula, sont à la

tête d'une intervention militaire de l'ONU en Haïti.

Je ne ferai pas l'examen de toute la politique, mais on peut dire que le gouvernement, dans cette situation de lutte de classes, a essayé de renégocier des relations avec l'impérialisme nord-américain, qui est l'impérialisme dominant à l'échelle du continent. D'autres pays (le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur) ont essayé eux aussi de renégocier ces relations.

Il est vrai que la situation a changé depuis 2007. Pour nous, la crise n'est pas tombée avec toute sa force, mais les conséquences arrivent petit à petit. C'est une crise mondiale. Le centre du monde, ce n'est pas l'Amérique latine ; du point de vue du capitalisme, ce sont les pays centraux qui sont le plus dans la crise. Il est évident que cinq-six ans après, la marge de manœuvre se réduit. Elle se réduit brutalement.

Il faut comprendre que pour aller jusqu'au bout au Brésil, il faut, avant tout, détruire le PT. Parce que derrière le PT, il y a la CUT, dont les relations sont connues, il y a le Mouvement des sans-terres, il y a d'autres organisations de la classe travailleuse, de la jeunesse.

Pour vous donner une idée de la pression énorme qui s'exerce depuis 2007, les Etats-Unis d'Amérique ont presque doublé leurs exportations vers le Brésil. Le Brésil est passé de la 16^e place à la 8^e pour les débouchés de marchandises américaines, le bénéfice commercial pour les Etats-Unis passant de 18 à 34 milliards de dollars.

Il y a diverses mesures pour essayer de contourner ces effets, pour chercher des débouchés secondaires, des marchés autres que les pays d'Europe, en profitant des relations avec la Chine... Mais tout cela a une limite.

Il y a un mois, le dirigeant de la Confédération nationale du commerce (patronale), supposée pourtant être bénéficiaire de l'augmentation du marché intérieur, a dit qu'aujourd'hui, augmenter le salaire minimum chaque année porterait préjudice à la compétitivité des entreprises et au commerce.

Et, en plus, ils vont essayer de réaliser des bénéfices dans la spéculation, dans la privatisation, dans d'autres affaires.

La Confédération de l'industrie (patronale) vient d'annoncer un plan de 101 mesures de déréglementation du travail. Rien d'étonnant sinon qu'il reprend des propositions concrètes faites, à l'intérieur même de la CUT, par le syndicat des métallos de Sao Bernardo do Campo, le fief de Lula, le berceau du PT et de la CUT. Propositions qui, par la discussion, ont été pour l'instant bloquées dans la CUT.

Et, comme par hasard, *The Economist*, journal anglais, l'un des porte-parole des marchés financiers, a demandé dans un article la tête du ministre de l'Economie, celui-là même qui était loué comme le génie brésilien pour avoir été capable de trouver la formule pour sauver le pays. Aujourd'hui, ils demandent sa tête. Que se passe-t-il ?

Apparemment, ce sont des choses qui n'ont pas de logique, parce qu'ils attaquent un gouvernement qui leur a permis de faire des bénéfices énormes. Mais en même temps, c'est un gouvernement qui a été obligé, face à la lutte de classes, de reculer. Aujourd'hui, ce genre d'équilibre ne peut plus être maintenu. Des gens ont expliqué que l'amélioration des conditions de vie se répandrait comme une tache d'huile jusqu'à ce que le socialisme arrive ; d'autres ont dit que le socialisme avait commencé avec le budget participatif, etc.

Rappelons-le : il y a eu la réélection de Lula, puis l'élection de sa « dauphine », Dima Rousseff ; cela fait donc dix ans de gouvernement PT. L'actuelle présidente répond à ces pressions en faisant des concessions aux marchés, au privé, en donnant en « concession » des ports, des aéroports, des chemins de fer et autres. Mais, cette politique, faite de petites concessions contrôlées, c'est en réalité « donner de la viande aux lions », parce que cela renforce le capital à l'échelle mondiale.

Et c'est comme cela qu'on arrive à cette situation paradoxale, voire bizarre. La Cour suprême a décidé qu'elle allait mettre en prison — il y a une procédure judiciaire, mais la sentence est décidée — deux anciens présidents du PT. Elle a décidé également de casser le mandat de deux parlementaires du PT et de deux autres qui n'en sont pas membres. Or la Constitution brésilienne — qui vaut ce qu'elle vaut, mais c'est écrit

noir sur blanc — édicte que c'est la Chambre des députés qui, après toute procédure judiciaire, a le privilège de casser ou non le mandat des députés.

Mais la Cour suprême a décidé. La tension est tellement montée, il y a deux semaines, que le président de la Chambre, un métallo membre du PT, a offert l'asile aux députés menacés de prison dont on voulait casser le mandat.

Imaginez un pays où les députés sont réfugiés dans le bâtiment du Congrès national à la veille de Noël ? Et c'est le parti au gouvernement. Ce n'est pas n'importe quel député enfant terrible... Non. C'est le parti du gouvernement. A ce moment, la tension est tellement montée que le président de la Cour suprême a reporté la décision. En février, la Cour reprend son travail et, normalement, elle va appliquer ce que la procédure judiciaire prévoit. Elle va exiger du Congrès qu'il procède à la destitution des députés de leur mandat.

Evidemment, si nous en sommes arrivés à cette situation, c'est parce que la direction du PT n'a pas pris de mesures pour se défendre. Ce n'est pas un détail. Durant toute la campagne électorale, alors qu'il y avait les moyens de mobilisation, le conseil de Lula et l'avis du gouvernement, selon la presse, c'était qu'il ne fallait pas rentrer dans ce jeu. Il fallait éviter la « provocation » et gagner l'élection d'abord, car, à la fin, on trouverait bien la manière de se débrouiller. Il se trouve qu'à la fin, on n'a trouvé... rien du tout ! Et les dirigeants ont été condamnés. Cela a un impact.

Les dirigeants de la CUT eux-mêmes, qui ne sont pas directement concernés, ont commencé à s'inquiéter. Ils ne sont pas idiots. Ils connaissent l'histoire. On commence par le PT, et puis il y aura la CUT et tout le reste.

Même si, à la direction du PT, c'était le président de la CUT qui a présenté la proposition de meetings de masse « *pour la défense du PT* », ce n'est pas passé, parce qu'il fallait attendre : après les élections, on verra.

O Trabalho a donc décidé de prendre ses responsabilités. Au sein du PT du Brésil, il y a une certaine liberté.

A la veille du second tour, et même avant l'élection, nous avons convoqué, avec

l'appui de dirigeants et du président de la CUT, un premier meeting qui, en réalité, était l'ouverture d'une rencontre que l'on fait chaque année, rencontre de « Dialogue pétiste ». Dialogue pétiste est un regroupement constitué sur le terrain du PT, qui se revendique des mots d'ordre de la fondation du PT, qui développe des campagnes au sein du PT dans le pays, dans la lutte de classe, qui s'associe aux activités de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. C'est un regroupement d'indépendance de classe sur le terrain du PT.

Nous avons invité quelques-uns des dirigeants menacés. A notre surprise, non seulement 500 personnes ont rempli la salle, mais il a fallu ouvrir une autre salle avec un grand écran. Plusieurs députés étaient présents. Et la tribune de ce meeting, où participaient d'autres courants politiques dont certains ne sont pas dans le PT, a décidé d'une campagne nationale de meetings pour la défense du PT et des droits démocratiques.

On peut déjà recenser huit meetings dans différentes capitales régionales qui ont rassemblé 1 500 personnes. C'est peu si l'on compare aux 300 000 qui ont voté aux dernières élections internes du PT. Mais ce sont 1 500 premiers. En effet, vu la période, en plein été, avec les universités et les écoles fermées, les professeurs en vacances, c'est un succès.

Pourquoi avons-nous décidé ces meetings ? Il s'agit de la politique de la IV^e Internationale : la défense des organisations que les travailleurs ont construites et que l'impérialisme et la bourgeoisie, dans différentes périodes, attaquent pour les détruire. Je pense que c'est une question, avec sa particularité nationale dans chaque pays, qui sera abordée au VIII^e Congrès mondial.

Je peux vous dire que ça vaut la peine. Si on avait des doutes — et il y avait des doutes, durant les dix dernières années, avec le PT au gouvernement et les problèmes dans la CUT —, il faudrait réfléchir jusqu'à quand cela peut durer. Cela ne durera pas toute l'éternité. Il y a une contradiction, le marché est en pleine dislocation, il ne peut pas supporter le développement de l'indépendance de classe. La démocratie ne peut pas être tolérée. Nous disons : défense du PT et des droits démocratiques.

Le jugement de la Cour suprême était une violation, la présomption d'innocence a été inversée : c'est l'accusé qui devait démontrer son innocence. Les témoins de la défense ont été exclus pour suspicion, et, finalement, les juges se sont dispensés de preuves selon la théorie du domaine du fait (ce qui signifie que le « chef » connaît tous les faits et, même s'il ne les connaît pas, il est légalement responsable de tout ce qui se passe). Et cela est justifié par le fait que le dictateur Videla en Argentine a été condamné selon cette théorie ! On a ainsi condamné les deux anciens députés du PT puisqu'ils étaient respectivement présidents du parti. Ce n'est pas une accusation. Et le fait que le procès soit conduit pendant la campagne électorale et suspendu après le premier tour, pour être repris à la veille du second tour, comme une horloge, est justifié comme la preuve de la totale indépendance du tribunal.

Oui, il y a eu des affaires illégales. Pas avec notre accord. Je peux dire que 99 % des militants ne sont en rien responsables de ce que fait la direction. Mais il n'y a pas de preuves dans les affaires d'accusation d'achat de votes de députés, ce qui signifierait plusieurs années de prison. Il y a la preuve qu'ils ont fait comme tous les autres partis.

La prochaine étape, c'est que n'importe quel travailleur n'aurait plus aucune garantie. Il n'y a pas besoin de preuves pour condamner, c'est une démonstration de force pour terroriser les travailleurs. Et c'est ce qui justifie le fait qu'on a investi toute notre énergie dans cette campagne.

La direction du PT s'est réunie récemment. Une nouvelle fois, elle n'a pas décidé de campagne, mais elle l'autorise. Et ce qu'elle va faire, c'est une campagne pour des réformes politiques, une réforme des institutions de la représentation politique. Elle va faire aussi une campagne pour la régulation des médias, parce que la concentration des médias au Brésil, c'est comme au Mexique, comme c'était au Venezuela...

Le problème, c'est qui va faire ces réformes ? Quel Congrès, quelle représentation souveraine du peuple va adopter des mesures, aussi timides soient-elles, de réforme de la représentation politique ou de

régulation des médias ? L'actuel Congrès ? Impossible.

Pour comprendre la distorsion institutionnelle du pays, le PT, qui a élu et réélu Lula, a désigné un candidat qui est élu aussi, mais qu'avec 17 % des suffrages et qui, même avec de nombreuses alliances pourries, n'arrive qu'à 25 %. En effet, la représentation est telle qu'un paysan du Nord de l'Amazonie vaut onze fois plus qu'un citoyen de Sao Paulo, région hautement industrielle. Cela « oblige » à faire n'importe quelle alliance pour gouverner.

Et comme si cela ne suffisait pas, le Sénat, après la dictature, a gagné des pouvoirs illimités. Il peut réviser n'importe quelle décision de la Chambre. Et là, la distorsion est encore plus grande, parce que chaque Etat, petit ou grand, a trois sénateurs de sorte que les plus petits Etats ruraux des vingt-sept Etats que compte la Fédération ont 51 % des sièges au Sénat sans même avoir le quart des électeurs.

Il est évident que cette question des institutions est posée au pays.

Dans l'agitation que l'on faisait avant pour une autre politique, on disait qu'il faudrait intervenir sur le marché des changes pour protéger la nation, qu'il faudrait renationaliser les entreprises privatisées, qu'il faudrait en finir avec la dictature de la dette. Aujourd'hui, les mots d'ordre relatifs aux institutions commencent à se populariser. C'est la tendance. La question de l'annulation du jugement de la condamnation des dirigeants se pose, et donc de qui va le faire. Non seulement un gouvernement des travailleurs digne de ce nom, mais une Assemblée constituante capable d'exprimer les aspirations de la population.

João Alfredo Luna

Afrique du Sud : après la grève des mineurs, l'impossible retour à la stabilité

Par François Forgue

Le mardi 15 janvier 2013, des arrêts de travail ont eu lieu dans la grande mine de platine de Rustenburg, en Afrique du Sud. Ces arrêts de travail spontanés survenaient cinq mois après la grande grève qui avait paralysé la production dans les mines d'or et de platine, à la suite du massacre des grévistes de Marikana.

Ce qui a provoqué ces arrêts de travail spontanés, c'est l'annonce faite par la direction de la multinationale Amplats de supprimer 14 000 emplois sur les 60 000 salariés de la firme qui produit 40 % du platine extrait à l'échelle mondiale. Le travail a repris. Pour l'heure, un mois plus tard, aucun licenciement effectif n'a eu lieu.

Le journal *Le Monde* (17 janvier) soulignait que

« L'ampleur du plan de restructuration d'Amplats, filiale à 80 % du conglomérat britannique Anglo America, pourrait déclencher une grève générale dans toutes les mines du numéro un mondial du platine (...). La compagnie veut vendre l'une de ses mines et diminuer fortement l'activité dans deux autres où les puits sont exploités à perte. »

Au sujet de cette décision de la direction d'Amplats de procéder à des licenciements massifs, le camarade Lybon Mabasa, président du Socialist Party of Azania (SOPA), écrivait :

« L'annonce faite par Anglo American Platinum de son intention de licencier 14 000 de ses employés soulève beaucoup d'inquiétude chez les travailleurs, a été dénoncée par les syndicats et suscite les critiques du gouvernement, tout premier responsable de cette situation.

Constatons que les quatre puits qui doivent être fermés sont ceux où l'on trouve une majorité de syndiqués de l'AMCU, le syndicat qui s'était placé à la tête des grèves, en opposition à la direction du NUM. On ne peut qu'y voir une contre-offensive des patrons de la mine, bien décidés à briser le militantisme des travailleurs (...).

Le gouvernement de l'ANC a réagi très fortement devant cette annonce, non pas parce qu'elle est odieuse mais surtout parce qu'il n'a pas été consulté. Le gouvernement considère qu'il aurait fallu parvenir à un accord dans la structure tripartite qu'il a mise en place, le NEDLAC (Conseil national du développement économique et du travail), où sont représentés le gouvernement, les grandes entreprises et les syndicats. En ce qui nous concerne, nous pensons que dans de tels accords, les syndicats n'ont qu'un rôle secondaire. Il est surprenant que, lorsqu'au début du mois Harmony a fait part de son intention de licencier 60 000 mineurs et de mettre en route les procédures en conformité avec le chapitre 189 de la loi sur les relations au travail, le gouvernement n'a guère protesté, tout simplement parce que la consultation avait eu lieu et que cette décision était prise dans le cadre du NDLAC (...).

Amplats se plaint que les mines de platine ne sont pas rentables à cause de la crise économique mondiale, mais l'entreprise s'est constamment battue pour faire des profits maximums en licenciant des travailleurs, comme au début de la crise mondiale de 2008, lorsqu'ils ont licencié 19 000 travailleurs, qu'ils n'ont pas réembauchés quand la conjoncture était plus favorable. L'entreprise a enregistré des gains record de 13,3 milliards

de rands fin 2011 et a versé 1,1 milliard de rands à ses actionnaires. Maintenant, ils parlent de mettre les puits à l'arrêt pour faire redémarrer leur activité lorsque les conditions du marché seront meilleures. On dit aux mineurs de vivre sur leurs — bien maigres — indemnités de licenciement.

Même la COSATU s'est engagée à se battre contre cette décision, par tous les moyens en son pouvoir, parce que cela va être un moment décisif dans le mouvement ouvrier organisé. Tous ces événements font ressortir deux choses de façon particulièrement évidente. L'une, c'est que c'est l'indépendance du mouvement syndical qui lui permettra de se défendre des attaques des patrons et du gouvernement, et l'autre, c'est de savoir qui est véritablement propriétaire des mines et où vont les masses de profits qui sont faits. C'est dans ce contexte que se trouve posé de façon tout à fait aiguë le problème de la nationalisation des mines. »

On le sait, l'industrie minière est la colonne vertébrale de l'économie sud-africaine. Elle emploie un million de travailleurs, dont 500 000 directement. Elle représente 10 % du PIB du pays ; 60 % des recettes d'exportation proviennent des mines (platine, or, diamants).

La grève, partie de Marikana, a bouleversé toutes les données de la situation politique. La nouvelle tension dans ce secteur, liée aux conséquences de la crise mondiale, signifie l'aggravation des tensions sociales et politiques dans tous les secteurs du pays.

Comme l'écrivait le camarade Lybon Mabasa dans la correspondance reproduite plus haut, « le problème de la nationalisation des mines est posé avec acuité ». Cette question est centrale parce qu'elle pose avec netteté la question de savoir à qui appartiennent les richesses du pays. Le secteur minier est totalement dominé par le capital étranger. Il est organisé autour de la multinationale géante Anglo American, qui fut aussi l'un des piliers du régime de l'apartheid. Son empire industriel est resté totalement intact.

Compte tenu de la place de l'industrie minière dans l'économie sud-africaine, c'est là un aspect central de la structure même de cette économie. Mais ce n'est malgré tout qu'une expression de la situation d'ensemble.

Les accords conclus entre la direction du mouvement national (l'ANC) et le dernier gouvernement de l'apartheid en 1994 étaient fondés sur le respect des droits de la propriété — c'est-à-dire, avant tout, des droits à la propriété privée des moyens de production, ce qui est la base même du système d'exploitation capitaliste. Mais dans le cas de l'Afrique du Sud, la classe exploiteuse était essentiellement « blanche ». La situation était définie par les différents mouvements liés au combat d'émancipation de la majorité noire comme celle d'un « capitalisme d'apartheid ». Il ne pouvait être mis fin au régime de l'apartheid qu'en s'attaquant à ses racines, c'est-à-dire aux rapports d'exploitation capitalistes.

Respecter comme sacro-sainte la propriété privée telle qu'elle avait été établie par le système d'apartheid, en ce qui concerne tous les ressorts économiques et industriels du pays comme la propriété de la terre, arrachée par la violence à la population noire et concentrée entre les mains de la minorité dominante, c'était maintenir la base sur laquelle reposait l'apartheid. Et ce, même si les institutions politiques de l'apartheid étaient abolies, que le droit de vote était étendu à l'ensemble de la population (donc à la majorité noire) et que le gouvernement qui devait surgir des premières élections était un gouvernement dont les postes essentiels étaient occupés par des responsables noirs de l'ANC.

Le résultat, c'est que vingt ans après l'effondrement du régime politique de l'apartheid, la grande majorité de la population, c'est-à-dire la population noire, est toujours exploitée par le capitalisme, dans le cadre de ce qu'on appelait le « capitalisme d'apartheid ».

Par exemple, le taux de chômage officiel est estimé à 25 % (le taux réel avoisine 40 %), mais, selon les mêmes statistiques, il frappe à 29 % la population active noire et à 6 % seulement la minorité blanche. Le taux Gini (mode international de calcul des inégalités) est, en Afrique du Sud, l'un des plus élevés du monde (0,59 %). La terre cultivable reste à plus de 80 % entre les mains de propriétaires blancs. L'éducation — dont le développement aurait été un signe de la réduction des différences entre la majorité noire et la minorité blanche — est dans une situation désastreuse (sur 144 pays classés par les organismes de l'ONU, pour

l'éducation primaire, l'Afrique du Sud arrive en 132^e position).

L'indépendance et la souveraineté de l'Afrique du Sud, inséparables du pouvoir démocratique de la majorité, la majorité noire, sont contradictoires avec le contenu des accords de 1994.

Ce sont les fondements de cet accord qui ont été ébranlés et mis en question, à l'automne 2012, par les grandes grèves dans les mines et par les multiples mobilisations ouvrières pour les salaires et contre les conditions de travail existantes, qui ont rassemblé les travailleurs des transports, les ouvriers agricoles, les employés des municipalités, les enseignants, etc. Comme le disait un sociologue sud-africain : « *C'est le contrat social de 1994 qui vient de mourir* » (1).

DÉCHIREMENTS À TOUS LES NIVEAUX

La crise qui s'étend et s'approfondit en Afrique du Sud après la grève des mineurs frappe toutes les institutions qui étaient parties prenantes de l'accord de 1994, et d'abord l'ANC elle-même. Cette dernière a tenu un congrès en décembre 2012, dans la période qui a immédiatement suivi le massacre de Marikana et la grève des mineurs. L'actuel président de l'ANC et chef du gouvernement, Jacob Zuma, a été réélu. Comme le notait la revue Afrique Asie de janvier 2013, « *démettre Zuma était impossible car cela aurait signifié pour l'ANC reconnaître son propre échec* ». Il demeure que cette élection n'a pas été triomphale. En dépit d'appels à l'unanimité, de l'absence d'une véritable opposition à l'intérieur de l'ANC, de l'appui forcené du Parti communiste sud-africain, du ralliement — non sans difficultés, nous y viendrons — de la centrale syndicale la COSATU, Zuma n'a obtenu que 75 % des mandats des 5 000 délégués présents. 25 % des votes sont allés au vice-président sortant, Kgalema Malenhe, dont la même revue dit que « *sa candidature était venue tardivement et sans réelle stratégie* ».

Il n'est pas inintéressant de noter qu'un sondage réalisé auprès d'un échantillon de 3 000 personnes — qui n'étaient pas au congrès de l'ANC — donne le résultat

inverse : 25 % pour Zuma et 75 % à son adversaire.

L'événement le plus marquant de cette 53^e Conférence de l'ANC fut l'élection au poste de vice-président de Cyril Ramaphosa. Ce dernier fut, sous le régime de l'apartheid, l'un des principaux organisateurs du syndicat des mineurs, le NUM. Il en est toujours l'un des responsables, mais il est l'un des principaux « capitalistes noirs », grand actionnaire de la multinationale minière Lonmin, détenteur d'autres positions dans de nombreuses sociétés, notamment dans la chaîne Mc Donald.

C'est à propos de Cyril Ramaphosa que le camarade Lybon Mabasa, président du Socialist Party of Azania (SOPA), écrivait :

« Lors d'une audience de la commission officielle qui enquête sur ce qui s'est passé à Marikana, a été présenté un courrier électronique signé de Cyril Ramaphosa, envoyé à la veille du massacre du 16 août aux autorités et à la police. Dans ce courrier, cet ancien responsable du syndicat et toujours responsable de l'ANC a demandé à la police, au ministre et à la multinationale elle-même d'entamer des "actions concertées" pour rétablir l'ordre contre les actes "criminels" des grévistes. Et c'est à ce moment-là que la police est arrivée, a tiré et a assassiné une quarantaine de mineurs (...). Cyril Ramaphosa est en quelque sorte le symbole d'un processus qui a amené les mineurs à perdre confiance dans ce qui était leur syndicat traditionnel, le NUM » (2).

Le choix de ce « symbole » comme vice-président de l'ANC est à la fois une provocation à l'égard non seulement des mineurs mais de tous les travailleurs engagés dans la lutte pour leurs revendications, et comme on dit, un message adressé aux grands capitalistes sud-africains et au capital financier international.

Le gouvernement de Zuma est un gouvernement de coalition tripartite entre trois « forces » organiquement associées : l'ANC elle-même, le Parti communiste sud-africain et la COSATU, la centrale syndicale. Certes, la direction du Parti communiste sud-africain a répété, dans une déclaration, que « le Parti

(1) Voir l'article « *Grève des mineurs en Azanie, un événement majeur de la lutte de classe internationale* » (*La Vérité*, n° 76, décembre 2012).

(2) *Informations ouvrières*, n° 225, 8 novembre 2012.

communiste reconnaît que la réalité sud-africaine nous oblige à travailler avec le monde des affaires ». Mais, sans rompre pour autant avec l'ANC, le président de la COSATU, Zwelinzima Vavi, a refusé d'occuper un poste dans le comité directeur de l'ANC

LA QUESTION SYNDICALE

Le soutien et la participation des sommets de la COSATU au gouvernement ont toujours été essentiels pour que celui-ci poursuive sa politique. Il demeure que la COSATU était — et est encore, malgré son affaiblissement — la principale centrale syndicale d'Afrique du Sud.

Elle a été constituée, dans les dernières années de la lutte contre le régime politique de l'apartheid, sous la houlette de la direction de l'ANC et du Parti communiste sud-africain pour « coiffer » diverses fédérations syndicales nées dans le cours même de la lutte contre l'apartheid et qui ont été la force principale aboutissant à son effondrement.

Aujourd'hui, tout particulièrement dans les mines, elle a perdu beaucoup de ses adhérents face à l'AMCU, le syndicat constitué par des mineurs venant du NUM pour défendre leurs revendications.

En août 2012, avant la grève des mineurs, Vavi avait d'ailleurs reconnu que l'émergence de syndicats scissionnistes formés par d'anciens membres de la COSATU était extrêmement préoccupante. Il assurait alors que c'était les patrons qui pouvaient en profiter et ne posait pas la question de la responsabilité de la COSATU elle-même dans ce processus. Mais au dernier congrès de la COSATU, précédant le congrès de l'ANC, il avait affirmé que de plus en plus de dirigeants de la COSATU vivaient dans un autre monde que celui des travailleurs qu'ils assuraient représenter.

Et de Cyril Ramaphosa, après son élection comme vice-président de l'ANC, il avait dit que s'il avait naguère été un dirigeant syndicaliste, « *il était aujourd'hui un capitaliste multimillionnaire et qu'il faudrait suivre avec attention ses déclarations* ».

Plus récemment encore, la revue sud-africaine City Press (février 2013) indiquait que,

dans une conférence, Vavi avait déclaré que l'indépendance de la COSATU était menacée : « *Les alliés de la COSATU doivent lui permettre d'être indépendante (...). La COSATU doit avoir sa propre identité et ne peut être le haut-parleur de ce qui a été dit dans des meetings.* »

Le quotidien sud-africain *Business Day* (8 février 2013) notait que le président de la COSATU de la région du Gauteng avait déclaré que « *l'ANC n'avait pas un chèque en blanc signé par les travailleurs pour les prochaines élections* ». Il faisait cette affirmation dans le contexte suivant : il existe en Afrique du Sud des lois limitant le droit de grève dans des services qualifiés « d'essentiels », c'est-à-dire des services dont l'interruption mettrait en danger la vie, la sécurité ou la santé de la population.

Or le gouvernement dirigé par l'ANC se préparait à placer l'enseignement dans cette catégorie, c'est-à-dire à s'attaquer au droit de grève des enseignants, en faisant référence aux nombreuses grèves déclenchées dans ce secteur. Cela a entraîné une protestation immédiate du syndicat des enseignants affilié à la COSATU, la South African Teachers Union (SADTU), s'opposant à toute remise en cause du droit de grève de cette catégorie de travailleurs et soulignant que « *nous sommes convaincus que les problèmes de classes surchargées, de violence à l'école, de manque de matériel doivent être traités. La priorité, c'est la situation des enseignants eux-mêmes. Leur donner, comme c'est le cas, une rémunération de 900 rands (90 euros) dégrade la profession.* »

A cette étape, le gouvernement a reculé. La constitution dans les luttes des travailleurs de nouveaux syndicats, comme les discussions et les conflits au sein de la COSATU répondent à la volonté de la classe ouvrière noire de s'unir pour combattre pour ses revendications. Ces combats s'inscrivent dans la longue marche du peuple noir d'Afrique du Sud pour son indépendance et sa souveraineté, c'est-à-dire pour la République noire.

François Forgeue

Le NPA, la Syrie et la "complicité des anti-impérialistes"

Par Dominique Ferré

Indiquant en quoi l'intervention impérialiste de la France au Mali est une conséquence directe de l'intervention de l'OTAN en Libye, le site de géopolitique nord-américain Foreign Policy in Focus avertit : « *Si vous pensez que l'intervention en Libye a créé des monstres, imaginez ce qui se passera si le gouvernement Assad tombe en Syrie (...)* (où) *une guerre civile oppose de plus en plus sunnites et chiïtes et s'est déjà propagée au Liban, en Turquie, en Jordanie et en Irak. A côté des réserves d'armes de la Syrie, la puissance de feu de la Libye ressemble à une collection de pétroliers et de baïonnettes.* »

C'est un fait : quoi que l'on pense du régime syrien, la véritable guerre civile déclenchée en Syrie depuis des mois, alimentée et attisée par les grandes puissances impérialistes et leurs relais dans la région (Qatar, Arabie Saoudite, gouvernement turc, Etat d'Israël), s'inscrit dans la nouvelle offensive de l'impérialisme pour décomposer les nations et écraser les peuples dont il est question dans les notes éditoriales de ce numéro de notre revue.

C'est pourquoi il est de notre devoir de dénoncer dans nos colonnes la campagne politique menée par des forces qui, se réclamant frauduleusement du combat pour le socialisme, voire de la IV^e Internationale, couvrent la politique d'ingérence des grandes puissances impérialistes en Syrie. Une couverture camouflée par le concept fallacieux de « révolution arabe », qui prétend couvrir des événements aussi contradictoires que la révolution tunisienne et l'intervention de l'OTAN en Libye.

Nous avons ainsi, dans notre précédent numéro, souligné le soutien à la prétendue Armée syrienne libre (ASL) du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA, de France). ASL que l'hebdomadaire du NPA, *Tout est à nous !*, mi-septembre 2012, présentait comme une armée « auto-organisée » et indépendante des grandes puissances impérialistes puisque, tenez-vous bien, « *les prétendues aides militaires ne proviennent que du Qatar, d'Arabie Saoudite et de la Libye* », c'est-à-dire des succursales de l'impérialisme américain dans la région ! Et le NPA de stigmatiser les « *forces dans la gauche internationale, (qui) soit se rangent derrière le prétendu "camp des Etats anti-impérialistes" soit dénoncent "une guerre civile qui prendrait en otage la population"* ».

Les faits forcent à constater que cette campagne du NPA de couverture de l'ingérence impérialiste en Syrie s'est accentuée dans les semaines qui ont suivi. Le même hebdomadaire, le 1^{er} novembre 2012, commente l'initiative prise par les pseudos « intellectuels » français Bernard-Henri Lévy et André Glucksmann et l'ex-ministre de Mitterrand puis de Sarkozy Bernard Kouchner, qui, dans une tribune du journal *Le Monde* (22 octobre 2012) titrée « *Assez de dérobades, il faut intervenir en Syrie !* », en appellent à l'OTAN pour une intervention militaire sur le modèle tristement célèbre de la Libye.

Que déclare le NPA à propos de l'appel lancé par ces personnalités (qu'il qualifie lui-même « *d'idéologues néoconservateurs et pro-impérialistes* ») ? Il déclare tranquillement : « *Tout n'est pas faux dans ce*

texte, loin de là. Ainsi ses auteurs ont-ils raison de dénoncer un régime en Syrie qui en est « venu à massacrer près de 40 000 personnes, à en enlever, torturer ou faire disparaître des milliers d'autres, à faire donner les tanks et l'aviation contre son propre peuple ». Les auteurs ont aussi raison de critiquer qu'on puisse avoir « l'impression », comme ils écrivent, « que les puissances occidentales préfèrent, tout compte fait, une Syrie livrée à la guerre civile et au chaos, et démembrée ». »

Bref... les auteurs de cet appel auraient « raison » sur une chose : l'inaction des puissances occidentales en Syrie pose problème ! Mais de qui se moque-t-on ? Tout le monde sait parfaitement que les « puissances occidentales », Etats-Unis et France en tête, sont engagées jusqu'au cou (certes pas ouvertement) dans la guerre civile en cours en Syrie. N'est-ce pas à Paris et Washington que se font et se défont les gouvernements provisoires syriens « en exil » ? N'est-ce pas par l'entremise du gouvernement turc, du Qatar et d'autres que les armes et le financement sont livrés aux uns et aux autres des « groupes armés » se revendiquant de l'ASL ?

A propos de l'appel cité, le NPA indique :

« Ils évoquent à plusieurs reprises l'idée de "livrer des armes à la révolution" en Syrie. On ne saurait pas être contre, à condition toutefois de préciser certaines conditions. Ainsi faudrait-il proposer de livrer avant tout des armes dont les rebelles puissent facilement se servir en toute autonomie, sans tomber dans le besoin d'avoir recours à des "conseillers" militaires (tels qu'ils pullulaient, de nationalité française ou britannique, en Libye en 2011). Des systèmes d'armement sophistiqués exigent parfois un personnel hyperspécialisé et créent donc une forme de dépendance extérieure. Ce n'est pas ce que demandent les rebelles syriens, qui ont avant tout besoin d'armes antichar et de missiles anti-avions pour se protéger des assauts meurtriers de l'artillerie et des avions de chasse du régime. Ces conditions étant précisées, on pourra dire : chiche ! »

Comme avec de jolis mots ces choses là sont dites ! Ce passage appelle cependant quelques commentaires. Le premier, c'est que le NPA considère donc que, sous certaines conditions, la livraison d'armes aux insurgés par les gouvernements impéria-

listes (américain, français, britannique et autres) pourrait être « progressiste » ! Le deuxième, c'est que le NPA fait mine d'ignorer que ces armes n'auraient pas encore été livrées aux groupes armés de Syrie par lesdites puissances impérialistes (directement ou via des intermédiaires turcs, qataris, saoudiens, etc.). Or il est de notoriété publique que non seulement ces livraisons d'armes ont lieu depuis fort longtemps, mais qu'elles sont surveillées directement par des agents de la CIA, basés dans le sud de la Turquie, comme l'a révélé le très officiel *New York Times*, fin juin 2012, sous prétexte d'éviter que de telles armes « ne tombent entre les mains de membres d'al-Qaïda ».

Le quotidien américain, citant des responsables américains et des membres de services arabes de renseignement, précisait alors que les armes sont achetées par la Turquie, l'Arabie Saoudite et le Qatar et acheminées à travers la frontière par un réseau de « l'opposition syrienne ». Enfin, le troisième commentaire que cette déclaration appelle, c'est que la remarque du NPA selon laquelle les « "conseillers" militaires (...) pullulaient, de nationalité française ou britannique, en Libye en 2011 » relève de la plus pure hypocrisie. En effet, tant le NPA lui-même en France que la revue pabliste *Inprecor* à l'échelle internationale, ont ouvertement soutenu l'intervention de l'OTAN en Libye (1) !

Cela étant dit, l'hebdomadaire du NPA estime nécessaire d'expliquer ensuite en quoi la revendication des Kouchner & Cie, qui écrivent : « Pourquoi l'on ne ferait pas pour la Syrie ce qui avait été fait pour la Libye ? », n'est — pour reprendre les termes exacts utilisés par l'organe du NPA — « pas une solution réaliste, souhaitable et soutenable ».

Pour le NPA, une intervention impérialiste de l'OTAN en Syrie n'est pas « souhaitable », premier argument, d'abord parce qu'elle n'est pas « réaliste » ! Et le NPA de déclarer : « Ces puissances (impérialistes — NDR) elles-mêmes ne considèrent pas

(1) On lira à ce sujet, citations à l'appui, l'article intitulé : « Une revue qui soutient l'intervention de l'OTAN en Libye : Inprecor », dans le numéro 74 de *La Vérité*.

que leurs intérêts bien calculés doivent les y conduire. » Demander une intervention étrangère des puissances impérialistes n'est pas « réaliste » parce que ces gouvernements impérialistes n'auraient pas l'intention d'intervenir (2) !

Cet argument stupéfiant est repris sous une autre forme dans la revue du NPA, *Tout est à nous !* (septembre 2012), qui donne la parole à un représentant de la « gauche révolutionnaire » syrienne se revendiquant de l'Armée syrienne libre (ASL) et déclare : « *Les groupes armés devraient servir uniquement les objectifs du mouvement populaire et de la révolution, non ceux de pouvoirs étrangers.* » L'utilisation du conditionnel indiquant donc que, selon cet individu, les groupes armés (l'ASL) servent bien les objectifs de « pouvoirs étrangers ». Il ajoute : « *Nous nous opposons aux appels de certains groupes armés à une intervention militaire étrangère, et leur disons que de tels appels sont de toute façon vains car ils ne changeront rien au fait qu'aucun pouvoir extérieur ne veut une intervention militaire.* » Donc si les « pouvoirs extérieurs » se prononçaient ouvertement pour une intervention militaire... il serait légitime de la soutenir ?

Deuxième argument : « *La comparaison avec la Libye est (...) très fautive parce que les données ne sont pas les mêmes. La Libye étant un pays militairement faible, faiblement peuplé — le nombre d'habitants de la Syrie est cinq fois supérieur, le prolétariat immigré en Libye excepté —, n'ayant que deux grands centres urbains et une population relativement "homogène" sur le plan confessionnel. Une intervention extérieure en Syrie, pays nettement plus densément peuplé, société multiconfessionnelle et multiethnique, risque de produire des conséquences très différentes.* » Au nom de ces raisons géographiques et « ethnologiques », on justifie au passage l'intervention de l'OTAN en Libye, tout en déclarant qu'elle n'est pas « souhaitable » en Syrie !

C'est au nom de ces arguments de principe que le NPA s'est engagé dans une véritable croisade contre ce qu'il appelle lui-même... les « anti-impérialistes » !

Son hebdomadaire (13 décembre 2012) cloue au pilori « une partie de la gauche » qui, « en se lamentant sur le fantasme d'une

récupération de la révolution par la contre-révolution, ou en brandissant la menace d'une imminente intervention militaire, justifie sa passivité ou sa complicité avec une dictature bourgeoise sanguinaire, et associe la lâcheté morale à l'aveuglement politique ».

« Lâches, aveugles, passifs et complices » tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier, refusent de céder aux sirènes des « interventions humanitaires » de l'impérialisme !

Sous le titre vengeur : « *Syrie : quand des "anti-impérialistes" rejettent la révolution* », la revue *Tout est à nous !* (novembre 2012) du NPA fustige ainsi les « nombreux "anti-impérialistes" qui soit soutiennent le régime des Assad, soit se réfugient dans la neutralité ».

Qui sont donc ces honteux anti-impérialistes qui refusent l'aide de Washington et Paris aux « révolutionnaires » syriens ? « *En Europe, des partis, des intellectuels réputés anti-impérialistes et combattants de l'autodétermination des peuples* » et même « *certaines parties de gauche du Maghreb et du Moyen-Orient, engagés dans le mouvement global de remise en cause des régimes oppresseurs, de l'impérialisme et du néolibéralisme se fourvoient* ».

Que reproche le NPA à ces forces politiques d'Europe et du Maghreb qui refusent l'ingérence impérialiste dans les affaires internes des peuples ? « *Il est obscène de focaliser l'attention sur les manœuvres occidentales ou les infiltrations islamistes sous contrôle saoudien ou qatari (les fameux "terroristes")*. Evidemment, ces manœuvres existent et représentent un dan-

(2) Certes, nous dira-t-on, mais le NPA a pris position « pour le retrait des troupes françaises » du Mali. Absolument, et nul ne peut le nier. Notons cependant que pour le NPA, l'intervention française au Mali n'a rien à voir avec la politique de dislocation des nations menée sous l'égide de l'impérialisme américain et mise en œuvre par ses supplétifs français et autres. Pour le NPA, l'intervention au Mali, c'est la « Françafrique », c'est-à-dire la poursuite des guerres néocoloniales « classiques ». C'est dans ces conditions que le NPA appela, le 2 février 2013, à Paris à un rassemblement symbolique de protestation contre l'intervention militaire française... devant le siège de la compagnie minière française Areva (qui exploite des gisements d'uranium au Niger).

ger. Mais tous les témoignages s'accordent à dire que la présence islamiste est encore très minoritaire. »

« Obscènes », ceux qui mettent en garde contre les menaces de faire subir à la Syrie le sort tragique de l'Afghanistan, de l'Irak, du Soudan, du Mali (3) ?

Partie prenante des initiatives de front uni contre la politique impérialiste de dislocation des nations, notre revue poursuivra inlassablement la tâche indispensable de combattre tous ceux qui, au nom du socialisme et d'une frauduleuse référence au trotskysme, couvrent l'offensive permanente contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Dominique Ferré

(3) Ce soutien ouvert à la politique impérialiste se limite-t-il au domaine des guerres contre les peuples ? Le dernier numéro de la revue *Inprecor* (revue du

secrétariat unifié pabliste, courant auquel se rattache la majeure partie du NPA en France) montre que ce soutien est tout aussi réel pour ce qui concerne la « guerre contre les travailleurs » menée par la troïka sur le continent européen. *Inprecor* revient ainsi sur le récent vote du budget d'austérité 2013, dicté par l'Union européenne et proposé au Parlement danois par le gouvernement du parti social-démocrate. Ce budget limite notamment la durée du paiement des allocations chômage et met en œuvre des coupes dans les budgets de plusieurs ministères, comme dans tous les pays de l'Union européenne. Or ce budget a été voté avec les voix des quatre députés de l'Alliance rouge-verte/Enhedslisten (Liste d'unité), une coalition dont l'organisation pabliste danoise SAP est partie prenante. L'article d'*Inprecor* critique le vote du budget. Et il ajoute au passage dans une note de bas de page que « les députés d'Enhedslisten, membres du SAP, ont appliqué au Parlement la décision majoritaire de la direction nationale de l'Alliance rouge-verte, tout en étant en désaccord avec elle, par respect pour les règles de fonctionnement du nouveau parti ». On apprend donc, au passage, que sur les quatre députés de l'Alliance rouge-verte, deux députés pablistes ont voté en faveur du budget d'austérité du gouvernement social-démocrate, mais que, bien entendu, dicit *Inprecor*, ils ne sont pas d'accord avec et l'ont juste fait « par respect des règles » de fonctionnement du nouveau parti.

Lire Marx aujourd'hui : présentation d'une bibliographie chronologique commentée

Par Henry Halphen

Dans *La Vérité*, n° 76, nous avons publié la « brève notice biographique comportant un exposé sur le marxisme » écrite par Lénine en 1913 (il y a juste cent ans) pour le dictionnaire Granat. En mai 1918, au lendemain de la révolution russe d'octobre 1917, Lénine l'édite sous la forme d'une brochure sous le titre « *Karl Marx* ». Il fait suivre cet article d'une bibliographie des ouvrages de Marx disponibles en russe pour les lecteurs de l'époque. Nous avons voulu reprendre dans cet article sa méthode et présenter de manière chronologique les différents ouvrages de Marx, en les faisant suivre d'une courte appréciation et, souvent, d'une citation.

Une remarque préalable : les œuvres et la correspondance de Marx n'ont pas encore fait jusqu'à présent l'objet d'une édition complète. C'est en allemand (langue d'écriture de Marx) que l'édition est la plus conséquente. En effet, en 1927, l'Institut Marx-Engels de Moscou avait entrepris la publication des œuvres complètes sous le sigle de la MEGA (Marx-Engels Gesamtausgabe). En 1935, Staline en stoppa la publication : quinze ouvrages étaient alors publiés. Cette entreprise fut reprise par la suite, sous l'égide d'une équipe de RDA gérant les droits acquis de ce fonds, et qui conservait les documents originaux de Marx et d'Engels. Aujourd'hui, une soixantaine de tomes de la MEGA sont

disponibles sur 100 à 110 ouvrages que devrait comporter l'édition finale lorsqu'elle sera achevée. En France, les Editions sociales ont été à l'initiative ces dernières années de la création d'une association intitulée Grande Edition de Marx et d'Engels (GEME) qui gère le fonds initial des Editions sociales-Editions du progrès (Moscou) aujourd'hui disparues. La SARL La Disputes Editions sociales (LD-ES) assure actuellement cette gestion. Comme l'indique l'un de ses responsables dans un texte de présentation de la GEME : « *Cette maison détient l'atout essentiel d'être l'héritier légal et propriétaire du fonds Marx-Engels des Editions sociales aujourd'hui disparues.* » Précisons enfin que la Société d'éditions et de librairie *Informations ouvrières* (SELIO) a eu l'occasion d'acquérir un fonds important des œuvres de Marx et d'Engels, et ainsi de mettre à la disposition des militants dans sa librairie la presque totalité des ouvrages disponibles en français. Le Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux (Cermtri) a quant à lui dans ses fonds d'archives de très nombreux ouvrages de Marx et d'Engels dans de très nombreuses langues, et qui sont disponibles à la consultation de ses membres. Le site Internet www.marxists.org publie dans un nombre important de langues (une cinquantaine) les différents textes de Marx et d'Engels (dont d'ailleurs les citations ci-dessous sont toutes extraites).

● **1841** : année de la thèse de Marx sur la philosophie d'Epicure (qui figure pour la première fois dans *Œuvres littéraires posthumes* dans l'édition réalisée par Frantz Mehring en 1902). On la retrouve dans les textes choisis *Sur la Religion* publiés par les Editions sociales en 1968. Dans la préface à la thèse de doctorat « *Différence entre la philosophie de Démocrite et celle d'Epicure* », il s'explique sur l'intérêt de ce travail universitaire. « *Dans cette thèse, Marx exprime un point de vue encore tout imprégné d'idéalisme hégélien* », dira Lénine en 1913.

● **1842** : publication des articles dans la *Gazette Rhénane* (de Cologne), en particulier une critique des débats au sixième Landtag rhénan sur la liberté de la presse, un article sur les lois réprimant les vols de bois, puis un autre où il prend parti en faveur d'une politique dégagée de la théologie, etc. C'est ici que l'on voit Marx passer de l'idéalisme au matérialisme, et du démocratisme révolutionnaire au communisme.

● **1844** : paraissent à Paris les *Annales franco-allemandes*, publiées sous la direction de Marx et d'Arnold Ruge, où cette évolution s'accomplit définitivement.

Les articles ci-après de Marx sont particulièrement importants :

— *L'Introduction à la Critique de la philosophie du droit de Hegel* (rédigé en 1843). Il écrit :

« *Le fondement de la critique irréligieuse est celui-ci : l'homme fait la religion, ce n'est pas la religion qui fait l'homme. La religion est en réalité la conscience et le sentiment propre de l'homme qui, ou bien ne s'est pas encore trouvé, ou bien s'est déjà perdu. Mais l'homme n'est pas abstrait, extérieur au monde réel. L'homme, c'est le monde de l'homme, l'Etat, la société. Cet Etat, cette société produisent la religion, une conscience erronée du monde, parce qu'ils constituent eux-mêmes un monde faux. (...) La lutte contre la religion est donc par ricochet contre ce monde, dont la religion est l'arôme spirituel.* »

Et il explique un peu plus loin :

« *Il est évident que l'arme de la critique ne saurait remplacer la critique des armes, la force matérielle ne peut être abattue que par la force matérielle, mais la théorie se change, elle aussi en force matérielle, dès qu'elle pénètre les masses.* »

- *La Question juive* (1843) : en cinquante pages, Marx donne son point de vue sur le problème de l'émancipation des juifs et répond à l'un de ses anciens maîtres, Bruno Bauer, qui lui a enseigné la théologie à Berlin dans les années 1836-1840. Il aborde la question de la ségrégation des juifs et leur émancipation humaine.

● **1845** : Marx et Engels publient conjointement (à Francfort-sur-le-Main) et pour la première fois une brochure : *La Sainte Famille, contre Bruno Bauer et Cie*. Comme le titre le signale, il s'agit d'un ouvrage polémique contre les frères Bauer qui éditent alors une revue, *Gazette littéraire universelle*. Le titre initial (qui sera abandonné) s'inspire de la démarche de Marx que nous avons signalée plus haut puisqu'il était : « *Critique de la Critique critique contre Bruno Bauer et consorts* ». Lénine dira à propos de ce livre polémique qu'il est l'occasion pour Marx et Engels « *de régler (leurs) comptes avec (leur) conscience philosophique d'autrefois* » (Lénine, *Œuvres philosophiques*, p. 34). C'est en effet dans cet ouvrage que Marx et Engels rompent avec Hegel et commencent à élaborer les principes du matérialisme historique. Cette démarche sera saluée ainsi par Lénine :

« *Marx quitte ici la philosophie hégélienne et s'engage sur le chemin du socialisme. Cette évolution est évidente. On voit ce que Marx a déjà acquis et comment il passe à un nouveau cercle d'idées* » (Lénine, *Les cahiers philosophiques*, p. 16).

Mais Marx va insister sur l'importance dans les transformations sociales de l'**action pratique des hommes**. On trouve par exemple dans *La Sainte Famille* le passage suivant :

« *Des idées ne peuvent jamais mener au-delà d'un ancien état du monde, elles ne peuvent jamais mener au-delà des idées de l'ancien état des choses. Généralement parlant, des idées ne peuvent rien mener à bonne fin. Pour mener à bonne fin des idées, il faut des hommes qui mettent en jeu une forme pratique* » (*La Sainte Famille*, chapitre VI, p. 116).

La polémique contre les frères Bauer est pour Marx et Engels l'occasion de digressions et d'exposés qui touchent de très nombreux domaines comme l'histoire, la philosophie, la sociologie, la religion. Ils en profitent pour s'expliquer, sur la base des faits.

● **1844-1845** : Marx rédige les *Manuscrits* de 1844. Il s'agit de trois manuscrits, considérés comme des ébauches, des documents de travail. Marx y aborde la question de l'aliénation, et aussi, pour la première fois, celle de la valeur d'usage de la marchandise.

● **1845** : Marx et Engels rédigent *L'Idéologie allemande* qu'ils ne parviennent pas à faire éditer. Ce n'est qu'en 1932, que David Riazanov, via l'Institut Marx-Engels de Moscou, le publia pour la première fois. Ils abordent notamment la question de la division du travail ainsi :

« En effet, dès l'instant où le travail commence à être réparti, chacun a une sphère d'activité exclusive et déterminée qui lui est imposée et dont il ne peut sortir ; il est chasseur, pêcheur ou berger ou critique, et il doit le demeurer s'il ne veut pas perdre ses moyens d'existence ; tandis que dans la société communiste, où chacun n'a pas une sphère d'activité exclusive, mais peut se perfectionner dans la branche qui lui plaît, la société réglemente la production générale ce qui crée pour moi la possibilité de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de pratiquer l'élevage le soir, de faire de la critique après le repas, selon mon bon plaisir, sans jamais devenir chasseur, pêcheur ou critique. »

● **1845** : Marx publie les *Thèses sur Feuerbach* (en appendice à la brochure d'Engels : *Ludwig Feuerbach*). Il s'agit de onze thèses, dont la 11^e est considérée comme une référence : « *Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, mais ce qui importe c'est de le transformer.* » Cette thèse est considérée à juste titre comme la marque d'une rupture par rapport à l'idéalisme, et aussi d'une délimitation nette du combat politique qu'il s'agit d'organiser. Au centre, la construction d'un parti politique indépendant pour mener à bien cette tâche.

● **1847** : Marx prononce un discours consécutif à l'échec de l'insurrection polonaise de 1846 : « *Discours sur le parti chartiste, l'Allemagne et la Pologne* ». Il explique les tâches du prolétariat anglais, en lien avec cette insurrection.

« De tous les pays, l'Angleterre est celui où l'antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie est le plus développé. La victoire des prolétaires anglais sur la

bourgeoisie anglaise sera décisive pour la victoire de tous les opprimés sur leurs oppresseurs. C'est pourquoi la Pologne n'est pas à émanciper en Pologne, mais en Angleterre. C'est pourquoi vous, les chartistes, vous n'avez pas à formuler de vœux pieux pour la libération des nations : renversez vos propres ennemis à l'intérieur, et vous pouvez avoir la fière conscience d'avoir défait toute la vieille société. »

● **1847** : Marx publie à Paris un ouvrage fondamental contre Proudhon : *Misère de la philosophie*. C'est une « réponse » au livre de Proudhon, *Philosophie de la misère*. C'est une polémique acérée contre les conceptions du socialisme utopique. Il est considéré comme un ouvrage fondateur du marxisme. Dans la préface, Engels parle de « rupture irréparable » entre Marx et Proudhon. En février 1865, Marx reviendra sur son appréciation et la maintiendra de la manière suivante :

« Quelque dur que paraisse ce jugement, je suis obligé de le maintenir encore aujourd'hui, mot pour mot. Mais il importe de ne pas oublier qu'au moment où je déclarai et prouvai théoriquement que le livre de Proudhon n'était que le code du socialisme des petits-bourgeois, ce même Proudhon fut anathématisé comme ultra et archi-révolutionnaire à la fois par des économistes et des socialistes. C'est pourquoi plus tard je n'ai jamais mêlé ma voix à ceux qui jetaient les hauts cris sur sa "trahison" de la révolution. Ce n'était pas sa faute si, mal compris à l'origine par d'autres comme par lui-même, il n'a pas répondu à des espérances que rien ne justifiait. »

● **1847** : Marx prononce plusieurs conférences devant l'Association des ouvriers allemands de Bruxelles. Elles seront publiées sous la forme d'articles dans la *Neue Rheinische Zeitung*. Elles seront connues par la suite sous le titre de *Travail salarié et capital*. C'est notamment dans ce texte que Marx explique que c'est la force de travail (et non le travail) que l'ouvrier vend au capitaliste. Il considère cette rectification comme essentielle, et y reviendra à de nombreuses reprises.

● **1847** : Marx et Engels rédigent *les statuts de la Ligue des communistes*. Il s'agit des statuts de la première organisation communiste. On peut citer son article 1 : « *Le but de la Ligue est le renversement de la bour-*

geoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille société bourgeoise, fondée sur les antagonismes de classe, et l'instauration d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée. »

● **1847** : c'est l'un des ouvrages clés de Marx et d'Engels publié à Londres : le *Manifeste du Parti communiste*. Lénine le présente ainsi :

« Cet ouvrage expose avec une clarté et une vigueur remarquable la nouvelle conception du monde, le matérialisme conséquent étendu à la vie sociale, la dialectique, science la plus vaste et la plus profonde de l'évolution, la théorie de la lutte des classes et du rôle révolutionnaire dévolu dans l'histoire mondiale au prolétariat, créateur d'une nouvelle société, la société communiste. »

Nous pouvons compléter cette courte présentation en citant l'une des sept préfaces réalisées par Marx et/ou Engels pour les différentes éditions, celle réalisée pour l'édition allemande de 1883, par Engels :

« L'idée fondamentale et directrice du Manifeste, à savoir que la production économique et la structure sociale qui en résulte nécessairement forment, à chaque époque historique, la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque ; que par suite (depuis la dissolution de la propriété commune du sol des temps primitifs), toute l'histoire a été une histoire de luttes de classes, de luttes entre classes exploitées et classes exploitantes, entre classes dominées et classes dominantes, aux différentes étapes de leur développement social ; mais que cette lutte a actuellement atteint une étape où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus se libérer de la classe qui l'exploite et l'opprime (la bourgeoisie), sans libérer en même temps et à tout jamais la société entière de l'exploitation, de l'oppression et des luttes de classes ; cette idée maîtresse appartient uniquement et exclusivement à Marx. Je l'ai souvent déclaré, mais il faut maintenant que cette déclaration figure aussi en tête du Manifeste. »

La seconde partie du *Manifeste*, intitulée : « *Prolétaires et communistes* », commence par une formulation particulièrement éclairante, et qui reste une référence :

« Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires ? Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis

ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier. Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points :

1. *Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat.*

2. *Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité. Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien. Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux. L'abolition des rapports de propriété qui ont existé jusqu'ici n'est pas le caractère distinctif du communisme. Le régime de la propriété a subi de continus changements, de continuelles transformations historiques. La Révolution française, par exemple, a aboli la propriété féodale au profit de la propriété bourgeoise. Ce qui caractérise le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise. Or la propriété privée d'aujourd'hui, la propriété bourgeoise, est la dernière et la plus parfaite expression du mode production et d'appropriation basé sur des antagonismes de classes, sur l'exploitation des uns par les autres. En ce sens, les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée. »*

● **1848** : publication à Bruxelles du *Discours sur la question du libre-échange*. Il s'agit du discours prononcé en séance publique de l'Association démocratique de

Bruxelles, le 7 janvier 1848. Là aussi, Marx fait un sort aux idées reçues dominantes et décide de s'expliquer sur cette prétendue « liberté » des échanges.

« Pour nous résumer : dans l'état actuel de la société, qu'est-ce donc que le libre-échange ? C'est la liberté du capital. Quand vous aurez fait tomber les quelques entraves nationales qui enchaînent encore la marche du capital, vous n'aurez fait qu'en affranchir entièrement l'action. Tant que vous laissez subsister le rapport du travail salarié au capital, l'échange des marchandises entre elles aura beau se faire dans les conditions les plus favorables, il y aura toujours une classe qui exploitera, et une classe qui sera exploitée. On a véritablement de la peine à comprendre la prétention des libre-échangistes, qui s'imaginent que l'emploi plus avantageux du capital fera disparaître l'antagonisme entre les capitalistes industriels et les travailleurs salariés. Tout au contraire, tout ce qui en résultera, c'est que l'opposition de ces deux classes se dessinera plus nettement encore.

Admettez un instant qu'il n'y ait plus de lois céréales, plus de douane, plus d'octroi, enfin que toutes les circonstances accidentelles, auxquelles l'ouvrier peut encore s'en prendre, comme étant les causes de sa situation misérable, aient entièrement disparu, et vous aurez déchiré autant de voiles qui dérobaient à ses yeux son véritable ennemi.

Il verra que le capital devenu libre ne le rend pas moins esclave que le capital vexé par les douanes.

Messieurs, ne vous en laissez pas imposer par le mot abstrait de liberté. Liberté de qui ? Ce n'est pas la liberté d'un simple individu, en présence d'un autre individu. C'est la liberté qu'a le capital d'écraser le travailleur.

Mais en général, de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange.»

● **1^{er} juin 1848 au 19 mai 1849** : parution à Cologne de *La Nouvelle Gazette rhénane*, dont Marx est le rédacteur principal. Il donnera de nombreux articles à ce journal,

durant cette période qui s'ouvre avec la révolution de 1848 dans toute l'Europe. Parmi eux : *Travail salarié et capital, Les libéraux au pouvoir*. En 1849, Marx publia à Cologne *Deux procès politiques* (deux discours prononcés par Marx pour sa défense devant la cour d'assises, qui devait l'acquitter alors qu'il était accusé d'avoir transgressé les lois sur la presse et lancé un appel à la résistance armée contre le gouvernement). En 1850, Marx fit paraître à Hambourg six numéros de la revue *Nouvelle Gazette rhénane*. Ceux qu'Engels réédita en 1895 sont particulièrement remarquables, sous le titre *Les luttes de classes en France de 1848 à 1850*.

● **1850** : Marx et Engels rédigent l'*Adresse du comité central à la Ligue des communistes*. Dans ce texte crucial, ils expliquent la nécessité pour le prolétariat de s'organiser par lui-même. L'adresse se termine en se référant aux ouvriers allemands :

« Mais ils contribueront eux-mêmes à leur victoire définitive bien plus par le fait qu'ils prendront conscience de leurs intérêts de classe, se poseront dès que possible en parti indépendant et ne se laisseront pas un instant détourner — par les phrases hypocrites des petits bourgeois démocratiques — de l'organisation autonome du parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être : la révolution en permanence ! »

En mettant au centre l'indépendance politique du parti ouvrier en construction, Marx souligne la nature des tâches politiques à organiser. Par ailleurs, on peut remarquer que cette formule « la révolution en permanence » va être reprise par Trotsky dans son ouvrage de 1929, *La Révolution permanente*, avec le contenu qu'on lui connaît.

● **1850** : rédaction par Marx et Engels des *Statuts de la société universelle des communistes révolutionnaires* (six articles). L'intérêt de ce court texte est multiple, mais l'essentiel, c'est la volonté de Marx de parvenir à une ébauche d'organisation commune entre différents courants du mouvement ouvrier : les blanquistes français, les chartistes britanniques, les communistes allemands. Les bases de la démarche de la I^{re} Internationale sont posées.

● **1850** : rédaction d'articles rassemblés sous le titre : « *Les Luttes de classes en France* ». En 1848, le prolétariat apparaît dans l'histoire en tant que force indépendante. Marx en tire les leçons dans ces

articles parus dans la revue *Neue Rheinische Zeitung*. Engels les publia après la mort de Marx en 1895. Dans la préface il indique :

« Le présent ouvrage de Marx fut sa première tentative d'explication d'un fragment d'histoire contemporaine à l'aide de sa conception matérialiste, et en partant des données économiques qu'impliquait la situation.

Dans le Manifeste communiste, la théorie avait été employée pour faire une vaste esquisse de toute l'histoire moderne, dans les articles de Marx et de moi qu'avait publiés la *Neue Rheinische Zeitung*, nous l'avions utilisée pour interpréter les événements politiques du moment. »

● **1852** : parution à New York de la brochure de Marx *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Dans cet ouvrage, Marx explique comment la lutte des classes en France créa des circonstances étranges, et une situation telle qu'elle permit à un personnage médiocre et grotesque (Louis Bonaparte) de faire figure de héros ! Un ouvrage documenté, particulièrement percutant. Une analyse sur une situation politique « confuse », que Marx parvient à rendre parfaitement claire et saisissable.

● **1851 à 1862** : Marx collabore régulièrement au journal *The New York Tribune*, où plusieurs de ses articles parurent en éditoriaux, sans sa signature. Parmi ses nombreux articles : *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, réédités après la mort de Marx et d'Engels. Certains des articles de Marx publiés dans *The New York Tribune* sont édités à Londres en brochure, par exemple l'article sur Palmerston en 1856 : *Révélation sur l'histoire diplomatique du XVIII^e siècle* (sur la dépendance permanente et intéressée des ministres du parti libéral anglais à l'égard de la Russie).

Après la mort de Marx, sa fille Eleanor Aveling publie une série de ses articles de *The New York Tribune* sur la question de l'Orient, sous le titre : *The Eastern Question*, London, 1897.

A partir de la fin de 1854 et pendant toute l'année 1855, Marx collabore au journal *Neue Oder Zeitung* et, en 1861-1862, au journal viennois *Presse*. L'intérêt de ces articles est de suivre l'expression politique de Marx au quotidien, commentant et intervenant dans la vie politique.

● **1857** : parution à Berlin de l'ouvrage de Marx : *Contribution à la critique de l'économie politique*. Il s'agit là d'une première étude préfigurant la *Critique de l'économie politique*, publiée dix-huit mois plus tard. Ces textes seront rassemblés sous le titre *Manuscrits de 1857-1858 dits « Grundrisse »*.

● **1858** : Marx rédige pour une encyclopédie (*New American Cyclopedia*) trois articles sur Abd El Kader, Bugeaud, l'Algérie. Ils ne seront publiés en français qu'en 1964.

● **1859** : rédaction de *Critique de l'économie politique*. Dans la préface, Marx porte l'appréciation suivante :

« Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors.

De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure.

Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel — qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse — des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout. Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi ; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production. Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société.

C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir. A grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques progressives de la formation sociale économique. Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme contradictoire du processus de production sociale, contradictoire non pas dans le sens d'une contradiction individuelle, mais d'une contradiction qui naît des conditions d'existence sociale des individus ; cependant les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre cette contradiction. Avec cette formation sociale s'achève donc la préhistoire de la société humaine. »

● **1864** : parution à Londres de l'Adresse de l'Association internationale des travailleurs, rédigée par Marx. C'est à la suite d'un meeting internationaliste de solidarité avec la Pologne tenu à Londres que la décision sera prise de fonder la 1^{ère} Internationale. Marx sera alors chargé d'en élaborer le Manifeste.

« La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière. Elle semble l'avoir compris, car en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France, on a vu renaître en même temps ces aspirations communes, et en même temps aussi des efforts ont été faits pour réorganiser politiquement le parti des travailleurs. »

Il est un élément de succès que ce parti possède : il a le nombre ; mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir. (...) C'est poussés par cette pensée que les travailleurs de différents pays, réunis en un meeting public à Saint-Martin's Hall le 28 septembre 1864, ont résolu de fonder l'Association internationale. »

Et ce manifeste se termine par la devise : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

● **1864-1871** : Statuts généraux de l'Association internationale des travailleurs (AIT). Ils ont été écrits en 1864, mais adoptés définitivement en septembre 1871 à la Conférence de Londres de l'AIT. L'article 7a

se prononce pour « un parti politique distinct et opposé à tous les autres partis politiques créés par les classes possédantes. Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution socialiste et de sa fin suprême : l'abolition des classes. »

● **1865** : Marx présente deux exposés devant le conseil général de l'Association internationale des travailleurs, où il polémiqua avec certains membres de son organisation (John Weston notamment). Il pose les bases de l'analyse marxiste du mode de production capitaliste. Ces deux interventions seront regroupées dans une brochure par la fille de Marx, Eléonore, et publiées pour la première fois en 1898 sous le titre de *Salaires, prix et profit*. Dans ce texte, Karl Marx présente de façon ramassée les questions théoriques liées à la loi de la valeur, qu'il développera totalement dans *Le Capital*. Les principes de la critique marxiste du capitalisme et de son fonctionnement sont présentés dans ce court texte explicatif. La réponse argumentée qu'il apporte à John Weston et à ses positions, va permettre à la Première Internationale de se délimiter politiquement à la veille de son congrès constitutif. Ce n'est pas le moindre intérêt de ce document...

● **1866** : rédaction des *Instructions pour les délégués du conseil central provisoire de l'AIT sur différentes questions à débattre au Congrès de Genève (3-8 septembre 1866)*. On trouve dans ces « instructions » un paragraphe intitulé « Syndicats : leur passé, présent et futur ». Après avoir examiné ces trois étapes, le texte résume ainsi leurs objectifs : « Ils doivent faire naître ainsi la conviction dans les grandes masses ouvrières qu'au lieu d'être circonscrites dans des limites étroites et égoïstes, leur but tend à l'émancipation des millions de prolétaires foulés aux pieds. »

● **1867** : Marx prononce un discours à Londres le 22 janvier 1867 à l'occasion de la célébration du quatrième anniversaire de l'insurrection polonaise de 1863.

● **1867** : parution à Hambourg de l'ouvrage fondamental et central de Marx : *Le Capital. Critique de l'économie politique*. Livre I^{er}. Marx a consacré plus de vingt ans à l'écriture de cette œuvre, mais il n'en a achevé qu'une partie, le livre premier publié en 1867 consacré au développement de la

production capitaliste. Les notes et brouillons de Marx ont été utilisés par Engels pour publier après sa mort le livre II (1885) et le livre III (1894). Les ébauches de Marx consacrés à l'histoire des doctrines économiques ont été publiées par Karl Kautsky sous le titre *Les Théories de la plus-value* (4 volumes, 1905-1910). Dans la préface à la première édition (25 juillet 1867), il indique le cadre de ses travaux : « *J'étudie dans cet ouvrage le mode de production capitaliste et les rapports de production et d'échange qui lui correspondent. L'Angleterre est le lieu classique de cette production. Voilà pourquoi j'emprunte à ce pays les faits et les exemples principaux qui servent d'illustration au développement des théories. (...) Le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir.* »

Concernant la prétendue complexité de l'ouvrage, il apporte cette réponse pleine de bon sens : « *A part ce qui regarde la forme de la valeur, la lecture de ce livre ne présentera pas de difficultés. Je suppose naturellement des lecteurs qui veulent apprendre quelque chose de neuf et par conséquent aussi penser par eux-mêmes.* »

● **1870-1871** : parmi les documents de l'Internationale rédigés par Marx figure l'Adresse du conseil général relative à la Commune de Paris, publiée en 1871 à Londres en brochure, sous le titre : *La Guerre civile en France*. C'est une étude fondamentale sur la Commune de Paris de 1871. Marx tire à chaud les premiers enseignements politiques de ce « *premier gouvernement ouvrier* » : « *Son véritable secret le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail.* »

Pour autant, Marx pointe un problème central : « *La classe ouvrière ne peut se contenter de prendre tel quel l'appareil d'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte.* » Il fixe la tâche de « *briser la machine bureaucratique et militaire de l'Etat* ». C'est sur cette base que Lénine poursuivra l'élaboration sur la nature de l'Etat. Il indique dans *L'Etat et la Révolution* : « *L'idée de Marx est que la classe ouvrière doit briser, démolir, la*

“machine d'Etat toute prête”, et ne pas se borner à en prendre possession... “Briser la machine bureaucratique et militaire”, en ces quelques mots se trouve brièvement exprimée la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l'égard de l'Etat au cours de la révolution. »

● **1872** : circulaire interne du conseil général de l'Association internationale des travailleurs titrée : « *Les prétendues scissions dans l'Internationale* ».

● **1875** : Marx critique le projet de programme du parti ouvrier allemand dans l'ouvrage *Critique du programme de Gotha*. Dans un avant-propos rédigé en 1891, Engels précise la circonstance de la rédaction de l'ouvrage jugée particulièrement polémique :

« *La vivacité de langage qu'on y rencontre parfois s'expliquait par deux circonstances. D'abord nous étions, Marx et moi, mêlés au mouvement allemand plus intimement qu'à tout autre ; la régression manifeste dont témoignait le projet de programme devait nous émuouvoir tout particulièrement. En second lieu, nous étions à ce moment, deux ans à peine après le congrès de La Haye de l'Internationale, en pleine bataille avec Bakounine et ses anarchistes qui nous rendaient responsables de tout ce qui se passait en Allemagne dans le mouvement ouvrier ; nous devions donc nous attendre également à ce qu'on nous attribue la paternité inavouée du programme.* »

● **1876-1878** : Marx participe à l'élaboration du livre d'Engels, *l'Anti-Duhring*, dont il relit entièrement le manuscrit et rédige tout le chapitre consacré à l'histoire de l'économie politique. C'est un ouvrage fondamental dans lequel Engels défend les méthodes et les conclusions du matérialisme historique et dialectique en abordant une multitude de sujets.

● **1880** : Marx prononce un discours au meeting de Genève, pour le 50^e anniversaire de la révolution polonaise de 1830. Après avoir rappelé la place des militants polonais durant ces cinquante dernières années, et notamment lors de la Commune de Paris, il indique :

« *Hors de leur pays, les Polonais ont donc joué un grand rôle dans la lutte pour l'émancipation du prolétariat ; ils étaient, par excellence, ses guerriers internationaux. Que cette lutte se développe aujourd'hui chez le peuple polo-*

nais lui-même, qu'elle soit soutenue par la propagande et la presse des exilés et qu'elle coïncide avec les efforts sans pareils de nos frères russes, c'est une raison de plus pour répéter le vieux cri : "Vive la Pologne !" Salut et fraternité ! »

Il faut enfin indiquer la richesse des volumes de la *Correspondance* de Marx et d'Engels (première parution en 1913 à Stuttgart) : 1 386 lettres couvrant la période de septembre 1844 à janvier 1883, qui fournissent de très nombreux documents d'une grande valeur pour l'étude de la biographie et des positions politiques de Marx. Il y a aussi, sur la période de 1862 à 1874, la correspondance de Marx avec Kugelmann, (ami de Marx, et membre de l'Internationale). Cette correspondance est particulièrement importante dans l'éclairage qu'elle apporte sur la méthode d'élaboration fondée sur l'échange politique et la discussion. Cette correspondance sera éditée sous le titre de *Lettres à Kugelmann*.

Il faut, pour être complet, indiquer que les ouvrages écrits par Engels (indépendamment de ceux qu'il a cosignés avec Marx) trouvent aussi leur place dans cette présentation bibliographique. Parmi ceux-ci, on peut citer : *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre* (1845), *Principes du communisme* (1847), *Discours sur la Pologne* (1848), *La Guerre des paysans en Allemagne* (1850), *La Question du logement* (1873), *Le Rôle du travail dans la transformation du singe en homme* (1878), *Anti-Dühring* (1878), *Socialisme utopique et socialisme scientifique* (1880), *Dialectique de la nature* (1884), *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (1884), *Discours pour le XV^e anniversaire de la Commune* (1886).

On ne peut qu'encourager les lecteurs de *La Vérité* à lire et relire les écrits de Marx en ce 130^e anniversaire de sa disparition, et ainsi à « lire Marx pour combattre aujourd'hui »...

Henry Halphen

Préface à la première édition du *Capital*

L'ouvrage dont je livre au public le premier volume forme la suite d'un écrit publié en 1859, sous le titre de : *Critique de l'économie politique*. Ce long intervalle entre les deux publications m'a été imposé par une maladie de plusieurs années.

Afin de donner à ce livre un complément nécessaire, j'y ai fait entrer, en le résumant dans le premier chapitre, l'écrit qui l'avait précédé. Il est vrai que j'ai cru devoir dans ce résumé modifier mon premier plan d'exposition. Un grand nombre de points d'abord simplement indiqués sont ici développés amplement, tandis que d'autres, complètement développés d'abord, ne sont plus qu'indiqués ici. *L'histoire de la théorie de la valeur et de la monnaie*, par exemple, a été écartée ; mais par contre le lecteur trouvera dans les notes du premier chapitre de nouvelles sources pour l'histoire de cette théorie.

Dans toutes les sciences le commencement est ardu. Le premier chapitre, principalement la partie qui contient l'analyse de la marchandise, sera donc d'une intelligence un peu difficile. Pour ce qui est de l'analyse de la *substance de la valeur* et de sa quantité, je me suis efforcé d'en rendre l'exposé aussi clair que possible et accessible à tous les lecteurs (1).

(1) Ceci m'a paru d'autant plus nécessaire que, même l'écrit de F. Lassalle contre Schultze-Delitzsch, dans la partie où il déclare donner la « quintessence » de mes idées sur ce sujet, renferme de graves erreurs. C'est sans doute dans un but de propagande que F. Lassalle, tout en évitant d'indiquer sa source, a emprunté à mes écrits, presque mot pour mot, toutes les propositions théoriques de ses travaux économiques, sur le caractère historique du capital, par exemple, sur les liens qui unissent les rapports de production et le mode de production, etc., et même la terminologie créée par moi. Je ne suis, bien entendu, pour rien dans les détails où il est entré, ni dans les conséquences pratiques où il a été conduit et dont je n'ai pas à m'occuper ici.

La forme de la valeur réalisée dans la forme monnaie est quelque chose de très simple. Cependant l'esprit humain a vainement cherché depuis plus de deux mille ans à en pénétrer le secret, tandis qu'il est parvenu à analyser, du moins approximativement, des formes bien plus complexes et cachant un sens plus profond. Pourquoi ? Parce que le corps organisé est plus facile à étudier que la cellule qui en est l'élément. D'un autre côté, l'analyse des formes économiques ne peut s'aider du microscope ou des réactifs fournis par la chimie ; l'abstraction est la seule force qui puisse lui servir d'instrument. Or, pour la société bourgeoise actuelle, la *forme marchandise* du produit du travail, ou la forme valeur de la marchandise, est la *forme cellulaire économique*. Pour l'homme peu cultivé l'analyse de cette forme paraît se perdre dans des *minuties* ; ce sont en effet et nécessairement des *minuties*, mais comme il s'en trouve dans l'*anatomie micrologique*.

A part ce qui regarde la forme de la valeur, la lecture de ce livre ne présentera pas de difficultés. Je suppose naturellement des lecteurs qui veulent apprendre quelque chose de neuf et par conséquent aussi penser par eux-mêmes.

Le physicien pour se rendre compte des procédés de la nature, ou bien étudie les phénomènes lorsqu'ils se présentent sous la forme la plus accusée, et la moins obscurcie par des influences perturbatrices, ou bien il expérimente dans des conditions qui assurent autant que possible la régularité de leur marche. J'étudie dans cet ouvrage la *mode de production capitaliste* et les *rapports de production et d'échange* qui lui correspondent. L'Angleterre est le lieu classique de cette production. Voilà pourquoi j'emprunte à ce pays les faits et les exemples principaux qui servent d'illustration au développement de mes théories. Si le lecteur allemand se permettait un mouvement d'épaules pharisaïque à propos de l'état des ouvriers anglais, industriels et agricoles, ou se berçait de l'idée optimiste que les choses sont loin d'aller aussi mal en Allemagne, je serais obligé de lui crier : *De te fabula narratur* (2).

Il ne s'agit point ici du développement plus ou moins complet des antagonismes sociaux qu'engendrent les lois naturelles de la production capitaliste, mais de ces lois *elles-mêmes*, des *tendances* qui se manifestent et se

réalisent avec une nécessité de fer. Le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir.

Mais laissons de côté ces considérations. Chez nous, là où la production capitaliste a pris pied, par exemple dans les fabriques proprement dites, l'état des choses est de beaucoup plus mauvais qu'en Angleterre, parce que le contrepois des lois anglaises fait défaut. Dans toutes les autres sphères, nous sommes, comme tout l'ouest de l'Europe continentale, affligés et par le développement de la production capitaliste, et aussi par le manque de ce développement. Outre les maux de l'époque actuelle, nous avons à supporter une longue série de maux héréditaires provenant de la végétation continue de modes de production qui ont vécu, avec la suite des rapports politiques et sociaux à *contretemps* qu'ils engendrent. Nous avons à souffrir non seulement de la part des vivants, mais encore de la part des morts. Le mort saisit le vif !

Comparée à la statistique anglaise, la statistique sociale de l'Allemagne et du reste du continent européen est réellement misérable. Malgré tout, elle soulève un coin du voile, assez pour laisser entrevoir une tête de Méduse. *Nous serions effrayés de l'état des choses chez nous*, si nos gouvernements et nos parlements établissaient, comme en Angleterre, des commissions d'études périodiques sur la situation économique ; si ces commissions étaient, comme en Angleterre, armées de pleins pouvoirs pour la recherche de la vérité ; si nous réussissions à trouver pour cette haute fonction des hommes aussi experts, aussi impartiaux, aussi rigides et désintéressés que les inspecteurs de fabriques de la Grande-Bretagne, que ses reporters sur la santé publique (Public Health), que ses commissaires d'instruction sur l'exploitation des femmes et des enfants, sur les conditions de logement et de nourriture, etc. Persée se couvrirait d'un nuage pour poursuivre les monstres ; nous, pour pouvoir nier l'existence des monstruosité, nous nous plongeons dans le nuage tout entiers, jusqu'aux yeux et aux oreilles.

Il ne faut point se faire d'illusions. De même que la guerre de l'indépendance améri-

(2) « C'est toi qui es représenté dans ce récit. »

caine au XVIII^e siècle a sonné la cloche d'alarme pour la classe moyenne en Europe, de même la guerre civile américaine au XIX^e siècle a sonné le tocsin pour la classe ouvrière européenne. En Angleterre, la marche du bouleversement social est visible à tous les yeux ; à une certaine période ce bouleversement aura nécessairement son contre-coup sur le continent. Alors il revêtira dans son allure des formes plus ou moins brutales ou humaines selon le degré de développement de la classe des travailleurs. Abstraction faite de motifs plus élevés, leur propre intérêt commande donc aux classes régnantes actuelles d'écarter tous les obstacles légaux qui peuvent gêner le développement de la classe ouvrière. C'est en vue de ce but que j'ai accordé dans ce volume une place si importante à l'histoire, au contenu et aux résultats de la législation anglaise sur les grandes fabriques. Une nation peut et doit tirer un enseignement de l'histoire d'une autre nation. Lors même qu'une société est arrivée à découvrir la piste de la *loi naturelle qui préside à son mouvement*, et le but final de cet ouvrage est de dévoiler la loi économique du mouvement de la société moderne, elle ne peut ni dépasser d'un saut ni abolir par des décrets les phases de son développement naturel ; mais elle peut abrégier la période de la gestation, et adoucir les maux de leur enfantement.

Pour éviter des malentendus possibles, encore un mot. Je n'ai pas peint en rose le capitaliste et le propriétaire foncier. Mais il ne s'agit ici des *personnes*, qu'autant qu'elles sont la *personnification de catégories économiques, les supports d'intérêts et de rapports de classes déterminés*. Mon point de vue, d'après lequel le *développement de la formation économique de la société est assimilable à la marche de la nature et à son histoire*, peut moins que tout autre rendre l'individu responsable de rapports dont il reste socialement la créature, quoi qu'il puisse faire pour s'en dégager.

Sur le terrain de l'économie politique la *libre et scientifique recherche* rencontre bien plus d'ennemis que dans ses autres champs d'exploration. La nature particulière du sujet qu'elle traite soulève contre elle et amène sur le champ de bataille les passions les plus vives, les plus mesquines et les plus haïssables du cœur humain, toutes les furies de l'intérêt privé. La Haute Eglise d'Angleterre,

par exemple, pardonnera bien plus facilement une attaque contre trente-huit de ses trente-neuf articles de foi que contre un trente-neuvième de ses revenus. Comparé à la critique de la vieille propriété, l'athéisme lui-même est aujourd'hui une *culpa levis*. Cependant il est impossible de méconnaître ici un certain progrès. Il me suffit pour cela de renvoyer le lecteur au livre bleu publié dans ces dernières semaines : « *Correspondence with Her Majesty's missions abroad, regarding Industrial Questions and Trade's Unions* ». Les représentants étrangers de la couronne d'Angleterre y expriment tout net l'opinion qu'en Allemagne, en France, en un mot dans tous les Etats civilisés du continent européen, une transformation des rapports existants entre le capital et le travail est aussi sensible et aussi inévitable que dans la Grande-Bretagne. En même temps, par-delà l'océan Atlantique, M. Wade, vice-président des Etats-Unis du Nord de l'Amérique, déclarait ouvertement dans plusieurs meetings publics, qu'après l'abolition de l'esclavage, la question à l'ordre du jour serait celle de la transformation des rapports du capital et de la propriété foncière. Ce sont là des signes du temps, que ni manteaux de pourpre ni soutanes noires ne peuvent cacher. Ils ne signifient point que demain des miracles vont s'accomplir. Ils montrent que même dans les classes sociales régnantes, le pressentiment commence à poindre, que la société actuelle, bien loin d'être un cristal solide, est un organisme susceptible de changement et toujours en voie de transformation.

Le second volume de cet ouvrage traitera de la circulation du capital (livre II) et des formes diverses qu'il revêt dans la marche de son développement (livre III). Le troisième et dernier volume exposera l'histoire de la théorie.

Tout jugement inspiré par une critique vraiment scientifique est pour moi le bienvenu. Vis-à-vis des préjugés de ce qu'on appelle l'*opinion publique* à laquelle je n'ai jamais fait de concessions, j'ai pour devise, après comme avant, la parole du grand Florentin : *Segui il tuo corso, e lascia dir le genti* (3) !

Karl Marx,
Londres, le 25 juillet 1867

(3) « *Va ton chemin, et laisse dire les gens* » (Dante, *La Divine comédie*, Le Purgatoire, V^e chant).



Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Daniel Gluckstein

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

